

# Étincelles

La revue théorique du PRCF  
Pôle de Renaissance Communiste en France



**LA COMMUNE DANS LE FIL BLANC-BLEU-ROUGE**  
DE L'HISTOIRE DE FRANCE

**L'ANALYSE MARXISTE-LÉNINISTE DE LA COMMUNE**

**LEÇONS ET HÉRITAGES POUR**  
**UNE NOUVELLE COMMUNE**

*J u i n 2 0 2 1 - n ° 4 9*



# ÉTINCELLES

Publiée par « Le Pôle de Renaissance Communiste en France »  
www.initiative-communiste.fr / www.prcf.fr

**Directeur de publication :**

Jean-Pierre Hemmen

**Directeur de publication adjoint :**

Georges Gastaud

**Équipe rédactionnelle :**

Diane Gilliard et Gilda Landini-Guibert

**Maquettiste :**

Damien Parrot

**Imprimerie :**

Sully Impression – 45600 Sully sur Loire

ISSN 1622-8529

Dépôt légal : Juin 2021

**Courriel :**

gilda.landini@wanadoo.fr

**Courrier :**

Annie Crovisier

10 Rue Victor Grignard

62300 LENS

## Bulletin d'abonnement ou de réabonnement

- Non abonné, je désire recevoir le prochain numéro d'Étincelles  
soit 7 € (étudiants ou chômeurs: 5 €)
- Abonnement 4 Numéros** (3 numéros par an, janvier, mai, septembre)  
à partir du n° : ..... (précisez)  
soit 26 € (étudiants ou chômeurs: 18 €)
- Réabonnement 4 Numéros** (3 numéros par an, janvier, mai, septembre)  
en versant ..... €. (étudiants ou chômeurs: 18 €)
- Je contribue au développement d'Étincelles  
en versant ..... €.



**Coordonnées:**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code Postal : 

|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|

 Ville : .....

Courriel : .....

Chèque à l'ordre du PRCF – à adresser à Annie Crovisier – 10 rue Grignard – 62300 LENS

## **ÉDITORIAL**

Jean Pierre HEMMEN 1

## **ACTES DU PRCF** 3

### **LA COMMUNE DANS LE FIL BLANC-BLEU-ROUGE DE L'HISTOIRE DE FRANCE**

|                         |                                                                  |    |
|-------------------------|------------------------------------------------------------------|----|
| Fadi KASSEM :           | Des communes à la Commune, le fil émancipateur de l'histoire     | 3  |
| Georges GASTAUD :       | Gentil Napoléon, affreux Maximilien                              | 14 |
| Gilda LANDINI-GUIBERT : | Tricoteuses, pétroleuses, terroristes : les femmes en résistance | 16 |

### **L'ANALYSE MARXISTE-LÉNINISTE DE LA COMMUNE**

|                      |                                                                                                           |    |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Benjamin LE LOUARN : | Que vive la Commune ! Épopée communarde et jacobinisme :<br>Les fondements du patriotisme révolutionnaire | 42 |
| Olivier RUBENS :     | La Commune de Paris et les revendications culturelles de son temps                                        | 46 |
| Yannick DUTERTE :    | L'analyse marxiste de la Commune de Paris.<br>De la nécessité d'un parti d'avant-garde                    | 48 |
| Aymeric MONVILLE :   | Lénine et la Commune de Paris                                                                             | 58 |

### **LEÇONS ET HÉRITAGES POUR UNE NOUVELLE COMMUNE**

|                  |                                                                                                                                                                                                             |    |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Fadi KASSEM :    | Patriotique, Antifasciste, Républicain, Internationaliste et Socialiste :<br>Faire de P.A.R.I.S. la Commune du XXI <sup>e</sup> siècle                                                                      | 60 |
| Stéphane SIROT : | Des lendemains de la Commune à la « Belle Epoque » :<br>Socialisme et syndicalisme au tournant des XIX <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles :<br>la pensée et l'action d'Édouard Vaillant et du blanquisme | 66 |
| JRCF :           | La Commune fait toujours vibrer les jeunes communistes du monde entier !                                                                                                                                    | 69 |

## **CULTURE**

|                            |                     |    |
|----------------------------|---------------------|----|
| Jean-Baptiste GIOVANELLI : | Vive la commune     | 72 |
| Francis COMBES :           | La montre de Varlin | 73 |
| Jean-René LIONELLI :       | Rêve et sang        | 74 |

# **SOMMAIRE**

# ÉDITORIAL

Jean-Pierre **HEMMEN**

## LA COMMUNE EST EN LUTTE

Jean-Pierre **HEMMEN**

- Directeur politique d'ÉTINCELLES, vice-président du PRCF,
- Arrière-petit-fils de Pierre Hemmen, membre du Comité central de la Garde nationale (communarde), assassiné durant la Semaine sanglante.
- Fils de Jean Hemmen, militant de l'Internationale communiste, commissaire politique aux Brigades internationales d'Espagne, fusillé pour faits de Résistance au Mont-Valérien.
- Jean-Pierre Hemmen fut lui-même persécuté et réprimé lorsqu'il était jeune militant de la Jeunesse communiste pour avoir refusé de porter l'uniforme à l'époque où le général Speidel, ancien officier de la Wehrmacht, venait d'être nommé commandant des forces de l'OTAN en Europe.

Camarades et ami(e)s,

Vous m'excuserez de débiter cet éditorial par une dédicace émue à mes aïeux qui, chassés d'Allemagne après la défaite de la Révolution de 1848, trouvèrent refuge en France, contribuèrent à y fonder aux côtés de Marx la Première Internationale et moururent en combattant pour la Commune.

Quoi de plus exaltant que de penser à ces ancêtres qui, quittant leur sol natal chassés par la contre-révolution et la misère, parfois par la haine religieuse, furent à l'aube du mouvement ouvrier sur cette terre de France devenue la leur, des précurseurs.

Ces prolétaires immigrés, cordonniers, mégissiers, hommes de peine, qui prirent les armes pour un monde de justice et de liberté et qui avec la Commune, comme l'a écrit Marx, « montèrent à l'assaut du ciel ».

Parfois, je les imagine durs à la tâche, peu causants. Ils parlent mal français, leurs noms sont difficiles à prononcer. Ils font de longues journées de travail pour un salaire de misère, dans des ateliers humides et insalubres près de la Bièvre qui coule encore à ciel ouvert dans Paris ; ils portent le lourd tablier de cuir du mégissier ou la blouse de toile de l'ouvrier.

Le soir, après avoir reçu les quelques sous de la journée, ils rentrent à pied, épuisés, dans le taudis où ils logent, vers la Butte aux Cailles ou Belleville, ou se soulent chez le marchand de vin. Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Et pourtant, parmi eux, nombreux sont ceux qui portent chevillé au cœur l'espoir d'un autre monde pour eux et pour leurs enfants. Ils ne se résignent pas, ils prennent le temps d'apprendre pour mieux lutter, de s'organiser, et quand viennent les grands jours de la Commune, ils sont debout dans l'uniforme des Fédérés avec les prolétaires de Paris insurgé sous les plis du drapeau rouge cravaté de tricolore. Debout jusqu'au bout !

Car la Commune de Paris, dans le même temps où elle prenait les mesures sociales les plus avancées de son époque, a su conjuguer ce sans quoi nos combats ne peuvent aboutir : patriotisme et internationalisme.

Il ne faut pas oublier non plus que dans toute la France se constituèrent des Communes aux idéaux identiques, qui dans les conditions de l'époque ne purent se regrouper et furent vite écrasées (Marseille, Lyon, Saint Étienne, Le Creusot, Toulouse, Narbonne, entre autres).

Cent cinquante ans, c'est peu dans l'histoire humaine ; mais la Commune de Paris laisse sa trace incandescente dans la mémoire de millions d'hommes et de femmes sur le globe.

Le numéro que vous avez entre les mains se veut un hommage au premier pouvoir ouvrier de l'Histoire du monde mais aussi un outil de réflexion sur l'expérience de la Commune pour construire la société socialiste dans la France du XXI<sup>e</sup> siècle.

Nos chercheurs ont réfléchi sur le temps long de l'histoire car la Commune s'inscrit dans le droit fil de l'histoire de la Nation et tente de faire passer le pouvoir des mains de

la bourgeoisie à celles de la classe ouvrière, seule patriote comme le démontre Fadi Kassem. En effet, même si la Commune a été limitée à Paris et quelques grandes villes, Benjamin Le Louarn explique que le sentiment national a bien été porté par la Commune, digne héritière des Jacobins, et non par les Girondins fédéralistes, ni par les Versaillais et encore moins aujourd'hui par les « Marcheurs », casseurs des Communes et de la Nation.

Les femmes, des tricoteuses de la Révolution aux terroristes de la Deuxième Guerre mondiale, ont toujours joué un rôle important dans les grands mouvements de résistance révolutionnaire, mais rarement autant que celles qu'on appelle les pétroleuses durant les 72 jours de la Commune, et qui furent à la fois patriotes, internationalistes et les premières marxistes de l'histoire française comme le raconte Gilda Guibert.

Alors que notre Éducation nationale sombre chaque jour un peu dans une ignorance voulue, la Commune a, elle, tenté de toutes ses forces de dissiper les ténèbres obscurantistes ainsi que le montre Olivier Rubens.

Ce numéro permet aussi de revoir l'histoire et l'héritage de la Commune au travers des fines analyses qu'en ont faites

Marx et Lénine et qui sont remarquablement mises en lumière par Yannick Dutertre et Aymeric Monville.

Fadi Kassem vous propose de faire de P.A.R.I.S. la Commune du XXI<sup>e</sup> siècle, « Patriotique, Antifasciste, Républicaine, Internationaliste et Socialiste », et Stéphane Sirot vous éclairera sur les liens entre la Commune et le syndicalisme.

Et comme en France tout finit en chansons, nous vous laissons libre cours de mettre en musique les poèmes qui clôtureront ce numéro.

Nous espérons que vous prendrez intérêt à cette étude sur un événement majeur de l'Histoire mondiale que les gens du Capital veulent faire oublier ou « normaliser », et surtout qu'elle vous soit utile.

De grandes batailles nous attendent pour gagner le peuple de notre pays à l'alternative rouge/tricolore dont Fadi Kassem est le porte-drapeau, des batailles difficiles où chacun et chacun peut et doit prendre sa place :

*« La Commune est en lutte et nous serons vainqueurs. »*



# Actes du PRCF

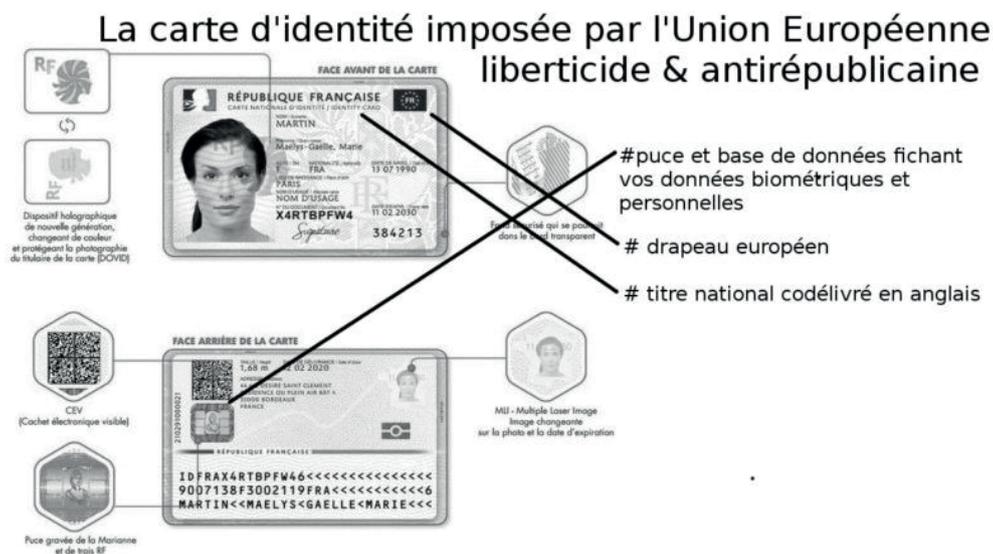
MOTION VOTÉE EN URGENCE PAR L'ASSOCIATION CO.U.R.R.I.E.L.

avec le soutien d'un nombre croissant d'amis français et non français de la langue française et de la Francophonie délibérément sacrifiée au tout-profit par l'oligarchie au pouvoir.

Le 18 mars 2021, Semaine mondiale de la Francophonie

## UNE FORFAITURE CIVIQUE ET LINGUISTIQUE

la future carte d'identité française deviendrait bilingue français-anglais !



Nouvelle provocation contre les francophones et les amis de la langue française en France et dans le monde : le gouvernement a choisi la Semaine de la francophonie et de la langue française pour présenter, sans le moindre débat parlementaire préalable, son projet de nouvelle carte d'identité bilingue où les rubriques seraient toutes libellées en français et... en anglais !

Ça ne suffisait pas à l'équipe gouvernementale en place de fermer les yeux sur les innombrables entorses des grandes firmes « françaises » privées et publiques (Renault, PSA) qui basculent leur communication technique interne vers le tout-anglais, ou qui nomment leurs produits et enseignes en anglais (« Ma french Bank », « TGV Night », etc.).

Ça ne lui suffisait pas non plus de laisser nombre de grandes écoles et d'universités, multiplier les enseignements en anglais destinés... à des francophones dans toutes sortes de disciplines, pendant que, illégalement, toutes sortes de collectivités publiques rebaptisent leurs « territoires » en anglais (« Oh my Lot ! », « Only Lyon », « In Annecy Mountains », etc.).

Enfin, ça ne suffisait pas au gouvernement de laisser la Commission de Bruxelles, sans aucune protestation française qui fût à la hauteur de cette forfaiture, installer le fait accompli d'une communication européenne de plus en plus exclusivement délivrée en anglais. Voilà maintenant que l'État français lui-même décide de passer outre l'article II de la Constitution (« La langue de la République est le français ») et de violer lui-même, et fort grossièrement, la loi Toubon de 1994. Langue de la République en vertu de la Constitution, la langue française est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France. Elle est la langue de l'enseignement, du travail, des échanges et des services publics. Elle est le lien privilégié des États constituant la communauté de la francophonie.

L'État français édite maintenant une carte d'identité dont l'effet réel sera de désétablir le français de son rôle de seule langue officielle du pays, de le reléguer au rang de langue locale en niant sa dimension internationale et d'instituer du même coup l'anglais – et cela en plein Brexit ! – comme seule langue internationale reconnue par la France.

De plus en plus se confirme la volonté éclatante, voire l'acharnement des milieux dominants imbus d'idéologie atlantiste et « post-nationale », de désétablir à toute vitesse notre langue nationale, premier service public de France, socle de la République indivisible et ciment de la Francophonie internationale.

Cette carte d'identité de la honte est un test de la résistance civique et linguistique des citoyens. Si nous citoyens français laissons passer cette grossière forfaiture linguistique, le pouvoir saura qu'il peut donner son feu vert à l'entreprise visant à faire de l'anglais la seule langue de travail de l'UE, puis à en faire une langue co-officielle en France même : ce qui accélèrera prodigieusement la politique linguistique d'arrachage du français, de substitution systématique de l'anglais à notre langue maternelle commune et de basculement général, en France et dans le reste de l'UE, à la langue unique ardemment désirée par la finance et par les grandes sociétés transnationales, avec tous les énormes dangers que cela représente sur les plans économique, social, culturel et politique. C'est pourquoi nous adjurons les parlementaires, les intellectuels, les syndicalistes, les journalistes, d'interpeller vivement le président de la République et le gouvernement pour qu'ils retirent au plus tôt ce projet scélérat attentatoire à la loi, à la Constitution, à la personnalité même de la France et à la langue commune du peuple français et des autres peuples qui composent la Francophonie internationale.

## MESSAGE COMPLÉMENTAIRE

de Léon LANDINI

Président d'honneur de l'association CO.U.R.R.I.E.L., ANC,  
Officier des F.T.P.-M.O.I. (Francs-Tireurs et partisans de la main-d'oeuvre immigrée),  
grand mutilé de guerre suite aux tortures endurées lors de mon internement par la Gestapo,  
officier de la Légion d'honneur, médaille de la résistance,  
président de l'amicale Carmagnole-liberté des anciens FTP-MOI de la région Rhône-Alpes  
Officier de la Légion d'honneur

Cinquante-deux de mes camarades sont morts sous la torture, sans avoir lâché un seul nom ni un seul mot à Barbie et à ses sbires.

S'ils ont pu supporter l'insupportable et se sublimer à leur insu, c'est parce qu'ils avaient la conviction qu'ils n'allaient pas mourir pour rien.

Ils se battaient et mourraient pour que leurs survivants puissent vivre dans une France, libre, forte, indépendante, démocratique et SOUVERAINE, et non pas dans une France soumise à la dictature de la finance internationale et surtout, surtout pas dans une France où la langue de ce pays ne serait plus le FRANÇAIS.

Au nom de mes camarades disparus, je remercie toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui se battent pour qu'en France on continue à parler le français.



# DES COMMUNES À LA COMMUNE

## le fil émancipateur de l'histoire de France

*« La Commune de Paris n'est pas seulement l'expression des volontés d'un groupe d'un parti parisien [...]. Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de l'émancipation d'une classe particulière, mais de celle du peuple français, des travailleurs du monde entier. [...] Ce n'est pas un parti, une opinion seulement, mais la population entière qui veut le maintien de la République et l'indépendance communale. Et Paris combat pour la France en combattant pour ces deux grands principes<sup>1</sup>. »*

Ces quelques paroles prononcées par Gustave Lefrançais, membre de la Commune de Paris, montrent le lien indéniable que l'auteur établit entre le combat historique pour l'indépendance communale et le lien avec l'émancipation des travailleurs ET de la France ; un combat alliant communes, départements (le titre même de la manifestation est explicite) et nation, contre la Réaction versaillaise désireuse d'en finir avec les révolutions successives depuis 1789.

Le lien entre communes et nation ne s'établit cependant pas à la Révolution de 1789 – quand bien même celle-ci joua un rôle majeur dans l'affirmation de la liberté communale –, mais au Moyen Âge, lorsque débuta le « mouvement communal » parti d'Italie à partir du XI<sup>e</sup> siècle, dont les références remontent aux cités-États de l'Antiquité gréco-romaine. À cette époque, la souveraineté de la cité-État repose alors sur les institutions politiques, la puissance économique (liée notamment au commerce et à l'impérialisme) et les fonctions régaliennes parmi lesquelles l'armée et la monnaie. Mais on est encore loin d'une émancipation des citoyens – réduite, au mieux, à 10 % des habitants d'Athènes au cours de l'« âge classique » (V<sup>e</sup>-IV<sup>e</sup> siècles), excluant de fait les femmes, les métèques et les esclaves – et des travailleurs. Après des siècles de domination seigneuriale et impériale se développe un « mouvement communal » loin d'être émancipateur pour tous, mais marquant une césure pour les rapports de force et la lutte des classes. En France, le mouvement débute à la fin du XI<sup>e</sup> siècle et constitue l'ébauche d'une lutte dès lors récurrente bien qu'irrégulière face aux obstacles, celle de la construction de l'État-nation parallèlement à l'émancipation

des communes et, par conséquent, des habitants passant progressivement du statut de sujets à celui de citoyens, jusqu'à la Commune de 1871.

### L'HÉGÉMONIE DE LA « Sainte-Alliance médiévale » ...

Au XI<sup>e</sup> siècle, les espaces urbains regroupent à peine 10 % des habitants du royaume de France, les fiefs seigneuriaux prédominant largement. Les velléités d'émancipation des bourgeois – ainsi sont appelés les habitants des centres urbains, le terme de citoyen marquant alors la distinction sociale entre les élites et le reste de la population tenue à l'écart du pouvoir urbain – se heurtent à un double obstacle : d'une part, la dynastie des Capétiens, parvenue sur le trône par le biais d'Hugues Capet à partir de 987, cherche à stabiliser son pouvoir face à la « Saint-Alliance » médiévale imposant un ordre aristocratique à l'ensemble de l'Europe ; de l'autre, ce triptyque constitutif de la Sainte-Alliance médiévale, comme l'a décrit l'auteur du présent propos dans un article précédent :

- 1) « L'éclatement de la Francie occidentale issue de l'Empire carolingien en une multitude de fiefs, duchés et comtés, faisant la joie de grands seigneurs tout heureux d'établir leur justice et leur domination politique (liens vassaliques) et économique (servage). Forts de leurs châteaux, ceux-ci contestent fréquemment le pouvoir royal. Notons que ces fiefs peuvent être possédés par des souverains étrangers, comme ce fut le cas de la Guyenne (sud-ouest de la France) sous l'emprise du roi d'Angleterre.
- 2) L'affirmation croissante de l'Église catholique, également désireuse de contrôler l'espace (d'où la multiplication des églises dans les villages, paroisses, etc.), le temps (calendrier et fêtes religieuses), la culture (peintures, sculptures), etc., et ce en exerçant un pouvoir certes spirituel mais aussi temporel. Alliée aux rois, l'Église n'en est pas moins une puissance politique, capable de coopérer avec des seigneurs au cas où le roi veut s'emparer de la tutelle de Rome et affirmer son pouvoir, ainsi qu'une puissance seigneuriale s'appropriant des terres, levant des impôts (dîmes), etc.
- 3) Enfin, la persistance du mythe de l'unité impériale, re-

1 Gustave Lefrançais, discours prononcé dans le cadre de la « Manifestation de l'Alliance républicaine des départements », *Journal officiel de la Commune de Paris du 20 mars au 24 mai 1871*, 1871, p. 1312-1314.



Bataille de Bouvines. Enluminure tirée des Grandes chroniques de France, 1471, BNF, Paris

constituée dès 962 à la suite du couronnement d’Otton I<sup>er</sup> (alors roi de Germanie) qui, à la tête du Saint-Empire romain germanique (SERG), se présente à la fois comme le successeur de Charlemagne, le continuateur de l’idéal romain, le souverain germanique désireux d’étendre son emprise en Europe (notamment à l’Est) et l’unificateur politique de l’Europe chrétienne.<sup>2</sup> »

Autrement dit, les communes sont en position de faiblesse pour s’affirmer et doivent profiter des rivalités pour revendiquer leur autonomie et leur liberté. Stratégiquement, nombre d’élites communales décident de s’allier aux rois capétiens qui, de leur côté, désirent stabiliser leur assise territoriale et leur pouvoir fragile, d’autant plus que les prétentions de domination impériale – sous l’égide des souverains successifs du SERG – et théocratique, à l’image du pape Grégoire VII qui lance la « révolution grégorienne » sous sa mandature (1073-1085). En effet, en énonçant les *dictatus papae* en 1075, outre la volonté de réformer l’Église en supprimant les pratiques jugées inconvenantes au sein même du gouvernement de l’Église et dans les sociétés, Grégoire VII veut centraliser le pouvoir ecclésiastique entre ses mains et, plus encore, prétend gérer les affaires ecclésiastiques des royaumes et empires en réclamant l’investiture des évêques dans leur charge épiscopale. Un pouvoir alors jugé d’essence régaliennne puisque le roi, « lieutenant de Dieu sur Terre », s’oppose au risque de fragmentation en une multitude de féodalités urbaines et rurales<sup>3</sup>.

### ... POUSSE À UNE ALLIANCE DE CIRCONSTANCE entre le roi et les communes ...

La puissance hégémonique de la « Sainte-Alliance médié-

vale », non exempte elle-même de tensions intérieures – par exemple, lorsque l’empereur germanique Henri IV doit se soumettre à Grégoire VII à Canossa en 1077 après que ce dernier a excommunié l’empereur –, pousse progressivement au rapprochement entre les communes et la dynastie capétienne, empreint bien entendu de méfiance réciproque. Après tout, le « mouvement communal » ne risque-t-il pas de bouleverser les structures du pouvoir médiéval, celui du roi compris ? Et le roi ne souhaite-t-il pas constituer le pouvoir absolu dégagé des contraintes seigneuriale, papale et impériale ? Il n’en demeure pas moins que, comme le souligne Georges Gastaud,

*« la stratégie des Capétiens notamment depuis Bouvines et Philippe Auguste, a consisté à s’allier avec la bourgeoisie communaliste (maintenue en position dominée) contre les grands feudataires pour unifier le royaume de France ; il faut ensuite saisir le « fil bleu » de cette histoire (le régime bourgeois issu de 1789 et préparé dès 1358 par l’insurrection parisienne d’Etienne Marcel) ».*

Une alliance de circonstance qui culmine à Bouvines, lorsque Philippe Auguste, premier souverain à prendre le titre de « roi de France » en 1204, réussit à vaincre la coalition formée par l’empereur Otton IV, le roi d’Angleterre Jean sans Terre et nombre de seigneurs-chevaliers désireux d’accroître leur puissance féodale sur la monarchie capétienne et les communes. Comme le souligne Jean-Christophe Cassard à la suite de la victoire du 27 juillet 1214 :

*« Les conséquences de cette journée sont immenses, et pas seulement en raison de l’adhésion spontanée que le peuple aurait manifestée à la cause de son roi sur son chemin de retour vers la capitale au dire de Guillaume*

2 Fadi Kassem, « Pour une approche matérialiste et dialectique de l’histoire de France », *Étincelles* spécial Histoire, janvier 2020, p. 11-12.

3 Pour plus de précision sur ce thème, lire Florian Mazel, *Féodalités (888-1180)*, Paris, Belin, 2010.

4 Georges Gastaud, *Marxisme et universalisme*, Paris, Delga, 2015, p. 75.

*le Breton : un long et enthousiaste triomphe marquant de véritables noces entre le souverain et la nation enfin éclos<sup>5</sup>. »*

Dès lors, l'essor urbain entamé au XI<sup>e</sup> siècle avec la reprise de la croissance économique et d'un commerce inter-urbain en Europe – symbolisé par les foires de Champagne – s'accélère et confère une puissance accrue aux communes, dont le développement est concomitant à l'affirmation du pouvoir royal. En effet, c'est à partir du dernier tiers du XI<sup>e</sup> siècle que le « mouvement communal » émerge, d'abord contre la domination territoriale des seigneurs eux-mêmes inquiets du risque d'émancipation des communes. Les monarques voient tout le profit à tirer d'une telle situation et appuient le mouvement, à l'image de Louis VI le Gros (roi de 1108 à 1137) qui appuya la requête de l'évêque et des habitants d'Amiens en 1115 pour obtenir une charte de franchises, autrement dit des libertés que refusait d'accorder le comte d'Amiens, Enguerrand de Boves. Si cette initiative ne fut pas couronnée de succès, il n'en demeure pas moins qu'un mouvement est enclenché, et ce depuis l'établissement de la commune du Mans dès 1070, à l'initiative de l'évêque local : la « réforme grégorienne » n'est alors pas entamée, et le roi Philippe I<sup>er</sup> cherche à établir son contrôle sur le personnel ecclésiastique.

### **... SANS QUE CES DERNIÈRES SE SOUMETTENT totalement au pouvoir royal**

Les rois sont cependant conscients du risque d'émancipation accrue des communes qui, en retour, perçoivent bien l'intérêt de jouer des rivalités entre les seigneurs, le roi et l'Église pour négocier un maximum de pouvoir conscrit dans le cadre des chartes de franchises. C'est ainsi qu'en 1230, le comte Thibaut de Champagne accorde une charte de franchises à la ville de Troyes : désormais érigée en commune, Troyes est dirigée par treize bourgeois nommés par le comte – un maire et douze jurés – chargés de lever les impôts (y compris pour le comte) et disposant d'un droit de basse justice personnelle et réelle. Ce pouvoir reste cependant limité par d'importantes prérogatives échoyant au comte, parmi lesquelles la haute justice, le pouvoir de nomination des jurés et le maintien du pouvoir sur ses vassaux et sur les églises sous sa garde<sup>6</sup>. Comme le signale André Chédeville, le mouvement communal, lent et progressif, déboucha rarement sur des insurrections et permit à des associations diverses – confréries, parenté, voisinage, etc. – d'investir les structures de pouvoir existantes tout en scellant un pacte avec les autorités supérieures (comte, Église, roi) pour institutionnaliser la

paix<sup>7</sup>. C'est ainsi, par les négociations et en exploitant les tensions entre le roi, les seigneurs et l'Église, que les communes surent obtenir un certain nombre de privilèges et de libertés, dont la teneur variait selon le risque de révolte populaire – car les révoltes urbaines sont monnaie courante au Moyen Âge ! –, la bonne volonté des autorités tutélaires (dont le roi), etc. Comme le relèvent les historiens Denis Menjot et Patrick Boucheron au sujet du mouvement communal :

Les historiens ont souligné la persistance, dans des villes européennes où la noblesse n'a jamais cessé d'habiter, d'attitudes et de mentalités anciennes qui expriment les relations de pouvoir à travers les liens de dépendance, qui imitent les relations féodales à l'intérieur des cités. Les tours des bourgeois, aussi bien dans les cités italiennes que dans les villes flamandes ou allemandes, ne répondent-elles pas aux donjons des campagnes ? Si le comportement des élites et des grandes familles à l'intérieur des remparts urbains ne diffère guère de leur façon d'agir dans le plat pays, où souvent les mêmes possèdent terres et seigneuries, une transformation décisive s'opérerait pourtant graduellement à l'intérieur des villes. Les hommes y jouissaient désormais de droits individualisés qu'ils pouvaient faire valoir si nécessaire. La communauté urbaine, qui se présentait, à l'extérieur, dans son unité, avait comme base sociale une pluralité de statuts et d'intérêts. Les liens de dépendance et de soumission, si caractéristiques des relations féodales, se heurtaient aux aspirations idéologiques, au désir d'ascension sociale et aux comportements économiques des hommes des villes<sup>8</sup>.

Il n'en demeure pas moins que les communes s'opposent idéologiquement, du fait de l'aspiration des bourgeois à l'ascension sociale, à l'essor économique et à l'exercice du pouvoir, à des relations féodales et vassaliques, y compris avec le roi... mais au risque d'alimenter des tensions sociales au sein des communes du fait des très grandes inégalités. Jurisconsulte ayant obtenu la confiance Louis IX et de son fils Robert de Clermont, Philippe de Beaumanoir rédige, en 1283, les  *Coutumes du Beauvaisis* , qui permettent de connaître les règlements dans la région citée tout en édictant des règles de comportement pour les baillis représentant le roi de France dans le nord du pays. Il relève notamment que :

*« Beaucoup de discordes surviennent dans les villes [...], car il arrive souvent que les riches qui admi-*

5 Jean-Christophe Cassard, *L'Âge d'or capétien (1180-1328)*, Paris, Belin, 2012, p. 46.

6 Jules Tardif, « Charte française de 1230 conservée aux archives municipales de Troyes », *Bibliothèque de l'École des chartes*, n°16, 1855, p. 139-146.

7 Pour une analyse plus poussée du mouvement communal, lire André Chédeville, « Le mouvement communal en France aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, ses éléments constitutifs et ses relations avec le pouvoir royal », in Robert Favreau, Régis Rech, Yves-Jean Riou [édité par], *Bonnes Villes du Poitou et des pays charentais du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Communes, franchises et libertés. Actes du colloque tenu à Saint-Jean d'Angély les 24-25 septembre 1999*, Poitiers, Société des Antiquaires de l'Ouest, 2002, p. 9-24.

8 Patrick Boucheron, Denis Menjot, *La ville médiévale*, Paris : Seuil, 2011, p. 291.

*nistrent les affaires de la ville se taxent moins, eux et leurs parents [...], et de la sorte font retomber toutes les dépenses de la communauté sur les pauvres. C'est ce qui explique tant de maux, parce que les pauvres ne le voulaient pas mais ne savaient pas la bonne manière de faire valoir leur droit, si ce n'est de se rebeller contre les riches. Certains ont été occis, et des villes mal gouvernées par ces administrateurs<sup>9</sup>. »*

Si Philippe de Beaumanoir, en serviteur fidèle de la monarchie, déplore les révoltes, elles illustrent les vellétés de justice sociale, à défaut du projet de renverser l'ordre médiéval théorisé par Adalbéron de Laon dans ses *Poèmes au roi Robert (1027-1030)*, distinguant les seigneurs (*bellatores*), les hommes d'Église (*oratores*) et les paysans, artisans et tous ceux (sur)vivant par leur force de travail (*laboratores*).

En outre, les communes insurrectionnelles, aussi rares soient-elles, n'en ont pas moins marqué leur époque, notamment au tournant des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. La révolte la plus célèbre éclate à Laon en 1112, rapportée par le théologien et historien médiéval Guibert de Nogent dans son autobiographie (1053-1125). Terrorisé par les événements auxquels il assiste, Guibert de Nogent n'hésite pas à grossir le trait en évoquant la destruction de la cathédrale ; il n'en reste pas moins que cette révolte marque les esprits des contemporains. En effet :

*« Les tensions et les excès proviennent du double pouvoir, royal et épiscopal, qui s'exerce sur la ville. Le roi et l'évêque se sont attaché un certain nombre d'hommes qui, riches de nouveaux domaines, rassemblent leurs propres partisans. [...] En 1106, l'élection de l'évêque Gaudry renforce le climat de tension qui s'est installé en ville. À la suite d'une querelle, l'évêque fomente une conjuration contre Gérard de Quierzy, châtelain royal, et le fait assassiner dans la cathédrale en 1111. Le roi, avec les hommes de l'abbaye Saint-Jean, châtie ceux qui avaient osé troubler la paix de Dieu et souiller l'église cathédrale. Ce meurtre révèle la concurrence entre les aristocrates, l'évêque et le roi.*

*Dans ce climat, les seigneurs proches de l'évêque décident d'instituer une commune. L'évêque et le roi l'acceptent à contrecœur, car ils sont partagés entre la perte de pouvoir que cela implique et les compensations financières qui en résultent. L'évêque, dilapidant les revenus procurés par cette institution, provoque l'exaspération des bourgeois qui forment une nouvelle*



Exécution de l'évêque Gaudry, *De miraculis beate Marie Laudunensis* XIII<sup>e</sup> siècle BNF

*conjuration. Le 25 avril 1112, l'insurrection éclate [aux cris de « Commune ! Commune ! »] L'évêque Gaudry, le châtelain Guimar et le vidame Adon sont assassinés et un incendie éclate, provoquant des dégâts dans le palais épiscopal, dans la cathédrale et dans des maisons du quartier canonial<sup>10</sup>. »*

Finalement matée après plusieurs années, la commune de Laon symbolise la puissance potentielle du soulèvement alliant le « peuple gras » et le « peuple menu » des villes face à la domination féodalo-vassalique, dont fit ici les frais l'évêque Gaudry. Bien que soutenant le mouvement communal et l'institutionnalisation de celle de Laon, Louis VI le Gros mata la révolte dont l'objectif résidait dans la substitution d'un pouvoir bourgeois urbain en lieu et place de celui de l'aristocratie guerrière : l'institution communale fut définitivement fondée à la suite de la mise en place de l'Institution de paix de 1128, sous l'impulsion de Louis VI le Gros<sup>11</sup>. Quelques décennies auparavant, en 1077, une révolte aux raisons semblables avait éclaté à Cambrai contre la domination impériale – la commune est alors rattachée au Saint-Empire – et pour réclamer une charte de franchise, obtenue à quatre reprises entre 1077 et 1215 et à chaque fois retirée par la coalition de l'évêque et de l'empereur.

De la même manière, un puissant soulèvement touche Paris en 1358, à l'instigation d'Etienne Marcel. Alors en pleine guerre contre les Anglais revendiquant le trône de France, le pays est en pleine décomposition à la suite de la capture du roi Jean II le Bon à Poitiers en 1356. Ce dernier

9 L'extrait de l'ouvrage a été traduit depuis l'ancien français médiéval dans un manuel du secondaire ; la source originale est disponible sur Internet au lien suivant : [https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2208269\\_image](https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2208269_image)

10 <https://www.pierre-abelard.com/itin-Laon-C.htm>

11 Jean-Louis Baudot, « La Commune de Laon : organisation et fonctionnement d'une institution médiévale (1128-1331) », *Société historique de Haute-Picardie*, tome 44, p. 105-144. Article disponible au lien suivant : [http://www.histoireaisne.fr/memoires\\_numerises/chapitres/tome\\_44/Tome\\_044\\_page\\_105.pdf](http://www.histoireaisne.fr/memoires_numerises/chapitres/tome_44/Tome_044_page_105.pdf)

s'évertuait à diriger le pays et s'opposait à la convocation des états généraux institués par Philippe IV le Bel en 1314 : si ces derniers parvinrent à imposer leur tutelle sur la monarchie, ils se divisèrent entre les provinces du Languedoc, hostiles au paiement des impôts pour la défense du pays et à la centralisation face à la guerre touchant surtout le Languedoïl. En outre, les rivalités au sein de ce dernier pénalisent l'effort de guerre et les tentatives de réforme menées par le prévôt des marchands de Paris, Étienne Marcel. Fidèle à la dynastie des Valois, Étienne Marcel se bat pour que soient réunis les états généraux sous la direction du Dauphin, Charles ; mais il doit composer avec le retrait des nobles, cibles de l'hostilité de la population pour avoir lamentablement échoué à Poitiers malgré d'importantes dépenses.

Devant la faillite de la noblesse et la vacance du pouvoir, et en dépit de sa fidélité à la couronne, Étienne Marcel devint, *de facto* et sous l'impulsion des petits et grands bourgeois de la municipalité, le chef de la commune de Paris en lutte contre les Anglais. Il fit ainsi construire une enceinte pour protéger la commune, alors que les troupes du roi d'Angleterre poursuivaient leurs activités de pillage – et ce malgré les pourparlers de paix avec Jean II le Bon. En outre, Étienne Marcel devait affronter le dauphin Charles, désireux d'en finir avec le prévôt des marchands qui symbolisait alors le peuple en lutte contre l'invasion étrangère et contre les traîtres de l'intérieur : à ce titre, Étienne Marcel fit assassiner les maréchaux de Champagne et de Normandie sous les yeux du Dauphin, des proches de Charles exécutés pour trahison et défaillance militaire totale. Mais devant l'abandon progressif du soutien de la grande bourgeoisie et l'hostilité de l'aristocratie, Étienne Marcel se tourna davantage vers les paysans franciliens, révoltés en mai-juin 1358 dans une grande jacquerie antinobiliaire qui, si elle ne met pas en scène les plus miséreux, n'en demeure pas moins une révolte anti-fiscale (les nobles étant les plus épargnés par l'imposition), d'ordre patriotique et social. Quant à Étienne Marcel, il paya finalement de sa vie la coalition de mécontents<sup>12</sup>. D'autres révoltes éclatèrent jusqu'au milieu du XV<sup>e</sup> siècle (des villes du Languedoc à partir de 1378 et du Languedoïl à partir de 1380 à la Normandie en 1435), elles n'ont pas la même ampleur que celle de Paris, même si la révolte des Tuchins en Languedoc présente des caractéristiques similaires comme le rappelle l'historien Vincent Challet :

*« Les communautés paysannes voient ainsi leurs opérations d'autodéfense confortées par un pouvoir incapable de faire face aux obligations de défense et de sécurité, sur lesquelles commence à s'élaborer le consensus autour de l'impôt<sup>13</sup>. »*



*Journée des Tuiles (Alexandre Debelle),  
Musée de la Révolution française, Vizille*

Les insurrections communales obéissent donc bien à une logique à la fois de révolte fiscale voire sociale contre un pouvoir jugé incapable ou/et prédateur et de défense patriotique, de concert avec le roi auquel se rattachent souvent les meneurs des révoltes, comme Étienne Marcel. On est bien loin des lubies à la fois des réactionnaires apôtres d'une lecture ethno-raciale de l'histoire et des forces gauchistes opposant les communes à la nation, alors que ces dernières ne cessent d'assimiler les deux en un ensemble visant à l'émancipation vis-à-vis des forces féodales. Cet idéal, bien qu'affaibli par la centralisation absolutrice des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, ressurgit au moment de la Révolution française, prenant la suite des révoltes au sein des campagnes et de l'agitation dans les communes qui, à défaut d'insurrection, sont agitées par de multiples tensions sociales qui explosent sous la Révolution.

### **LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, UN TOURNANT dans l'affirmation communale...**

La Révolution française réactive les exigences – accrues et plus ambitieuses – des communes rurales et urbaines, en particulier à l'encontre de l'injustice fiscale, des privilèges ou encore de l'absence de libertés et d'égalité. La Grande Peur de l'été 1789, qui débouche sur la déclaration – à défaut de la réalisation effective – de l'abolition des privilèges (4 août) et des droits de l'homme et du citoyen (26 août), gagne les campagnes tandis que les révoltes urbaines essaient. Notons d'ailleurs que la première éclata à Grenoble en juin 1788 au cours de la « journée des Tuiles », tandis que la manufacture de Réveillon, fabricant de papier, fut pillée le 28 avril 1789 du fait de la baisse des salaires et de la hausse du chômage, alors même que les catastrophiques récoltes débouchent sur la famine et que le déficit du royaume se creuse. C'est dans ce contexte que les revendications du tiers état, exprimées au sein des villes et villages, sont formulées, rappelant pour nombre d'entre elles celles exprimées au Moyen Âge.

12 Boris Bove, *Le temps de la guerre de Cent Ans (1328-1453)*, Paris, Belin, 2010.

13 Vincent Challet, « Tuchins et brigands des bois : communautés paysannes et mouvements d'autodéfense en Normandie pendant la guerre de Cent Ans », septembre 2004, p. 139-140. Article disponible au lien suivant : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00537122/document>

Mais l'heure est venue d'aller bien plus loin pour les représentants du tiers état, souvent des bourgeois enrichis par les activités libérales (commerce, finance, droit, médecine, etc.) et qui rêvent de partager le pouvoir avec la noblesse. Constituée six mois auparavant et reconnue contre son gré par Louis XVI, l'Assemblée constituante adopte un décret majeur le 14 décembre 1789, relatif à la constitution des municipalités<sup>14</sup>. Si ces dernières ne sont pas une nouveauté, le décret n'en constitue pas moins un tournant puisque, dès son deuxième article, il annonce l'élection « des officiers membres des municipalités », mettant fin à l'ancien système de nomination. De la même manière, la rupture avec le système municipal d'Ancien Régime se retrouve dans la composition des assemblées de communes, qui

*« ne pourront se former par métiers, professions ou corporations, mais par quartiers ou arrondissements »*  
(article 7).

Plus généralement, ce décret fait ressortir des préoccupations en faveur de :

- 1) La bonne répartition des pouvoirs : non seulement il n'est pas question de permettre à des personnes d'une même famille d'être « en même temps membres du même corps électoral » (article 12), mais de plus « Les officiers municipaux, et les notables dont il sera parlé ci-après, ne pourront être nommés que parmi les citoyens éligibles de la commune » (article 13), ce qui permet de rompre avec les représentants des seigneurs médiévaux. En outre, les fonctions de judicature (article 14) et de perception des impôts (article 15) ne peuvent être parallèlement membres des conseils municipaux.
- 2) **Les dispositions démocratiques** : le renouvellement des bureaux municipaux (qui se composent des maires et de leurs adjoints) tous les ans parmi les membres des conseils municipaux (article 36), la prise de décision par l'ensemble des membres des conseils (article 39) au cours des conseils réunis au moins une fois par mois (article 38), la forte rotation des postes aussi bien pour les officiers municipaux (article 42) que le procureur de chaque commune (article 44) avec la possibilité d'exercer uniquement deux mandats consécutifs de deux années chacun (et éventuellement un nouveau mandat après un intermède de deux années)... Autant de garde-fous afin d'empêcher la confiscation du pouvoir par des notabilités locales et garantir le fonctionnement le plus démocratique ; en outre, les citoyens peuvent dénoncer les délits d'administration dans un cadre précis (article 61) et « se réunir paisiblement et sans armes en assemblées particulières pour rédiger des adresses et pétitions, soit au corps municipal, soit aux administrations de département et de district, soit au Corps législatif, soit au Roi » (article 62).
- 3) **Les compétences des communes** : la nomination d'un procureur de la commune – ainsi que d'un substitut « dans les villes au-dessus de 10 000 âmes » (article 27)

– « chargé de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la commune » (article 26) ; les multiples fonctions propres au pouvoir municipal concernant la police, la propreté, la salubrité, les finances, l'administration des établissements de la commune, etc., aussi bien pour les fonctions locales (article 50) que générales (article 51).

### **... QUI S'EFFECTUE PARALLÈLEMENT à l'affirmation de la souveraineté nationale**

Bien loin des fables antijacobines véhiculées par les girondins patentés comme Michel Onfray, la Révolution française d'essence jacobine ne contraint pas les communes, mais cherche au contraire à bien distinguer politiques communales et compétences nationales, que les communes peuvent d'ailleurs exercer selon une logique de centralisme démocratique qui ne dit pas encore son nom. En effet, selon l'article 55,

*« les corps municipaux seront régulièrement subordonnés aux administrations de département et de district pour tout ce qui concernera les fonctions qu'ils auront à exercer par délégation de l'administration générale ».*

Le 10 mai 1793, dans son célèbre discours « Gouverner la République » prononcé à la Convention, Robespierre expose sa vision de la répartition des pouvoirs de la République et plaide pour la liberté communale :

*« Fuyez la manie ancienne des gouvernements de vouloir trop gouverner ; laissez aux individus, laissez aux familles le droit de faire ce qui ne nuit point à autrui ; laissez aux communes le pouvoir de régler elles-mêmes leurs propres affaires en tout ce qui ne tient pas essentiellement à l'administration générale de la République ; en un mot, rendez à la liberté individuelle tout ce qui n'appartient pas naturellement à l'autorité publique, et vous aurez laissé d'autant moins de prise à l'ambition et à l'arbitraire<sup>15</sup>. »*

Bien loin des fantasmes mensongers des anarcho-fédéralistes et des réactionnaires vendéens, les Jacobins accroissent les pouvoirs des communes en les articulant avec les départements et la nation, le triptyque aujourd'hui démantelé par la funeste « construction » européiste qui promeut les grandes euro-métropoles, les vastes euro-régions et l'Union européenne (UE) supranationale.

Potentiellement, les communes représentent la dynamique révolutionnaire sur laquelle s'appuyer pour conduire

<sup>14</sup> Le décret est disponible au lien suivant : <http://legilux.public.lu/eli/État/leg/dec/1789/12/14/n1/jo>

<sup>15</sup> <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/robspierre-10-mai-1793>

L'œuvre entamée depuis 1789. Les députés montagnards, proches des sans-culottes parisiens, comptent spécifiquement sur ces derniers pour combattre tous ceux qui souhaitent arrêter la Révolution voire basculent dans la Contre-Révolution, cherchent à sauver la tête de Louis XVI – dont « Jupiter » Macron est persuadé que sa mort n'a pas été souhaitée par les Français<sup>16</sup> – ou adopter comme nouvelle devise, comme les Girondins, « Liberté, égalité, propriété ». L'évolution de la commune de Paris, qui passe du rôle de protecteur de la monarchie à celui de l'insurrection en faveur de la République en l'espace de trois ans, est assez éclairant. Après la prise de la Bastille, Louis XVI se rend à Paris où il reçoit de la part de celui qui vient d'être élu maire de la ville, Sylvain Bailly, la cocarde tricolore le 17 juillet 1789 ; à cette occasion, Louis XVI accepte qu'un maire soit à la tête de Paris – une première – et la création de la Garde nationale dirigée par le marquis de La Fayette. Par la suite, Bailly et La Fayette, partisans d'une monarchie constitutionnelle, ne cessent de protéger le roi et sa famille, y compris lorsque ceux-ci refusent d'appliquer les textes adoptés à l'été 1789 et, plus encore, après la fuite avortée à Varennes le 21 juin 1791. À chaque fois, la commune se retrouve dépassée par le peuple de Paris réclamant du pain et des droits, avant qu'émergent les revendications en faveur de la République. Une telle requête, formulée au sein d'une pétition déposée sur le Champs-de-Mars à l'initiative du club des Cordeliers – sous l'influence de Jean-Paul Marat –, suscite la réprobation immédiate de Bailly et La Fayette qui font tirer sur la foule assemblée le 17 juillet 1791 : le divorce entre la commune de Paris et les monarchiens est consommée, et l'intermède Pétion (maire de Paris de septembre 1791 à début juillet 1792) ne peut empêcher la fin de l'emprise royale sur Paris, qui joue un rôle décisif pour renverser Louis XVI le 10 août 1792 après avoir basculé dans l'insurrection.

## LA COMMUNE INSURRECTIONNELLE DE PARIS, foyer de la Révolution et cœur de la « Patrie en danger »

À l'été 1792, le député girondin Vergniaud proclame « la Patrie en danger », au moment où les troupes prussiennes, aidées des aristocrates royalistes réfugiés à Coblençe, menacent de marcher sur Paris et de l'écraser. Le roi est alors accusé, à raison, de jouer double jeu et d'user de son veto afin de s'opposer aux mesures nécessaires pour mener la guerre déclarée à l'Autriche le 20 avril 1792 – dans le seul but que la France soit vaincue afin d'écraser la Révolution. Les sans-culottes, ulcérés par les trahisons du roi et le souvenir du massacre du Champ-de-Mars, ont déjà pénétré dans le palais des Tuileries le 20 juin 1792, sans succès. Le 10 août, fédérés venus de toute la France et sans-culottes, sur ordre de la Commune insurrectionnelle qui vient de s'établir dans la nuit, s'emparent des Tuileries et contraignent le roi à s'en remettre aux députés de l'Assemblée nationale, qui optent pour sa détention. La Commune de Paris devient une instance de pouvoir, centrale dans le processus révolutionnaire, en concurrence avec l'Assemblée nationale et suscitant une grande méfiance de la part de nombre de députés.

Et pour cause ! D'emblée, à l'exception de Pétion, les Girondins sont écartés du Conseil communal dominé par Robespierre et Marat. À la tête de la Commune se trouve le fondateur de la société patriotique du Luxembourg, Jacques-Nicolas Pache, qui, à son corps défendant, se retrouve assimilé aux Hébertistes à la tête des postes-clés, à savoir Pierre-Gaspard Chaumette, procureur général, et son substitut Jacques-René Hébert, fondateur du journal *Le Père Duchesne*. Dès lors se développe un conflit latent puis de plus en plus ouvert entre les Girondins, hostiles aux revendications jugées « exagérées » des sans-culottes, et la Commune de Paris qui défend les intérêts de ces derniers et exige une stricte application des droits de l'homme. Il est vrai que les sans-culottes, excités par les appels au meurtre d'Hébert et Marat, commettent les terribles massacres de Septembre (2-6 septembre 1792) dans les prisons parisiennes à l'encontre des royalistes et prêtres réfractaires, en réponse aux défaites militaires qui se multiplient – le duc de Brunswick vient alors de conquérir Verdun et se rapproche dangereusement de Paris.

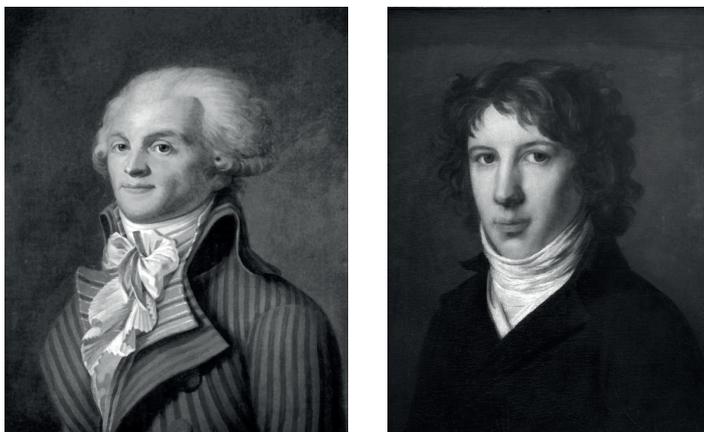


Massacre du Champ-de-Mars, 17 juillet 1791



Jean-Paul Marat (1743-1793)

16 [https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/le-roi-n-est-plus-la-en-france-deploire-emmanuel-macron\\_AN-201507080069.html](https://www.bfmtv.com/politique/gouvernement/le-roi-n-est-plus-la-en-france-deploire-emmanuel-macron_AN-201507080069.html)



Maximilien de Robespierre (1758-1794)  
et  
Louis Antoine Léon de Saint-Just (1767-1794)

Dans l'opposition à la Convention, les Montagnards exploitent leurs liens privilégiés avec la Commune de Paris en s'appuyant sur les sans-culottes pour se débarrasser des Girondins. Ces derniers, après avoir cherché à sauver la tête du roi, veulent sauvegarder leurs intérêts personnels, essentiellement matériels (propriété privée et, pour certains, colonies), tout en combattant l'unité et l'indivisibilité de la République – pourtant proclamée le 25 septembre 1792 – au profit d'un fédéralisme mortifère, alors même que la République est assaillie de toutes parts et menacée de s'écrouler sans mesure énergique pour combattre les ennemis de l'extérieur. Incapables de surcroît de satisfaire les besoins primaires des sans-culottes à commencer par le ravitaillement en nourriture et ne sanctionnant pas les spéculateurs sur le grain, ils attaquent les figures populaires que sont Marat – le directeur de *L'Ami du peuple* est jugé mais acquitté par le Tribunal révolutionnaire – et Hébert, contribuant à l'accroissement des tensions.

Se produit alors l'assaut du 31 mai 1793, lorsque les pétitionnaires des sections et de la Commune, regroupés devant la Convention, réclament, pêle-mêle,

*« l'exclusion des chefs de la Gironde, la suppression de la commission des Douze, l'arrestation des suspects, l'épuration des administrations, la création d'une armée révolutionnaire, l'attribution du droit de vote aux seuls sans-culottes, la fixation du prix du pain à 3 sous grâce à une taxe sur les riches, la distribution de secours publics aux vieillards, aux infirmes et aux parents de volontaires aux armées<sup>17</sup> ».*

Conditions inacceptables pour les Girondins, finalement arrêtés le 2 juin 1793 après un nouvel assaut de 80 000 hommes (!), sous la direction du commandant provisoire de la Garde nationale François Hanriot – ce qui lui vaut le surnom de « sauveur de la Patrie » par Marat –, regroupant

sans-culottes et soldats de la Garde nationale. Après la chute de Louis XVI, la Commune insurrectionnelle triomphe de nouveau en obtenant la chute des Girondins et l'arrivée au pouvoir des Montagnards – Saint-Just et Robespierre en tête –, qui dominent désormais la Convention nationale et les comités exécutifs, à commencer par celui de salut public.

Dorénavant, la Commune de Paris apparaît comme un redoutable contre-pouvoir pour la Convention nationale, les Montagnards cherchant à satisfaire les revendications – légitimes – des sans-culottes tout en rassurant les députés modérés de la Plaine, indispensables pour conserver la majorité. De fait, nombre de revendications sont satisfaites entre la chute des Girondins et celle de Robespierre le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), parmi lesquelles :

- L'adoption d'une nouvelle Constitution et d'une nouvelle Déclaration des droits de l'homme et du citoyen le 24 juin 1793, les textes les plus démocratiques qui aient jamais existé en France<sup>18</sup> ;
- La fixation d'un prix maximum pour les denrées de première nécessité ;
- La « levée en masse » accrue en août 1793 afin de sauver la République ; la devise « La République une et indivisible. Liberté, Égalité, Fraternité ou la mort » est d'ailleurs adoptée par le maire de Paris Pache, avant de devenir celle de la République.
- La « loi des suspects » du 17 septembre 1793 pour combattre toutes les menées contre-révolutionnaires ou menaçant d'affaiblir la République ;
- L'abolition de l'esclavage le 4 février 1794 ;
- La garantie du suffrage universel masculin, inscrit dans la Constitution du 24 juin 1793 ;
- La proclamation du droit à l'assistance et à l'éducation.

## L'HÉRITAGE de la Commune insurrectionnelle et de Robespierre

L'entrée de partisans de mesures radicales au sein du Comité de salut public, Collot d'Herbois et Billaud-Varenne, marqua l'apogée des hébertistes. Mais les excès de ces hébertistes, qui appelaient à la déchristianisation – ce qui irrita profondément Robespierre – et à une répression féroce et accrue ne furent pas sans conséquences. Multipliant imprudemment les appels à l'insurrection contre le Comité de salut public qui ne parvenait qu'imparfaitement à assurer les approvisionne-

17 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Journ%C3%A9es\\_du\\_31\\_mai\\_et\\_du\\_2\\_juin\\_1793](https://fr.wikipedia.org/wiki/Journ%C3%A9es_du_31_mai_et_du_2_juin_1793)

18 Pour consulter les textes, voir le lien suivant : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793>



ments, ainsi que les surenchères pour l'application des droits de l'homme – au risque de faire plonger le pays dans une redoutable anarchie alors que la guerre se poursuivait –, les hébertistes le payèrent de leur vie : l'exécution de leurs chefs le 24 mars 1794 marqua la fin de la toute-puissance de la Commune de Paris, poussant Saint-Just à concéder que « La Révolution est glacée ». L'exécution des dantonistes et les exécutions à la chaîne après l'adoption de la loi de Prairial le 10 juin 1794 retournèrent de plus en plus de modérés contre Robespierre, accusé de vouloir « continuer la Terreur » et de « tyrannie », alors que celui-ci ne participait plus aux réunions du comité de Salut public au sein duquel Collot d'Herbois et Billaud-Varenne n'avaient pas digéré la mort de leurs amis politiques.

Cette coalition déboucha sur la chute de Robespierre et de ses partisans, bien qu'un certain nombre de membres de la Commune de Paris – dont Hanriot – et des sans-culottes se rangeassent du côté de l'Incorruptible. L'exécution de ce dernier et de ses partisans du 28 au 30 juillet 1794 ouvrit la voie à la contre-révolution thermidorienne, débouchant sur la fin de la Commune : la constitution de l'an III (octobre 1795) donna naissance au Directoire, qui instaura douze arrondissements à Paris afin d'éviter une nouvelle prise de pouvoir populaire<sup>19</sup>.

La Commune insurrectionnelle de Paris et Robespierre n'en demeurent pas moins une référence pour les révolutionnaires, aussi bien pour la défense de la patrie en danger qu'à travers le projet de République sociale. Peu après la mort de l'Incorruptible, Gracchus Babeuf revendique son héritage :

*« Les premiers socialistes qui aient formé un parti, les Égaux, que nous appelons maintenant du nom de leur chef, les Babouvistes, ont professé pour Robespierre un culte véritable. [...] Qu'on ne croie pas que Gracchus Babeuf ait abrité après coup son communisme derrière le grand nom de Robespierre, par tactique, par habileté politicienne. Non ! Babeuf admirait Robespierre de longue date<sup>20</sup>. »*

Le combat pour la République sociale, une et indivisible, la vertu et l'égalité inspire encore les descendants de 1871, lorsque Gustave Lefrançais s'écrie :

*« La Commune de Paris, reprenant les grandes traditions de 93, représente la révolution française tout entière. [...] La Commune de Paris représente le bon droit et tous les principes de 1789 à 1794 ; c'est la reprise du grand mouvement interrompu le 9 thermidor, c'est la consécration sociale du mouvement affirmé en 1789<sup>21</sup>. »*

Un mouvement qui, ébauché au Moyen Âge, s'accélère considérablement sous la Révolution française, offrant des perspectives remplies d'espoir pour la République sociale et patriotique, que la Commune de 1871 tente d'appliquer dès sa proclamation de 18 mars.

19 Michel Biard, Philippe Bourdin, Sylvia Marzagalli, *Révolution, Consulat, Empire (1789-1815)*, Paris, Belin, 2010.

20 Albert Mathiez, « Babeuf et Robespierre », *Annales révolutionnaires*, tome 9, n°3, mai-juin 1917, p. 370.

21 Gustave Lefrançais, *op. cit.*

# GENTIL NAPOLEON, AFFREUX MAXIMILIEN ?

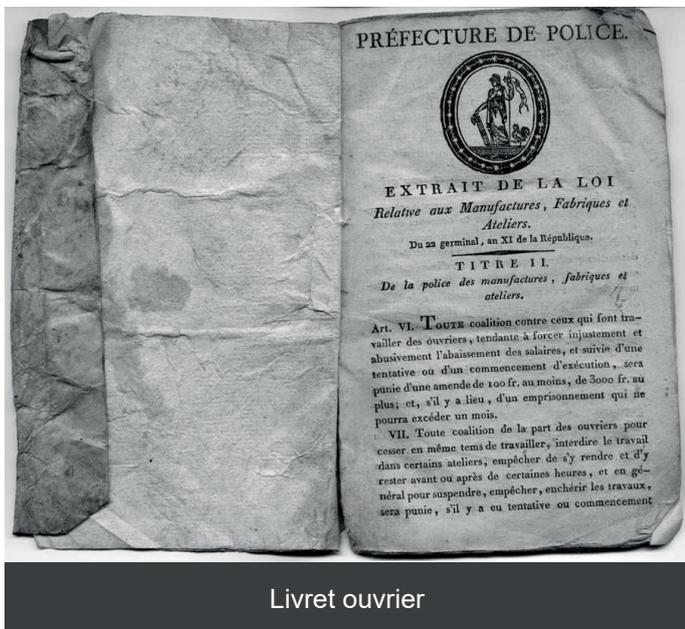


**18 mars 2021**, 150<sup>e</sup> anniversaire de cette Commune qui refusa de livrer Paris à l'envahisseur prussien et qui enfanta le premier pouvoir prolétarien de l'histoire : silence absolu du macro-versaillais qui siège à l'Élysée...

**6 mai 2021**, anniversaire de naissance de Maximilien Robespierre (né le 6 mai 1758), chef de file de la Révolution jacobine, fondateur et dirigeant d'envergure mondiale de la République française une et indivisible : silence de plomb de Macron, adepte tapageur du « Pacte girondin » et grand bouffeur de Jacobins devant l'Éternel. Avec en bruit de fond permanent le grand air de la calomnie contre l'Incorruptible, sempiternellement réduit à la Terreur que l'on décontextualise méthodiquement en taisant toujours qu'elle fut la réponse populaire pour abattre les insurrections royalistes et stopper la Grande Coalition monarchique européenne. Celle-ci, par l'entremise du duc de Brunswick, chef des coalisés, promettait « l'exécution militaire de Paris » (c'est-à-dire le passage au fil de l'épée de tous les Parisiens mâles...) si le peuple sans-culotte osait porter atteinte à la personne d'un Louis XVI convaincu, ainsi que son épouse, d'intelligence avec l'ennemi autrichien...



**Toute autre musique médiatique, la veille, le 5 mai 2021 où fut commémorée en grande pompe l'anniversaire de la mort de Bonaparte le 5 mai 1821**, ultérieurement autoproclamé Napoléon 1<sup>er</sup> sur les ruines de la Première République. À cette occasion, toutes les gazettes de la bourgeoisie, tous les médias du « service public » de l'audiovisuel, toutes ses « émissions historiques », avec en point d'orgue Macron en personne, se fendent d'un discours sur l'histoire de France : c'est à nouveau le tapis rouge qui est déroulé symboliquement sous les pas de l'homme qui écrasa militairement le « Club du Panthéon » (cette Conspiration pour l'égalité menée par Babeuf, Darthé et Buonarotti dans laquelle Marx voyait la première ébauche mondiale d'un parti communiste), qui renversa la République, qui envoya sciemment au bague des Jacobins faussement accusés d'un attentat royaliste, qui imposa une dictature militaire au pays, qui rétablit la censure, qui écrasa la classe ouvrière naissante en lui imposant l'humiliant « livret ouvrier », qui édicta un Code



Livret ouvrier

civil minorisant durement les femmes, qui fit mourir Toussaint Louverture et rétablit l'esclavage aux Antilles (celui-ci avait été aboli à la demande du « méchant » Robespierre...), qui vida de sa substance le suffrage universel (sous le Consulat et l'Empire, le secret du vote fut aboli...), qui supprima l'élection des maires, qui rétablit le budget des cultes, qui vendit sans états d'âme la Louisiane française aux États-Unis d'Amérique. Et qui, après avoir semé la guerre impériale de l'Espagne à la Russie et froidement provoqué des millions de morts de Madrid à la Bérézina en passant par Eylau, laissa finalement la France vaincue, occupée par les Cosaques et bien plus petite que « l'Enfant terrible de la Gloire », vaincu par trois fois à Trafalgar, en Russie, lors de la campagne de France et à Waterloo, ne l'avait trouvée en 1802. Avec en prime la Restauration des Bourbons et... la « Terreur blanche » se déchaînant contre les courageux républicains... voire contre les bonapartistes à leur tour persécutés !

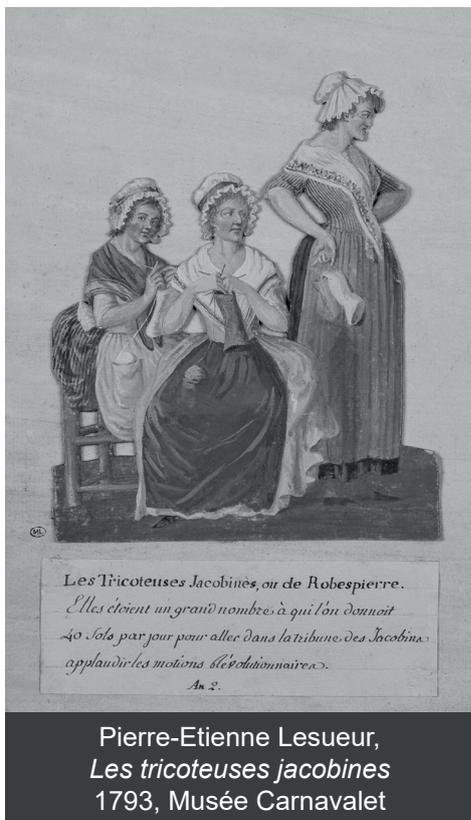
Certes nous serons les derniers à faire montre de nihilisme et de manichéisme en la matière : comme l'a montré récemment un brillant article dialectique d'Aymeric Monville, puis une déclaration du secrétariat national du PRCF proposée par notre camarade Fadi Kassem, agrégé d'histoire, il serait aberrant de mettre sur un pied d'égalité, comme le font certains républicains irréfléchis, Napoléon 1<sup>er</sup> et Adolf Hitler. Outre qu'une telle équation tend à banaliser le Troisième Reich génocidaire et sciemment exterminateur, Bonaparte – qui fut quelque temps, par opportunisme, général jacobin – porte encore en effet partiellement l'élan de la Révolution bourgeoise issue des Lumières, de l'abolition des droits féodaux, de la modernisation des forces productives, voire, comme le montra l'éphémère aventure des « Cent Jours », la révolution populaire résurgente... Alors que l'hitlérisme est la quintessence de la réaction impérialiste, de ce capitalisme exterministe qui écrase les peuples et les nations en vomissant ouvertement l'héritage de 1789.

Mais rien ne montre mieux l'hypocrisie de ces 5 et 6 mai 2021 que l'asymétrie qui caractérise les traitements respectifs réservés d'une part à Robespierre, que l'oligarchie bourgeoise contre-révolutionnaire actuelle, héritière du coup d'État réactionnaire et droitier de Thermidor (qui conduisit à l'assassinat extrajudiciaire des dirigeants jacobins), voue toujours à la *damnatio memoriae*, et d'autre part à Napoléon Bonaparte. Non ce n'est pas l'« horreur du sang » qui porte la bourgeoisie actuelle à vilipender Robespierre ou à diffamer les Communeux, puisque Bonaparte a fait en Europe, sans avoir l'excuse de la guerre civile à ses portes et l'invasion étrangère à ses frontières, au moins cent fois plus de morts que la Terreur. Rappelons que Robespierre avait tout fait au contraire pour conjurer la guerre en 1792 (« Les peuples n'aiment pas les missionnaires armés ») alors que Napoléon fit de la conquête militaire un système de domination visant à appesantir sa tyrannie sur la population française elle-même, largement considérée comme de la chair à canon. Et puisque ce n'est nullement le sang qui écarte nos bons bourgeois actuels de l'Incorruptible Maximilien et qui les jette dans l'admiration énamourée d'un « empereur » combien plus sanglant, que cela peut-il être d'autre que le fait, inexpiable, que Robespierre incarne l'alliance de la bourgeoisie jacobine avec l'avant-garde du peuple insurgé, préfigurant ainsi avec le bastion jacobin de la première Commune de Paris, la future dictature du prolétariat ? Alors que Napoléon incarne l'aile droite ambitieuse et cupide de la bourgeoisie, celle qui rêvait d'écarter au plus tôt le peuple du pouvoir, d'en finir au plus vite avec le processus révolutionnaire, d'instaurer un régime militariste, de dévoyer l'élan populaire victorieux de 1793 vers la conquête extérieure et l'oppression d'autres peuples. Quitte à restaurer une noblesse de pacotille en couronnant un peu partout les « napoléonides », ces parvenus enrichis de la famille impériale qui tentaient d'imiter le faste – odieux aux yeux de tout républicain – du « sacre » impérial ridicule et ruineux de 1804.

« Elle répond toujours du nom de Robespierre,  
ma France... »  
(Jean Ferrat)

Décidément, elle répond toujours des noms lugubres de Thermidor, du 18 Brumaire et de Versailles, cette bourgeoisie renégate actuelle qui, faute de pouvoir dominer l'Europe, et tout en continuant à piétiner – de plus en plus difficilement – l'Afrique francophone en ébullition, se couche désormais servilement devant ses suzerains falots de Bruxelles, Berlin et Washington. À l'inverse, « elle répond toujours du nom de Robespierre, ma France ». Vous l'aurez compris, il ne s'agit plus désormais de la France bourgeoise, désormais devenue oligarchique, mais de ce qu'avec Ferrat, nous continuons à appeler « la France des travailleurs »... celle du Temps des cerises et de Germinal !

# TRICOTEUSES, PÉTROLEUSES, TERRORISTES : les femmes en résistance



Élisabeth Dmitrieff, Nathalie Lemel, Blanche Lefèvre, Marie Chiffon, Eulalie Papavoine, Léontine Suetens... Ces noms ne vous disent rien ou pas grand-chose ? Et pour cause, Louise Michel est devenue une immense statue à l'ombre de laquelle les autres Communeuses<sup>1</sup> ont disparu. On ne les retrouve qu'au détour des archives policières ou judiciaires : arrêtées, emprisonnées, sommairement jugées, déportées.

Sans évacuer de quelque façon que ce soit le vaillant combat de celle qui a déclaré à ses juges appartenir « tout entière à la Révolution sociale », nous aimerions ici mettre en valeur toutes celles que le fleuve impétueux de l'Histoire a rejetées sur les rives de l'oubli.

1 C'est ainsi que les femmes de la Commune se nomment le plus souvent elles-mêmes. Le terme de communardes vient de leurs ennemis et, comme le drapeau rouge, elles se le sont réapproprié.

Dans un monde d'hommes, fait par et pour les hommes, elles s'appelaient *citoyennes* bien qu'elles fussent exclues du corps politique. Dans un monde de violence, elles devinrent les *boute-feux* de toutes les journées insurrectionnelles ; dans un monde en guerre, elles devinrent les gardiennes de la Nation. Décrites comme des *furies*, des *mégères*, des *pétroleuses*, des *louves avides de sang*, des *vipères rouges*, les femmes ont été au cœur de toutes les grandes révolutions et des guerres patriotiques durant lesquelles elles ont fait preuve d'un courage admirable jusqu'à la torture, la déportation et la mort.

Des *tricoteuses* de la Révolution – « Tricoteuse : mot féminin anodin et paisible détourné pour être investi d'une charge de férocité repoussante<sup>2</sup> » – aux résistantes de la Seconde Guerre mondiale appelées terroristes (mot non genré, employé tant pour les hommes que pour les femmes en résistance par les Nazis et les hommes de Vichy) en passant par les *pétroleuses* de la Commune, les femmes du peuple brisèrent davantage « le plafond de verre » que toutes les bourgeoises, telle la *bonne dame de Nobant*, Georges Sand, qui traitait la Commune de « Tour de Babel tombée dans la merde » et en appelait à Thiers pour que « l'armée en finisse avec cette orgie ».

Ce court article ne prétend pas traiter de toutes les femmes – qui ne constituent pas un bloc monolithique – ayant mené des luttes pour la cause des femmes. Il n'est ici question que de ces femmes dont l'Histoire a bien souvent oublié le nom<sup>3</sup> mais qui ont su ajouter, à la lutte pour le pain quotidien, de réelles revendications sociales, économiques et politiques. Et même si la *libération de la femme* ne se confond

2 Dominique Godineau *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, éditions Alinea, 1988.

3 Elles sont restées ignorées des décennies durant de nos hommes politiques et de nos historiens. Depuis une vingtaine d'années toutefois les historiens se sont penchés sur certaines d'entre elles mais ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent. Il sera bien sûr question d'elles ici, et pour cause, elles furent en tête des combats, mais aussi de toutes celles, disparues dans les tourbillons de l'Histoire, qui mériteraient qu'on en parle davantage.

pas nécessairement avec celle du prolétariat, les femmes du peuple ont pris conscience d'appartenir peu ou prou à une « classe », même si cette notion (anachronique) reste encore confuse et vague dans les esprits des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Elles sont dès lors passées de la colère à la révolte puis à la Révolution, et se sont battues avec les hommes, comme les hommes, dans l'espoir de voir naître un jour une France républicaine, démocratique, patriotique et sociale.

« À quand enfin la République de la justice  
et du travail ? »,

chantait Clément<sup>4</sup>.

## I. Des citoyennes sans citoyenneté mais des militantes révolutionnaires

### a. Pour les femmes, c'est toujours double ration de misère<sup>5</sup>

Aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les femmes ne sont guère pensées qu'en fonction de leur rôle de femmes au foyer. Il s'agit surtout d'une vision des classes moyennes ou aisées ayant des domestiques et fort éloignées des conditions de vie réelles du petit peuple : les femmes sont vues comme celles qui doivent s'occuper de leur intérieur. Or dans les familles pauvres, ce *havre de paix* se limite tout au plus à deux misérables pièces sous les toits, glacées en hiver et torrides en été. En réalité, dans ces familles populaires, les femmes travaillent toutes durement, montant des sacs de charbon de plusieurs dizaines de kilos chez de riches particuliers, des hottes chargées de fruits et de légumes, d'énormes paniers remplis de linge à laver jusqu'aux bateaux-lavoirs amarrés sur la Seine. Et quand elles cessent leur ouvrage tard le soir, c'est pour courir dans les rues sales et boueuses faire la queue devant le boulanger ou le poissonnier avec leurs maigres sous dans l'espoir de nourrir leurs enfants.

Que s'abatte le moindre malheur – un accident invalidant, une maladie ou tout simplement la vieillesse avec un corps qui s'use – et c'est la catastrophe. Elles sont alors souvent réduites à la mendicité – ou pour les plus jeunes d'entre elles, à la prostitution plus ou moins épisodique qui leur permet de boucler les mois difficiles. La violence, verbale ou physique<sup>6</sup>, fait partie de leur quotidien : au sein de leur foyer, dans la rue, de la part des hommes ou même entre elles, lorsque dans la queue devant la boulangerie une alga-

rade les oppose. Mais attention de ne pas lier sottement cette violence du quotidien à celles des foules révolutionnaires, comme lors des massacres de septembre 1792 : la violence quotidienne, qui n'est ni l'apanage de ces siècles reculés ni celle des couches populaires, ne fait pas pour autant de ces femmes (ni des hommes d'ailleurs) ces bêtes féroces décrites avec délice dans tous les récits contre-révolutionnaires.

Le XIX<sup>e</sup> siècle ne voit pas s'améliorer leur sort. Les manufactures ont grandi mais les salaires des ouvrières sont restés misérablement bas.

« J'ai vu de pauvres femmes travaillant douze et quatorze heures par jour pour un salaire dérisoire, ayant de vieux parents et enfants qu'elles étaient obligées de délaisser, s'enfermer de longues heures dans des ateliers malsains, où ni l'air ni la lumière, ni le soleil ne pénètrent jamais, car ils sont éclairés au gaz, dans des fabriques où elles sont entassées par troupeaux, pour gagner la modique somme de 2 francs par jour, et moins encore, les dimanches et fête ne gagnant rien. Le samedi soir, après leur journée accomplie, souvent elles passent la moitié des nuits pour réparer les vêtements de la famille ; elles vont aussi porter au lavoir leur linge à couler pour aller le laver le dimanche matin<sup>7</sup>. »

Les salaires sont tellement bas qu'il faut bien souvent demander crédit aux commerçants, engager ses pauvres guenilles au Mont-de-piété, la banque du pauvre<sup>8</sup>. Les femmes ne se reposent jamais : elles travaillent, se débrouillent pour nourrir leur famille, entretiennent leur misérable foyer du mieux qu'elles peuvent. « La femme est le prolétaire du prolétaire », écrivait déjà Flora Tristan dans *l'Union ouvrière* en 1843. Lorsque la guerre éclate c'est pire encore.

Un jour une pauvre mère  
Privée de bois, de charbon,  
Attend la distribution  
Une journée tout entière ;  
Dans ses bras, cruel effroi,  
Son enfant est mort de froid...<sup>9</sup>

Et comme par le passé, elles sont obligées de compléter leur budget par la vente de leur corps : c'est ce qu'elles appellent *le cinquième quart de la journée*. Le mariage civil ou religieux, symbole de la bourgeoisie, ne fait même pas partie

4 Jean-Baptiste Clément, *La semaine sanglante*, chanson révolutionnaire de 1871.

5 Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune*, p. 102 ; première édition en 1876.  
<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k36518g/f109.item>

6 Dominique Godineau *Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Éditions Alinea, 1988. P.30-31.

7 Victorine Brocher, *Souvenirs d'une morte vivante*, p. 61-62 ; <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k97623796>

8 Edith Thomas, *Les « Pétroleuses »*, Éditions Gallimard, 1963, nouvelle édition Folio histoire, mars 2021 p. 45.

9 Chanté sur l'air de la complainte de Fualdés. *Complainte et récit véridique des maux soufferts par la population parisienne pendant le siège*,  
<https://www.antiwarsongs.org/canzone.php?lang=fr&id=5254>

de leurs rêves. Les familles ouvrières naissent le plus souvent d'unions irrégulières, de concubinages qui durent bien plus longtemps que des mariages légitimes. Mais ces unions sont regardées comme un véritable scandale par les bourgeois bien-pensants et pèsent très lourd dans les dossiers à charge des Communardes lors des conseils de guerre de juin 1871.

Rares sont les hommes qui, comme Karl Marx – pour qui les femmes, à l'instar du prolétariat tout entier, ont le droit d'être considérées comme des êtres humains égaux et libres – voient les femmes comme « la première classe opprimée ». La plupart, au contraire, sont des bourgeois bien réactionnaires ou des penseurs comme Proudhon, présenté comme le « maître à penser du prolétariat » français, qui leur emboîte le pas :

« Si tu as envie de te marier, conseille-t-il à un jeune homme, sache d'abord que la première condition pour un homme est de dominer sa femme et d'être maître<sup>10</sup>. »

En 1866, la section française de l'Internationale présentait un mémoire contre le travail des femmes.

La même misère noire étreint également les ouvrières au début de la Deuxième Guerre mondiale. En 1941, l'hiver est d'une rigueur exceptionnelle et les Français ont faim, surtout dans les villes où les files d'attente s'allongent dès quatre heures du matin devant des boutiques qui finissent par s'ouvrir vides ! Mais des femmes dépassent leur statut de « sexe faible » pour se lancer dans des combats politiques et risqués.

## **b. Même sans être citoyennes, les femmes entrent dans la politique**

### **1. Exclues de la citoyenneté, mais patriotes et révolutionnaires**

Pourtant, de 1789 à 1944, les femmes sont restées des « mineures juridiques » sous la coupe de leur mari ou père. Malgré – ou à cause de – leur participation active aux grandes journées insurrectionnelles de 1789, 1793, 1795, 1830, 1848 et 1871, les hommes ne leur ont pas accordé les droits politiques auxquels elles aspiraient. La différence entre les sexes fonderait selon eux l'ordre social et conduirait à des fonctions différentes, privées pour la femme et publiques pour l'homme. La citoyenne, expliquaient-ils pompeusement, à l'image du député Sieyès qui assimilait les femmes aux citoyens actifs privés des droits politiques, est principalement une mère de famille qui inculque à ses enfants les principes républicains ; vision bien restrictive de leurs capacités. Leur lutte a tout de même porté ses fruits de façon épisodique : ainsi, le droit révolutionnaire a fait d'elles des adultes dotées

de capacité juridique, pouvant effectuer n'importe quel acte sans l'accord marital. Le divorce, voté le 20 septembre 1792, est gratuit et place les époux sur un pied d'égalité. Si, durant la période révolutionnaire, les femmes ont le statut familial et civil le plus progressiste de l'époque, elles le doivent bien à leurs combats. Mais elles reperdront ces droits sitôt la période révolutionnaire terminée.

Pourtant, à partir de la déclaration de guerre en 1792, les citoyennes de plusieurs villes ont demandé « le droit naturel » de s'armer et de s'organiser en garde nationale. Certes, elles n'ont pas encore l'audace de réclamer la citoyenneté, mais l'exercice d'un droit qui en est constitutif et même fondateur : celui de la défense de la patrie. Elles suivent en cela le discours de Robespierre du 27 avril 1791 :

« Être armé pour la défense de la patrie est le droit de tout citoyen. »

Attention ! Le terme de *patrie* n'a pas cette connotation chauvine et nationaliste qu'on trouve sous la plume des écrivains de droite. À l'époque, le mot *Patrie* prédomine dans tous les discours aux dépens de celui de *France*. En effet, il ne s'agit pas du sol français (mot masculin), mais de la *Nation* (mot féminin), c'est-à-dire l'ensemble des citoyens en révolution. Par essence populaire et démocratique, la Patrie a pour but l'égalité au nom du bien général. Le ou la *patriote*, c'est le ou la *révolutionnaire*, le sentiment national étant indissociable de la question sociale. On ne se bat pas pour sauver les terres des nobles (émigrés à Coblenz) ou les biens des riches bourgeois, mais pour sauver les acquis de la Révolution : les droits de l'homme et du citoyen qui affirment l'égalité comme un principe fondamental. Les idéaux de la grande Révolution restent donc au cœur des revendications de la Commune et même des idéaux de la Résistance. Les bataillons FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans de la main-d'œuvre immigrée), dans lesquels des femmes porteront les armes comme les hommes, s'honoreront des noms de *Carmagnole*, *Liberté*, *Valmy*, *Marat*...

Benoît Malon a fort bien expliqué ce qui a porté les femmes de 1871 aux avant-postes révolutionnaires.

« Elles ont senti que le concours de la femme est indispensable au triomphe de la Révolution sociale arrivée à sa période de combat ; que la femme et le prolétaire, ces derniers opprimés de l'ordre ancien, ne peuvent espérer leur affranchissement qu'en s'unissant fortement contre toutes les forces du passé. Elles se rappelaient que les femmes de Paris remplirent une des plus belles pages de la Révolution de 1789, les 5 et 6 octobre, et beaucoup d'autres. Elles se mirent avec passion au service de la Révolution communale<sup>11</sup>... »

10 Edith Thomas, *op. cit.*, p. 63.

11 Benoît Malon, *la Troisième défaite du prolétariat français*, p.272

## 2. Qui sont ces femmes qui, de 1789 à 1871, ont été une composante essentielle des mouvements révolutionnaires ?

Il faut être clair dès le départ : comme dans tous les mouvements populaires, il y a des degrés différents d'engagement politique. Tout comme les hommes, les femmes ne constituent pas un bloc homogène.

Si quelques noms célèbres comme Olympe de Gouges ou Théroigne de Méricourt sont encore plus ou moins connus, certains ne sont jamais entrés dans les manuels d'histoire et notre vécu politique et social. On a bien des rues Olympe de Gouge, des collèges Louise Michel : c'est politiquement correct ; mais Anne Félicité Colombe, propriétaire de l'imprimerie qui imprimait *L'Ami du Peuple* de Marat est ignorée de tous. Serait-ce parce que, précisément, elle est liée à celui que les « scientifiques » médiatiques continuent à présenter comme l'un des plus grands « malades de la Révolution<sup>12</sup> » ? Des héroïnes de la Commune, comme Élisabeth Dmitrieff, cette magnifique aristocrate russe qui fut l'une des principales organisatrices de la Commune – que son ami Karl Marx appelait « the Russian Lady » – n'apparaît jamais dans un seul manuel d'histoire ; son amitié avec le *kolossal* philosophe et ses opinions ouvertement marxistes la banniraient-elles des études secondaires et universitaires ?

Ces bijoux révolutionnaires devraient être des exemples civiques pour toutes les jeunes femmes d'aujourd'hui, bien plus que la spatonaute Claudie Haigneré, deux fois ministre du gouvernement Raffarin<sup>13</sup>.

L'historienne Dominique Godineau a montré dans son ouvrage *Citoyennes tricoteuses* la multiplicité des parcours révolutionnaires féminins. Selon elle, une militante est une femme qui a un intérêt ou une pratique politique plus ou moins soutenue. Par conséquent, elle fait partie d'un réseau de sociabilité politique : elle appartient à des sociétés, des clubs acceptant les femmes ou constitués essentiellement par des femmes. Elle fait aussi partie de celles que l'on appelait

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k65916/f273.item>

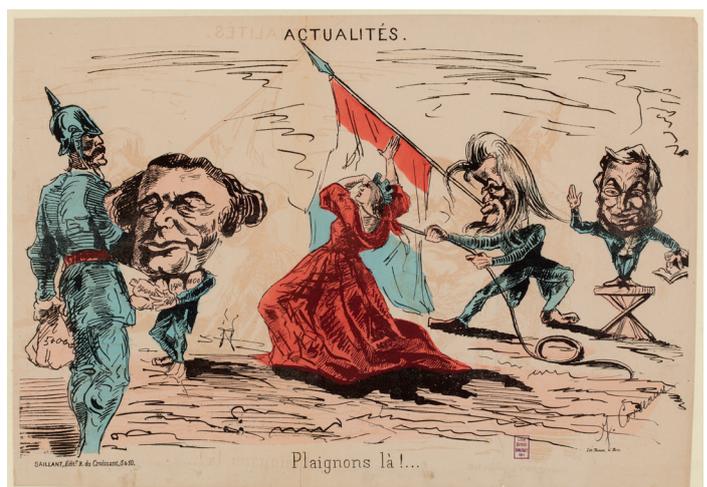
12 Marat, Robespierre, les malades de la Révolution, Science grand format, France 5. Lamentable documentaire qui n'a rien prouvé du tout quant à Robespierre, mais le titre suffit à convaincre.

13 Puis de 2009 à 2014, elle est à la tête de l'établissement public d'Universciences où elle gagne la « stratosphérique » somme de 21 000€ par mois (comme l'a révélé le *Canard enchaîné*). « Elle cumule cette fonction publique avec des postes d'administratrice (rémunérée) à France Télécom, Sanofi et dans de nombreuses fondations comme Lacoste et L'Oréal... au motif que toutes ces entités font la promotion de la science auprès des jeunes. [...] « Le jackpot de l'ex-spatonaute Claudie Haigneré : le ministère du Budget lui verse un salaire supérieur à celui du président de la République. [...] Son statut international dérogeant lui permet en outre de ne pas payer d'impôts en France, toujours selon le *Canard* », [http://www.politique.net/2015021701-claudie-haignere-salaire-de-la-villette.htm?fb\\_comment\\_id=833182550061966\\_835880306458857](http://www.politique.net/2015021701-claudie-haignere-salaire-de-la-villette.htm?fb_comment_id=833182550061966_835880306458857)

« les habituées des tribunes » (tribunes des assemblées ou des clubs d'hommes). Et surtout, elle a participé à des journées insurrectionnelles au moins deux fois. Cette définition peut s'appliquer aux femmes de la Commune, conscientes de l'héritage de la grande Révolution qu'elles revendiquent dans les clubs et les assemblées d'hommes, dans des pétitions et des appels. Elles sont, elles aussi, de toutes les journées insurrectionnelles dès l'automne 1870 et l'hiver 1871.

Il faut toutefois dégager trois groupes de militantes :

- **Les militantes « marquantes »**. Très souvent présentes dans les archives révolutionnaires de la police, elles fréquentent de façon assidue les assemblées révolutionnaires et ne se gênent pas pour intervenir et faire du bruit. Leurs ennemis les qualifient (en 1792) de *tricotuses*, armées de leurs *perfides aiguilles*, ou de *vipères rouges* ou *monstres à face humaine* au sortir de la Commune en 1875<sup>14</sup> ; elles ont pourtant, tout comme les hommes, une solide culture politique : elles manient aisément les concepts dont la Révolution est porteuse. Certes, ce ne sont pas les plus nombreuses, mais elles motivent et entraînent les autres en créant ou animant les clubs de femmes : ainsi *La Société républicaine révolutionnaire* créée le 10 mai 1793 ou *L'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés*, née le 11 avril 1871. Ces femmes, en avance sur leur temps, savent bien souvent lire et écrire et rédigent des pétitions auprès des assemblées ou lancent des appels à la lutte armée. On verra plus loin l'importance de l'action politique des révolutionnaires Claire Lacombe, Pauline Léon, et de leurs descendantes communaises : Nathalie Lemel, Élisabeth Dmitrieff, André Léo, Paule Minck...



Marianne en rouge avec le drapeau tricolore face aux Prussiens et trahie par les Versaillais

14 J. de la Brenne, *La Femme politique*, 1875, p. 16-19. Cité par Dominique Lagorgette, « La ou les pétroleuses ? Du politique au sexuel, et retour », dans *La face cachée du genre*. Presses Sorbonne Nouvelle, 2012, Publication sur OpenEdition Books : 14 mars 2019.

- **Les militantes de base**, ouvrières de Paris, sont constituées essentiellement aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles de lingères, couturières, blanchisseuses et peu de manufacturières car les grandes usines ne sont pas encore développées à Paris ; elles n'en demeurent pas moins prolétaires car ne possédant rien d'autre que leur force de travail et vont de temps en temps dans les assemblées quand le travail le leur permet. Conscientes des enjeux de la Révolution, elles défendent leurs convictions politiques dans la rue et dans les cabarets. Certaines ont vingt ans lors de la révolution de 1848 et n'ont rien oublié ni de leurs espoirs, ni de la sauvagerie de la répression. Elles arborent fièrement tous les signes révolutionnaires : cocardes, rubans et écharpes rouges ou tricolores. Certes le rouge est LA couleur de la Commune, symbole de la révolution populaire radicale pour une république prolétaire et sociale. Mais comme les révolutionnaires de 1792, les *Communardes* sont des patriotes et ne renient pas le drapeau tricolore – sauf peut-être les derniers jours de la semaine sanglante lorsque les Versaillais le hissent sur les mortes barricades et le plantent sur les corps sanglants.

- **Les masses populaires féminines**. Beaucoup ont un engagement épisodique car elles sont attachées aux idéaux révolutionnaires : elles prennent part aux insurrections – marches sur Versailles le 5/6 octobre 1789 et le 3 avril 1871. Les archives policières et judiciaires laissent une trace fugitive de femmes dont l'histoire n'a jamais retenu le nom. Et pourtant, les femmes du peuple sont présentes dès les premières heures de la Révolution en 1789 et dès la défaite de Sedan en septembre 1870, puis du début à la fin de la Commune : elles s'opposent à l'armée le 18 mars 1871 pour garder leurs canons, s'engagent dans des clubs, exhortent les hommes à se battre, se portent même volontaires sur le front et, en désespoir de cause, accomplissent le sacrifice suprême sur les barricades<sup>15</sup>.

### 3. Comment développent-elles leurs pratiques révolutionnaires ?

#### LES JOURNÉES INSURRECTIONNELLES

##### Les tricoteuses ont précédé les pétroleuses.

Dès le début de la Révolution française, les femmes ont joué un rôle significatif, voire moteur, étant en tête de toutes les grandes journées insurrectionnelles comme le 14 juillet devant la Bastille : Marie Charpentier, femme Haucourt, blanchisseuse au faubourg Saint-Marcel, estropiée lors du siège de la forteresse, fut toutefois la seule femme à faire partie des très officiels « vainqueurs de la Bastille ». Ce jour-là, elles mènent un combat politique avec les hommes : il s'agit de



« À Versailles, à Versailles », BnF, département des Estampes et de la photographie 1793, Musée Carnavalet

récupérer la poudre à canon afin de lutter contre les mercenaires étrangers appelés en renfort par Louis XVI pour marcher contre la nouvelle Assemblée nationale.

Plus importante encore, la marche de milliers de femmes auxquels se joignent des hommes à Versailles les 5 et 6 octobre 1789. Si la question des subsistances sert de mobilisateur, la question politique n'est pas absente. En effet, « le bon roi » refuse de sanctionner le décret sur l'abolition des privilèges voté le 4 août et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen voté le 26 août. C'est aux cris de « du pain et des armes » qu'elles se rendent à Versailles afin de ramener à Paris « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ».

Elles n'ont pas besoin d'avoir fait d'études pour prendre conscience, même si c'est de façon confuse, de la force qu'elles représentent et de la rupture déjà présente entre elles – qui appartiennent au Peuple souverain – et la monarchie. C'est de cette façon qu'elles s'insèrent dans l'espace politique ouvert par la Révolution.

Le 17 juillet 1791, elles sont sur le Champ-de-Mars pour signer la pétition en faveur de l'abolition de la royauté : lorsque La Fayette et Bailly hissent le drapeau rouge de la loi martiale et tirent sans sommation, plusieurs d'entre elles restent sur le sol.

La guerre à partir de 1792 les radicalise, elles prennent part aux journées insurrectionnelles : le 10 août 1792 contre les Tuileries, où se distinguent Théroigne de Méricourt ou Claire Lacombe et Pauline Léon dont on va reparler ; les 31 mai et 2 juin 1793 contre les Girondins qui les surnommaient « les furies », les « dévotes de Robespierre », les « bacchantes de Marat<sup>16</sup> ».

16 P. Huetsch, « Le courrier de Gorsas (25 mai 1793-31 mai 1793) », *Bulletin du Centre d'analyse du discours de l'Université de Lille III*, 1975, n°2.

15 *La Commune de Paris, 1871, les acteurs, l'événement, les lieux*, coordonné par Michel Cordillot, les Éditions de l'Atelier, 2020, p 955.

Il faut dire que leurs opinions sont devenues beaucoup plus tranchées depuis le début de la Révolution :

« Il faut recommencer la journée du 10 août et assassiner et égorger tous les riches »,

clament-elles devant la Convention nationale dès mai 1793<sup>17</sup>. Si leurs propos font froid dans le dos<sup>18</sup>, ils témoignent de la rupture entre la bourgeoisie et la sans-culotterie – rupture qui sera consommée en 1830 puis en 1848.

Lorsque la guerre contre la Prusse laisse place à la défaite et à la capitulation de Napoléon III le 2 septembre 1870, la République est proclamée, mais les Parisiennes ont de la mémoire.

### Les Communeuses, elles aussi mêlent combat social et politique

Dès le 4 septembre 1870, des milliers de Parisiens et de Parisiennes, dont la romancière André Léo<sup>19</sup> et l'institutrice Louise Michel, envahissent la place de la Concorde en criant

« Non à la capitulation ! À bas les traîtres ! À bas les Prussiens ! Vive la République ! Vive la Sociale<sup>20</sup> ! ».

*Vive la Sociale !* En effet, personne n'a oublié 1848 et le détournement de la révolution populaire par la bourgeoisie hostile à la République sociale. D'entrée, les nouveaux gouvernants républicains fuient à Bordeaux et abandonnent Paris aux mains de l'ennemi<sup>21</sup>. Les élections de février 1871 (auxquelles ne participent pas les Parisiens) consacrent le triomphe de la droite monarchiste ; ce qui n'empêche pas Macron de déclarer, en 2018, que « Versailles a sauvé la République », au mieux démontrant son ignorance, au pire déformant volontairement l'histoire afin de nier toute légitimité à la Commune, alors que toutes les lois sociales mises en place poussivement depuis lors sont nées de la Commune et non



BD *Le Cri du peuple*, Jacques Tardi, 2001-2004, tome 1, Les canons du 18 mars

de Versailles. Le sieur Macron-Foutriquet<sup>22</sup> devrait relire ce discours de la *Commune* de Paule Minck, dont on parlera plus loin :

« C'est nous, qui en 1871, avons sauvé la République [...] Ce que nous voulons c'est la république démocratique<sup>23</sup>. »

*À bas les traîtres !* Les hommes et les femmes qui feront partie des FTP et des FTP-MOI durant la Deuxième Guerre mondiale ont dit la même chose en 1940. La caste dirigeante a trahi son pays<sup>24</sup>. Elle a capitulé sans chercher à se battre, préférant finir au plus tôt les combats afin de mettre ce peuple révolutionnaire au pas le plus vite possible et de restaurer SON ordre, celui des affaires, du monde de l'industrie et de la finance. Pour ce faire, Thiers (comme plus tard Pétain) opte pour un armistice honteux avec les Prussiens plutôt que la défense glorieuse de la capitale, redoutant plus son peuple en armes que l'envahisseur. Le peuple de Paris, qui n'avait pas voulu de la guerre, est ainsi au premier rang des combats dès lors que sa PATRIE est envahie.

Le siège de Paris cause d'immenses souffrances à la population parisienne, qui tremble de peur à cause des bombardements et meurt littéralement de faim : l'hiver est glacial, on n'a plus rien pour se chauffer, on mange du chien, du chat et même du rat. La quête de nourriture constitue l'essentiel du temps des femmes, celles des classes les plus pauvres en souffrant le plus.

Même si Marx estimait que

17 A.N., AF<sup>IV</sup> 1470, 4 mai ; F 1c III Seine 27, 5 mai ; F<sup>7</sup>4775<sup>14</sup> d. Saunier. A.P.P., AA 248, 5 mai 1793. Cité par Dominique Godineau, *op. cit.*, p.133.

18 Elles seront de ce fait classées parmi les *Enragés* par les Montagnards et rapidement mises à l'écart.

19 De son vrai nom Victoire Léodile Béra, cette journaliste, romancière, militante féministe (anarchiste), a pris comme pseudonyme les prénoms de ses deux jumeaux.

20 Louise Michel, *La Commune, histoire et souvenirs*, Paris, F. Maspero, 1970. Cité par Gérald Dittmar, *Histoire des femmes dans la Commune de Paris*, éd Dittmar, 2003. P.61.

21 C'est décidément une manie chez les castes dirigeantes : ils remettront le couvert en 1940 en allant barboter à Vichy et abandonnant la moitié (pour commencer) de leur « patrie » à l'ennemi.

22 Définition du dictionnaire Le Robert : Personnage insignifiant, incapable. Ainsi surnommait-on Thiers.

23 Paule Minck, 11 décembre 1880, Paris, dossier P. Minck, APP. Cité par Carolyn J. Eichner, *Franchir les barricades, les femmes dans la Commune de Paris*, Éditions de la Sorbonne, 2020, p 200.

24 Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite, les élites françaises dans les années 1930*, Armand Colin ; 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée (13 janvier 2010)



## Journée du 3 avril – La manifestation des femmes

« renverser le gouvernement quand l'ennemi frappe aux portes de Paris serait une folie désespérée<sup>25</sup> »,

le 18 mars 1871, les femmes forment avec leurs enfants

« une véritable barricade humaine entre les soldats et la garde nationale armée<sup>26</sup> »

et

« se lancent à l'assaut du ciel<sup>27</sup> ».

En effet, *le nabot monstrueux* (Marx qualifiait ainsi Thiers) décide de retirer les canons de la capitale afin de désarmer au plus tôt le peuple et écraser une bonne fois pour toutes la *canaille* révolutionnaire. Mais ces canons, fabriqués pendant le siège, ont été payés par les souscriptions des Parisiens et des Parisiennes : il était donc hors de question pour eux de se laisser désarmer après des mois de sacrifice. Ce jour-là est une victoire populaire.

Mais, élevés dans une mentalité légaliste et respectueuse des institutions, les femmes et les hommes de la Commune organisent l'élection, n'attaquent pas Versailles et restent sur de malheureuses positions défensives.

« Il eût fallu marcher aussitôt sur Versailles. [...] On ne voulut pas commencer la guerre civile, comme si ce méchant avorton de Thiers ne l'avait pas déjà commencée, en tentant de désarmer Paris<sup>28</sup>. »

Néanmoins, lorsque le 2 avril 1871 le canon tonne à

Paris et que les Versaillais attaquent à Courbevoie, des barricades s'élèvent un peu partout et des milliers de femmes (et d'hommes) se rassemblent et crient « À Versailles ! ». Le lendemain, les armées de la Commune tentent, sans préparation ni organisation, une sortie vers Versailles : les femmes se battent comme les hommes, mais cette attaque est une catastrophe car de nombreux gardes nationaux sont tués.

Pendant ce temps, plusieurs centaines de femmes, portant des rosettes rouges sur la poitrine et brandissant des drapeaux rouges, précédées de quelques dizaines de gamins chantant *Le Chant du départ*, se retrouvent place de la Concorde : elles veulent, comme leurs aïeules de 1789, aller à Versailles

« sommer le gouvernement de cesser d'envoyer des bombes sur Paris<sup>29</sup> ».

Mais elles n'iront pas plus loin que les portes de Paris car les gardes nationaux craignent qu'elles ne soient mitraillées. Elles s'efforcent, les jours suivants, « de faire quelque chose » pour éviter le heurt sanglant entre Versailles et Paris. Peine perdue. Dès lors, les Parisiens et les Parisiennes connaissent un deuxième siège : celui des Versaillais. La faim continue de tennailler de nouveau les familles les plus pauvres, et les femmes se débrouillent comme elles peuvent.



Nathalie LEMEL (1826-1921)

L'une d'elles, une religieuse bretonne – la plupart des Parisiennes des milieux modestes viennent de province –, Nathalie Lemel, qui adhère à l'Association internationale des travailleurs (AIT) dès 1865, dirige un restaurant communau-

29 Récit de Béatrix Excoffon dans *La Commune* de Louise Michel, p.406 et s. Et A.G., IV, 57.

25 Seconde adresse du Conseil général sur la guerre franco-prussienne, 9 septembre 1870, cité par Michel Cordillot, *op. cit.*, p. 968.

26 Gaston Da Costa, *La Commune vécue, 18 mars-28 mai 1871*, p.11. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k37296p/f30.item>

27 Karl Marx, *Lettre à Kugelmann* le 12 avril 1871.

28 Karl Marx, *idem*.

taire, « La Marmite », fondé en 1868 avec l'ouvrier relieur Eugène Varlin. L'opération a un tel succès que trois autres restaurants ouvrent leurs portes. Elle réussit le tour de force, durant le siège, de nourrir plusieurs centaines d'ouvriers très pauvres et pour la plupart sans emploi. Là encore, il ne s'agit pas seulement de considérations sociales : dans ces « restaurants » on discute politique, on lit des journaux populaires, on fait de la propagande en faveur de l'Internationale ; un rapport de police indique ainsi que

« la société La Marmite n'a pas tardé à devenir une des ramifications de l'Internationale<sup>30</sup> ».

Ce n'est pas une nouveauté pour Nathalie, militante très active depuis le début des années 1860. Ce petit bout de femme d'un mètre quarante s'était déjà fait remarquer par son « exaltation », selon les termes d'un rapport de police : elle s'occupait de politique (quelle horreur !), lisait à voix haute les « mauvais journaux » dans les ateliers et « fréquentait assidûment les clubs ».

### De nombreux cercles de sociabilité révolutionnaire



Club Patriotique de Femmes.

Des Femmes bien patriotes avoient formé un Club, dans lequel étoit admise aucune autre ; Elles avoient leur Présidente, et des Secrétaïres, on s'assembloit deux fois la semaine, la Présidente faisoit la Lecture des Décrets de la Convention nationale, on approuvoit ou l'on critiquoit ses Décrets. Ces Femmes avoient du zèle de la Bienfaisance, faisoient entre elles une qui étoit distribuée à des familles de bons Patriotes, qui ont besoin de secours.

Club patriotique de femmes, Jean-Baptiste Lesueur (entre 1792-1794)

Clubs, lectures de journaux, comités de vigilance, *Amazones de la Seine* : durant la Révolution puis sous la Commune, les femmes sont partout. Pourtant, du fait de leur *faible sexe*

et du machisme, y compris de la part de leurs camarades révolutionnaires, elles n'ont pas le droit de participer aux débats politiques des assemblées révolutionnaires. Qu'à cela ne tienne : elles vont prouver qu'elles ne sont pas d'éternelles mineures, ces oiseaux sans cervelle dépourvus de sens politique, « exposées à l'erreur et à la séduction<sup>31</sup> » : elles ont la soif de s'instruire, de comprendre et de débattre.

Ainsi, sous la Révolution puis sous la Commune, elles courent les assemblées révolutionnaires des sections, dans les sociétés populaires<sup>32</sup>. Bien que n'ayant ni le droit de voter ni celui de délibérer, elles se signalent de leurs tribunes par des « bruits » : cris, applaudissements, huées, chants patriotiques, voire insultes. Les députés signalent le « bruit... bruit », le « tapage », le « boucan ». Officiellement en marge de la Révolution, elles utilisent le peu d'ouverture dont elles disposent pour exprimer leurs opinions<sup>33</sup>. Pour comprendre la Révolution et argumenter de façon solide, elles se lancent dans la lecture de la presse, des affiches et des discours des députés. On imagine mal aujourd'hui les ouvrières, les vendeuses, les caissières, après leur journée de travail, se plonger dans la lecture des résolutions de l'Assemblée nationale, et encore moins dans celles du Parlement européen ! En revanche, en 1792 ou en 1871, la culture féminine populaire est éminemment politique.

Ainsi, celles qui savent lire le font à voix haute pour les illettrées avides de savoir, dans l'appartement d'une voisine chez qui elles font « salon », dans la loge d'un portier où les domestiques des différents bourgeois se réunissent, dans des cabarets, véritables écoles de civisme et de patriotisme bruyants et enthousiastes, où on boit, mange du fromage ou du saucisson, tout en suivant de près les débats. On pourrait paraphraser Rosa Luxemburg disant que

« six mois de révolution feront davantage pour l'éducation de ces masses actuellement inorganisées que dix ans de réunions publiques et de distributions de tracts<sup>34</sup> ».

C'est dans ces clubs et ces cabarets qu'on discute des espoirs que suscite cette belle Révolution : espoirs en particulier d'un enseignement mis à la portée des femmes<sup>35</sup>

31 Comme l'avait déclaré le député montagnard Amar le 9 brumaire an II (30 octobre 1793) à la Convention devant un auditoire de députés approuvatifs.

32 Certaines sociétés populaires finissent par être mixtes. Ainsi celle du Panthéon dans laquelle les femmes avaient carrément le droit de délibération et de vote. Un peu trop sans doute pour les mentalités viriles de l'époque.

33 Dominique Godineau, *op.cit.*, p. 201.

34 Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats*, 1906.

35 Nicolas de Condorcet avait, dans son mémoire sur l'instruction publique en 1791, posé les fondements d'un libre accès des femmes à l'instruction et de la mixité : « Les femmes ont les mêmes droits que les hommes ; elles ont donc celui d'obtenir les mêmes facilités d'acqu-

30 A.N., BB43 80/73. Cité en appendice dans « La citoyenne Lemel », Jean Bruhat, *Revue La Commune*, n°2, p 11 à 29.

et des plus humbles. Les *Communeuses* reprendront à leur compte la revendication d'une instruction publique, gratuite, et obligatoire, quelle que soit la position sociale des parents. Certains se demandent, méprisants, comment faisaient ces femmes pour suivre toutes ces assemblées : elles ne travaillaient donc pas ? Elles n'avaient pas d'enfants à charge ? Signalons d'abord que les séances des clubs et des sociétés populaires se tenaient le soir, et certaines femmes apportaient là de l'ouvrage

« par économie pour pouvoir travailler sans brûler de bois et de lumière chez elles<sup>36</sup> ».

En revanche, les séances de la Convention, de la Commune et du Tribunal révolutionnaire avaient lieu dans la journée. Une blanchisseuse, une ouvrière, une marchande pouvait aller faire un petit tour dans les tribunes publiques en rentrant du travail. En outre, le chômage sévissait – comme ce sera le cas durant les 72 jours de la Commune – et celles qui gagnaient leur vie par des travaux de couture pouvaient apporter leur ouvrage en assistant aux débats. En effet, perfidement appelées *les tricoteuses*, celles qui assistaient aux réunions étaient surtout des blanchisseuses, des couturières qui fabriquaient de la charpie pour panser les soldats.

De plus, ces femmes n'avaient pas toutes d'enfants à charge. Car si la militante a, selon les dossiers judiciaires, une moyenne d'âge de 39 ans, ce chiffre est la moyenne entre celles qui ont dépassé la cinquantaine et qui n'ont plus d'enfants en charge et celles qui ont moins de trente ans et n'ont pas encore d'enfant ; et quand elles en ont, il n'est pas rare de les voir venir aux assemblées avec leur nourrisson dans les bras et les plus grands à leurs basques. Elles assistent, fièrement, à ces assemblées avec leur sœur, leur cousine, leur mère, leur voisine :

« J'ai cru servir mon pays comme mon époux et mes enfants le servaient aux frontières<sup>37</sup>. »

De même, les *Communeuses* assistent le plus possible aux réunions politiques, avant de monter sur les barricades et de se battre jusqu'au bout, avec ou sans les hommes. Emplies de sentiments civiques et patriotiques, elles se veulent citoyennes, éprouvant le besoin de se réunir et d'échanger entre elles ou avec les hommes. C'est pourquoi, comme leurs grands-mères révolutionnaires, elles se réunissent en clubs<sup>38</sup> après le 18

---

rir les lumières qui seules peuvent leur donner les moyens d'exercer réellement ces droits avec une même indépendance et dans une égale étendue. [...] Puisque l'instruction doit être généralement la même, l'enseignement doit être commun, et confié à un maître qui puisse être choisi indifféremment dans l'un ou l'autre sexe. »

36 Cité par Dominique Godineau, A.N., F<sup>7</sup> 4774<sup>36</sup> d. Marie.

37 *Idem*, p 378, A.N., F<sup>7</sup> 4775<sup>11</sup> d. Saint-Prix.

38 Club de la Délivrance présidé par Lodoïska Kaweska, le Club des libres-



Élisabeth DMITRIEFF

mars 1871 ou en Comités de vigilance<sup>39</sup> où, comme en 1792, elles font, en fin d'après-midi ou le soir, lecture des journaux, discutent de la défense de Paris, de l'envoi de délégations à l'Hôtel de ville. Elles lancent des pétitions et des appels pour lutter contre les inégalités du ravitaillement, pour exiger des mesures contre les lâches et les accapareurs qui continuent de s'enrichir. Elles revendiquent la reconnaissance des femmes et leur nécessaire égalité civique et salariale avec les hommes. Elles demandent la révocation des élus trop mous ou inefficaces car après tout, ce ne sont que leurs « mandataires ». Bien sûr, ces femmes ne maîtrisent pas toutes clairement les notions de socialisme ou de communisme ; mais elles vivent la souffrance des inégalités dans leur chair : elles savent, de façon viscérale, que si leurs salaires ne leur permettent pas de vivre dignement, si leurs enfants ont faim, si leur vie est un fardeau de misère, il faut changer ce monde. Elles réclament, comme en 1793, la taxation du capital, et certaines sont prêtes à « fusiller les riches ». Nathalie Lemel et Élisabeth Dmitrieff (dont nous allons parler plus avant) organisent et animent des réunions dans tous les quartiers ouvriers de Paris. Leur grande culture politique et leur militantisme ont permis de propager les idées révolutionnaires et mobiliser la population féminine dans la défense de Paris.

Dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, le Comité de vigilance des femmes, fondé à l'initiative de Clemenceau alors maire de Montmartre, en septembre 1870, avec à sa tête Louise Michel et Sophie Poirier, a pour but de répartir le travail, de recevoir et de distribuer les secours, de visiter les malades et les indigents afin de les soigner à domicile. Elles pratiquent aussi la surveillance et n'hésitent pas, comme en 1793, à dénoncer les lâches ne se battant pas pour la Commune.

---

penseurs (club mixte), le Club de la Boule noire présidé par Sophie Poirier et Béatrix Excoffon.

39 Le plus célèbre est le Comité de vigilance de Montmartre.

#### 4. Un cas à part : L'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.

Parmi les « ardents foyers de la passion populaire » (Benoît Malon) que sont les clubs féministes impliqués dans la défense de la Commune, *L'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés* est la mieux structurée et la plus efficace : elle mène un vigoureux combat contre les Versaillais, et se bat aussi et surtout, suivant en cela les préceptes de Karl Marx, pour l'avènement d'un nouvel ordre social qui doit assurer « le règne du travail et de la justice ». L'Union des femmes suit le chemin des *Citoyennes républicaines révolutionnaires*, fondées le 10 mai 1793 sous l'égide de Claire Lacombe et Pauline Léon. Toutes deux ont déjà participé à l'assaut des Tuileries le 10 août 1792 pour réclamer la déchéance de Louis XVI : ce sont de ferventes révolutionnaires, sans doute trop aux yeux des hommes de l'époque puisqu'elles seront accusées d'être des « enragées ». Elles se fixèrent pour but de demander

« des mesures promptes et vigoureuses pour sauver la patrie<sup>40</sup> »,

appelant à « arrêter et désarmer les citoyens suspects » et à

« imposer une taxe énorme sur les riches afin d'assurer la subsistance des femmes des défenseurs de la République<sup>41</sup> »,

sans avoir de conscience claire de la lutte des classes ; en revanche, *L'Union des femmes* en a une conscience très aiguë et pour cause : elle est, de fait, la section féminine française de l'Internationale, même si ce n'est pas celle-ci qui l'a créée<sup>42</sup>.

#### Qui a fondé L'Union des femmes ?

**Nathalie Lemel** – dont nous avons parlé plus haut – et **Élisabeth Dmitrieff**, issues de milieux fort différents mais membres toutes deux de l'Internationale, sont à l'origine de *L'Union des femmes*. Dès leur rencontre, c'est un coup de foudre amical immédiat. Entre Élisabeth, vingt ans, et Nathalie, quarante-quatre ans, s'établit une relation filiale empreinte de respect mutuel. Elles se partagent les responsabilités : Élisabeth définit les orientations politiques, écrit les appels et les discours, établit les contacts avec la Commune ; Nathalie répartit les tâches concernant la défense, les soins aux blessés, le transport de nourriture sur les remparts, même si elle prend aussi, régulièrement et passionnément, la

parole dans les réunions.

Née en Russie, fille illégitime d'un ancien officier et de son infirmière, Elisaviéta Loukinitcha Koucheleva dite Élisabeth Dmitrieff reçoit une riche éducation comme dans toutes les bonnes familles de la haute société russe, apprenant plusieurs langues dont le français. Belle jeune fille passionnée de lectures, intelligente, instruite et éloquente, elle aime, comme de nombreux jeunes de l'intelligentsia russe, à discuter des « idées nouvelles ». À Saint-Petersbourg, elle fréquente les sœurs Korvin-Krukovskaja : Anna (qui épousera Victor Jaclard) et Sofia (qui deviendra une brillante mathématicienne). Toutes les trois quittent la Russie. Élisabeth, qui a contracté un mariage blanc pour partir, retrouve Anna à Genève, où elle assiste à de nombreuses réunions de l'Internationale, et c'est en tant que membre de la section russe qu'elle se rend à Londres durant l'été 1870 pour rencontrer Karl Marx. Ce dernier lui demande, fin mars 1871, d'aller à Paris et de le tenir informé des événements<sup>43</sup> : elle fera bien plus que cela, en s'investissant de toutes ses forces dans la Commune. Elle prend un nom de guerre pour échapper aux autorités anti-communardes :

« Ce sera Dmitrieff, patronyme banal en Russie, nom de jeune fille de sa grand-mère paternelle. Pas question de prendre un nom français, son accent le lui interdit<sup>44</sup> ». « En soi, son élection de forme masculine Dmitrieff, plutôt que la forme féminine Dmitrieva, se distingue comme un acte féministe révolutionnaire. [...] elle s'approprie ainsi une prérogative toute masculine<sup>45</sup>. »

Elle comprend immédiatement que les idées marxistes sont peu répandues dans cette ville qui vit à l'écoute de Proudhon. Tout est à faire : les actions spontanées des mois précédents ont démontré leur insuffisance pour assurer la défense du gouvernement. Il faut organiser la population, surtout la classe ouvrière pour une défense efficace, en particulier sur le plan politique et militaire. Il est donc temps d'appliquer la théorie acquise en Russie, en Suisse et à Londres, et de passer à l'action immédiate. Quelques jours après son arrivée, dès le début du mois d'avril, elle participe à la fondation de *L'Union des femmes*.

Rappelons que la Commune fut tout autant patriotique qu'internationaliste. Effectivement, Élisabeth ne fut pas la seule étrangère à participer à la Commune de Paris. Au-delà, parmi les hommes, du Hongrois Léo Frankel, des Polonais Jaroslaw et Théophile Dombrowski et leur compatriote Walery Wroleswski, tous trois à la tête des armées des Fédérés, des femmes étrangères participent à la Commune. À Paris, Élisabeth retrouve Anna Korvin-Krukovskaja, qui

40 *Moniteur*, XVI, 362.

41 *Journal des débats et de la correspondance des Jacobins*, n° 412. Cité par D Godineau, *op.cit.*, p. 129.

42 Benoît Malon, *op.cit.*, p. 274.

43 Sylvie Braibant, *Élisabeth Dmitrieff, aristocrate et pétroleuse*, Belfond, 1993.

44 Yvonne Singer Lecocq, *Rouge Élisabeth*, Pascal Galodé éditeurs, 2011, p.113.

45 Carolyn Eichner, *op.cit.*, p. 103.

vient de se marier avec Victor Jaclard (mariage célébré par Benoît Malon la veille de la proclamation de la Commune), ainsi qu'Ékatérina Bartienieva<sup>46</sup>, toutes deux très activement impliquées dans l'organisation puis les combats de la Commune.

Elle rencontre aussi Paulina Mekarska dite Paule Minck, née en France de parents polonais, qui tentera de toutes ses forces – et c'est suffisamment rare pour être souligné<sup>47</sup> – de convaincre la province de soutenir la révolution parisienne ; et Lodoïska Kaweska, également d'origine polonaise, qui collabore au *Journal des citoyennes de la Commune*. Toutes se sont investies corps et âme dans la Commune, digne héritière de la Révolution française, qui déclarait par le décret du 26 août 1792 :

« L'Assemblée nationale, considérant que les hommes qui, par leurs écrits et par leur courage, ont servi la cause de la liberté et préparé l'affranchissement des peuples, ne peuvent être regardés comme étrangers par une nation que ses lumières et son courage ont rendue libre. »

C'est donc tout naturellement que Victoire Tinayre, écrivaine et communarde, proposera de décerner à Élisabeth Dmitrieff

« le titre de citoyenne de Paris, en attendant que la République universelle lui donne de grandes lettres de naturalisation qui la feront citoyenne de l'humanité ».

On pourrait en dire autant de tous les étrangers et étrangères qui ont risqué et souvent donné leur vie entre 1940 et 1945 dans les rangs des FTP-MOI. Les idéaux portés par la Révolution française, la Commune et la Résistance ne sont pas des idéaux nationalistes et la notion de PATRIE reste la même : celle d'une nation unie par des liens de fraternité et non par des égoïsmes de classe.

Dmitrieff recrute essentiellement dans le milieu prolétarien, comme Blanche Lefebvre, blanchisseuse, qui « aimait la Commune comme d'autres aiment les hommes » et mourra sur les barricades. Les « dames patronnesses », membres du *Comité des femmes* créé à l'automne 1870, n'en font pas partie, sans doute trop effarouchées par l'aspect révolutionnaire et les intellectuelles libertaires, par l'organisation centralisée, par le partage d'influence avec la très forte personnalité d'Élisabeth ou la trop forte dominante prolétarienne. On ne trouve donc, au cœur de l'Union, ni Louise Michel, ni Paule Minck,

ni André Léo, ni Anna Jaclard, qui pourtant connaissent et fréquentent *la dame russe*, comme la surnommait Karl Marx. Elles n'en restent pas moins dévouées et souvent leurs analyses convergent.

Le 11 avril, un Comité central provisoire de *L'Union des femmes* est donc constitué, essentiellement d'ouvrières; D'ailleurs, les 311 militantes qui ont pu être identifiées sont toutes des travailleuses manuelles qualifiées<sup>48</sup>, pour la plupart des métiers de mode les plus répandus dans la capitale. En ateliers ou à domicile, ces femmes ont parmi les plus bas salaires, quand elles ne sont pas au chômage puisque la riche clientèle a fui la capitale et que depuis le siège – et plus encore depuis le 18 mars – bon nombre d'entrepreneurs ont quitté la capitale pour des villes plus sûres comme Versailles et fermé leurs ateliers.

### Quelle organisation se donnent-elles ?

De toutes les organisations féminines de la Commune, *L'Union des femmes* est la plus clairement structurée, calquée sur le modèle de l'Internationale, au point que certains ont cru qu'elle fut à l'origine de ce mouvement féminin. C'est au soir du 11 avril 1871 que sont adoptés les statuts de *L'Union des femmes*, lors d'une réunion publique. L'Union est composée d'un Comité central, chargé de la coordination de l'action politique, et de comités d'arrondissements – véritable « base » sur laquelle s'appuie le CC – qui informent les citoyennes et organisent leur mobilisation afin qu'elles « soient prêtes à servir soit aux ambulances, soit aux fourneaux soit aux barricades ». On a ainsi toute tracée la direction de ce mouvement politique, social et militaire.

L'article 18 des statuts exige de s'engager à reconnaître l'autorité du Comité central et à suivre les instructions et les ordres des comités respectifs. Voilà qui fait frémir d'horreur nos nanars bleuettes, qui pleurent sur les morts de la Commune et tremblent d'émotion devant le magnifique esprit de sacrifice des communards. C'est si romantique la Commune ! On y chante, on y danse, on y rêve, on y meurt.

Mais précisément, si elle a raté, c'est en raison de l'absence d'un parti prolétarien discipliné, résolu et politiquement armé. C'est pourtant ce qu'a immédiatement compris Élisabeth Dmitrieff. Ce type d'organisation permettra la réussite des futurs partis révolutionnaires, à commencer par le parti bolchevique. Tous ceux qui hésiteront, tergiveront, laissant leur organisation suivre des chemins plus « libertaires » ne pourront en aucun cas prétendre à la même efficacité que *L'Union des femmes*. C'est d'ailleurs la seule organisation qui obtiendra de l'aide de la part du gouvernement de la Commune.

46 Plus âgée qu'Élisabeth, elle est membre fondateur avec son mari de la section russe de la Première Internationale.

47 N'oublions pas André Léo qui rédigea avec Benoît Malon un « appel aux travailleurs des campagnes », diffusé à 100 000 exemplaires.

48 Marisa Linton, « Les femmes et la Commune de Paris de 1871 », *Revue historique*, n° 603 (juillet-septembre 1997), p. 36 <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5619722h/f43.item.zoom>

## II. Des patriotes aux combattantes

### A. La guerre les transforme en gardiennes de la Nation

#### a. Un programme révolutionnaire

Les femmes de 1871 se réclament de celles de la grande Révolution. Comme elles, elles doivent prendre des mesures immédiates face au péril de la guerre, refusant d'être seulement spectatrices ou, pire, victimes. Elles se transforment de nouveau en gardiennes de la Nation car la défense de la Nation, c'est la défense de la grande famille des citoyens révolutionnaires. Il faut donc *arrêter et désarmer les citoyens suspects*. Déjà en mai 1793 s'étaient constituées les *Citoyennes républicaines révolutionnaires* afin de

« déjouer les projets des ennemis de la République<sup>49</sup> ».

Hors de question de rester au chaud pendant que les hommes risquent leur vie à la défense de frontières. « Nous avons résolu de garder l'intérieur, tandis que nos frères garderont les frontières. » C'est pourquoi elles proposent de créer « des compagnies d'Amazones » pour « anéantir les aristocrates » ; mais le projet est trop avant-gardiste et audacieux en 1793.

À l'automne 1870, la même idée fleurit face à l'ennemi prussien : organiser des « Amazones de la Seine » afin de « surveiller des remparts et des barricades ». Le général Trochu, « petit marcheur, morne et poussif<sup>50</sup> », met immédiatement fin à ces « fantaisies » : n'est pas Jeanne Hachette ou Jeanne d'Arc qui veut. Mais tout change lorsqu'une autre guerre commence : celle qui oppose les classes possédantes au prolétariat parisien.

Après l'échec de la sortie vers Versailles début avril et le massacre qui s'en est suivi, la conciliation avec les Versaillais devient impossible : la lutte à mort est donc engagée. Le 11 avril 1871, un « Appel aux citoyennes de Paris », dans le plus pur style de 1792, est placardé sur les murs de la ville et publié dans la plupart des journaux de la Commune<sup>51</sup>. Cette déclaration spectaculaire est en quelque sorte le premier acte officiel de *L'Union des femmes*, bien qu'il soit signé d'un *groupe de citoyennes* conscientes du danger militaire imminent qui menace la Commune. Ces citoyennes se réclament

« descendantes des femmes de la grande Révolution, qui, au nom du peuple et de la justice, marchaient sur Versailles [...] ».

#### Un programme de combat et de rénovation sociale

« Paris est bloqué, Paris est bombardé... Citoyennes, où sont-ils nos enfants, et nos frères, et nos maris?... Entendez-vous le canon qui gronde et le tocsin qui sonne l'appel sacré? Aux armes! La patrie est en danger!... Est-ce l'étranger qui revient envahir la France? Sont-ce les légions coalisées des tyrans de l'Europe qui massacrent nos frères, espérant détruire, avec la grande cité, jusqu'au souvenir des conquêtes immortelles que depuis un siècle nous achetons de notre sang et que le monde nomme liberté, égalité, fraternité?... Non, ces ennemis, ces assassins du peuple et de la liberté sont des Français!... »

La défense immédiate de Paris n'est que la condition préalable à l'objectif plus important de la rénovation sociale. L'historien Eugène Schulkind résume ainsi le sens de la lutte qui s'amorce :

« La lutte pour la défense de la Commune est montrée comme la lutte émancipatrice de la classe ouvrière<sup>52</sup>. »

« Ce vertige fratricide qui s'empare de la France, ce combat à mort, c'est l'acte final de l'éternel antagonisme du droit et de la force, du travail et de l'exploitation, du peuple et de ses bourreaux!... Nos ennemis, ce sont les privilégiés de l'ordre social actuel, tous ceux qui toujours ont vécu de nos sueurs, qui toujours se sont engraisés de notre misère... Ils ont vu le peuple se relever en s'écriant : Pas de devoirs sans droits, pas de droits sans devoirs!... Nous voulons du travail, mais pour en garder le produit... »

On retrouve là les fondamentaux du marxisme, chers à Élisabeth : il faut mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Et on reconnaît le mot d'ordre des luttes prolétaires :

49 *Moniteur*, XVI, 362.

50 Ainsi décrit par Victor Hugo dans *L'Année terrible janvier 1871*, poème XII, voilà qui fait penser à d'autres *marcheurs* plus actuels. Il avait mis en place le 4 septembre 1870 le gouvernement censé être de Défense nationale. Victor Hugo dira aussi de lui : « Trochu, participe passé du verbe trop choir. »  
[https://www.ebooksgratuits.com/blackmask/hugo\\_annee\\_terrible.pdf](https://www.ebooksgratuits.com/blackmask/hugo_annee_terrible.pdf)  
p.53

51 *Journal officiel de la Commune*, le 11 avril 1871, *La Sociale*, le 12 avril, *Le Cri du Peuple*...

52 Eugène W. Schulkind, « Le rôle des femmes dans la Commune de 1871 », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*, 1950, p. 18.

*« Plus d'exploiteurs, plus de maîtres !... Le travail et le bien-être pour tous, le gouvernement du peuple par lui-même, la Commune, vivre libre en travaillant, ou mourir en combattant !... »*

Élisabeth dénonce alors la trahison des classes dirigeantes qui ont livré leur pays à l'ennemi.

*« Et la crainte de se voir appelés au tribunal du peuple a poussé nos ennemis à commettre le plus grand des forfaits, la guerre civile !*

*Citoyennes, l'heure décisive est arrivée. Il faut que c'en soit fait du vieux monde ! Nous voulons être libres ! Et ce n'est pas seulement la France qui se lève, tous les peuples civilisés ont les yeux sur Paris, attendant notre triomphe pour, à leur tour, se délivrer. »*

S'ensuit une énumération des pays européens : Russie, Allemagne, Autriche, Angleterre, Irlande, Espagne, Pologne, Italie, etc., tous connaissent de nouvelles générations de révolutionnaires, prêts « à mourir pour la République et la transformation sociale ». Pour elle, la Commune de Paris n'est pas une petite révolution urbaine mais participe de la lutte internationale des peuples. Ces accents internationalistes si peu connus en France, surtout après un siège éprouvant des armées prussiennes, sont dans le droit fil de la pensée qu'on n'appelle pas encore marxiste et montrent qu'Élisabeth croit que l'Europe est à la veille d'une grande révolution sociale qui serait la grande revanche sur 1848.

Comme en 1792, l'appel conclut à la lutte armée :

*« Citoyennes, le gant est jeté, il faut vaincre ou mourir ! Que les mères, les femmes qui se disent : « qu'importe le triomphe de notre cause, si je dois perdre ceux que j'aime ! » se persuadent enfin que le seul moyen de sauver ceux qui leur sont chers – le mari qui la soutient, l'enfant en qui elle met son espoir – c'est de prendre une part active à la lutte engagée, pour la faire cesser enfin et à tout jamais, cette lutte fratricide qui ne peut se terminer que par le triomphe du peuple, à moins d'être renouvelée dans un avenir prochain ! »*

Et Élisabeth, qui a certes l'optimisme de la volonté mais le pessimisme de la raison, lance une terrible prédiction :

*« Malheur aux mères, si une fois encore le peuple succombait ! Ce seront leurs fils, leurs enfants qui paieront cette défaite, car pour nos frères et nos maris, leur tête est jouée, et la réaction aura beau jeu ! De la clémence, ni nous ni nos ennemis nous n'en voulons !*

*Citoyennes, toutes résolues, toutes unies, veillons à la sûreté de notre cause ! Préparons-nous à défendre et à venger nos frères ! Aux portes de Paris, sur les barricades, dans les faubourgs, n'importe ! Soyons prêtes, au moment donné, à joindre nos efforts aux leurs ; [...]*  
*Et si les armes et les baïonnettes sont toutes utilisées par nos frères, il nous restera encore des pavés pour écraser les traîtres !... »*

Constitué le soir même, le nouveau Comité central de L'Union des femmes, s'adresse à la Commission exécutive de la Commune immédiatement : il lui rappelle que l'égalité doit être pour TOUTES et TOUS,

*« sans distinction de sexe – distinction créée et maintenue par le besoin de l'antagonisme sur lequel repose le privilège des classes gouvernementales »,*

revendication que nos féministes bourgeoises actuelles ignorent totalement.

*« Le triomphe de la lutte actuelle – ayant pour but la suppression des abus et dans un avenir prochain la rénovation sociale tout entière assurant le règne du travail et de la justice – a par conséquent le même intérêt pour les citoyennes que pour les citoyens<sup>53</sup>. »*

L'ensemble des textes de L'Union des femmes rédigés par Élisabeth sont d'une clarté idéologique unique : avec une grande lucidité, elle analyse la complexité de la condition des ouvrières à Paris et prend en compte, dans son organisation, la faiblesse sociale globale du prolétariat parisien encore largement artisanal. Elle ne remet pas en cause la division genrée du travail, sauf en ce qui concerne l'aspect militaire. Pour elle, Nathalie Lemel ou André Léo, la défense de la patrie par les femmes passe aussi par le champ de bataille ; autrement dit, sur les barricades en tant que combattantes, ou tout du moins infirmières, ambulancières, cantinières, etc.)<sup>54</sup>. Dans l'adresse à la Commission exécutive de la Commune, Élisabeth insiste sur le grand nombre de femmes résolues

*« au cas où l'ennemi viendrait à franchir les portes de Paris, à combattre, et vaincre ou mourir, pour la défense de nos droits communs ».*

53 *Journal officiel de la Commune*, 14 avril 1871. [http://classiques.uqac.ca/classiques/commune\\_de\\_paris/Journal\\_officiel\\_Commune\\_de\\_Paris/Journal\\_officiel\\_Commune\\_de\\_Paris.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/commune_de_paris/Journal_officiel_Commune_de_Paris/Journal_officiel_Commune_de_Paris.html)

54 André Léo écrivait : « Croit-on qu'on peut faire la révolution sans les femmes ? », *La Sociale*, le 8 mai 1871.

Il apparaît même qu'elle est plus pressée par la nécessité vitale de lutter les armes à la main que ses confrères communistes qui passent beaucoup de temps à réfléchir au monde futur. Mais il est tout de même nécessaire d'obtenir de la Commune un sérieux coup de main : celle-ci s'engage donc, par le biais de la Commission exécutive, à donner une salle, dans chaque mairie d'arrondissement, pour les réunions de femmes et assumer les frais d'impression des affiches ou circulaires de propagande. On ne peut qu'admirer l'intelligence et la rapidité avec laquelle Élisabeth a réussi à établir les liens nécessaires avec le gouvernement de la Commune, prouvant par là-même son très haut degré d'analyse de la situation. Ce ne fut pourtant pas facile tous les jours<sup>55</sup>, car si les hommes de la Commune acceptent de reconnaître l'héroïsme des femmes et leur formidable investissement, ils restent profondément phalocrates : seuls Léo Frankel (à la tête de la commission du Travail, de l'Industrie et de l'Échange), Benoît Malon (délégué de cette même commission) ou Eugène Varlin sont à l'écoute des revendications des femmes et tentent de les aider.

Le but principal de *L'Union des femmes* est

« la rénovation sociale absolue, l'anéantissement de tous les rapports juridiques et sociaux existant actuellement, la suppression de tous les privilèges, de toutes les exploitations, la substitution du règne du travail à celui du capital, en un mot, l'affranchissement du travailleur par lui-même. [...] »

car

« la Commune, représentante des principes internationaux et révolutionnaires des peuples, porte en elle les germes de la Révolution sociale ».

Ce manifeste du 6 mai 1871 se conclut par

« Vive la République universelle et sociale ! Vive le travail ! Vive la Commune !<sup>56</sup> »

Aucun autre document de la Commune n'affirme aussi clairement l'objectif de remplacer le capital par le travail, donc d'établir « la dictature du prolétariat ». Digne héritière de Marx et Engels, Élisabeth Dmitrieff envisage l'affranchissement de la femme dans le renversement du capital et de tout vestige d'exploitation par les travailleurs et les travail-

55 Élisabeth s'en plaint d'ailleurs dans une lettre adressée à Hermann Jung (de l'Internationale) mais destinée en réalité à Karl Marx le 24 avril 1871. « Nous avons établi une liaison avec le gouvernement [...] mais que de temps perdu et combien de peine cela m'a coûté. » Yvonne Singer-Lecocq, *op. cit.*, p. 130.

56 *Journal officiel de la Commune de Paris*, 8 mai 1871.

leuses eux-mêmes<sup>57</sup>, loin des revendications

« du mouvement féministe bourgeois qui prétend lutter pour les droits de la femme. Cette construction bâtie sur du sable ne possède aucune fondation sérieuse »,

comme le dira Clara Zetkin en 1889<sup>58</sup>.

## L'organisation du travail

Lorsque Élisabeth écrit *Vive le travail*, il ne faut pas entendre « travailler plus pour gagner plus » comme le clament sans honte Sarkozy et le MEDEF<sup>59</sup>. Il ne s'agit pas là d'*exploitation patronale* : bien au contraire, L'Union des femmes s'efforce de revaloriser et restructurer le travail des femmes, en se concentrant sur les métiers de l'habillement, les plus nombreux dans la capitale. La Commune n'a pas remis en cause le système capitaliste autrement que dans ses discours, laissant fonctionner la Banque de France<sup>60</sup> et les rares entreprises privées encore en place dans la capitale. Celles qui sont restées n'ont cessé de baisser les salaires afin de tirer avantage de la situation, augmenter leurs profits et provoquer le mécontentement à l'encontre du gouvernement de la Commune. D'autant que celui-ci, qui avait besoin de matériel (uniformes, sacs, cartouches), commit l'erreur de conclure des marchés avec ceux qui fourniraient au meilleur prix – autrement dit, à ceux qui octroieraient les salaires les plus bas à leurs employés. Élisabeth craint ce revirement de

« l'élément féminin de la population parisienne, momentanément révolutionnaire [mais qui finisse par] retourner, à cause des privations continues, à l'état passif et plus ou moins réactionnaire, qui fut le sien dans le passé ».

57 Et cela n'est pas sans évoquer un futur discours de Clara Zetkin en 1889 lors de la fondation de la II<sup>e</sup> Internationale : « Les travailleuses sont absolument convaincues que l'émancipation des femmes n'est pas un problème isolé, qu'il fait partie de la question sociale. Elles savent pertinemment qu'il ne pourra être résolu tant que la société actuelle n'aura pas été fondamentalement transformée. »

58 *Idem.*

59 Afin de restaurer « l'équilibre entre la justice sociale et la liberté économique », les députés LR ont proposé le 2 juin 2020 de « permettre, par la négociation de l'entreprise, d'augmenter le temps de travail et d'augmenter ainsi les salaires ».

60 Entre mars et mai 1871, la Banque de France a prêté 9 millions à la Commune tandis que Versailles a obtenu 313 millions. « Toutes les insurrections sérieuses ont débuté par saisir le nerf de l'ennemi, la caisse. La Commune est la seule qui ait refusé. Elle abolit le budget des cultes qui était à Versailles et resta en extase devant la caisse de la haute bourgeoisie qu'elle avait sous la main. » Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, p. 200, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k36518g.texteImage>.

Début mai 1871, Élisabeth présente son programme à la commission du Travail et de l'Échange<sup>61</sup>. Selon elle,

*« la réorganisation du travail tendant à assurer le produit au producteur ne peut s'effectuer qu'au moyen d'associations productives libres, exploitant les diverses industries à leur profit collectif. La formation de ces associations, en soustrayant le travail au joug du capital exploiteur, assurerait enfin aux travailleurs la direction de leurs propres affaires ».*

On est alors encore loin de l'expropriation patronale nécessaire à l'avènement d'une société socialiste. Mais le « socialisme à la française » repose sur des socialistes réformistes comme Louis Blanc ou Proudhon, partisan d'associations mutualistes de travailleurs tout en refusant la grève et les soulèvements révolutionnaires, autant d'idées influençant le mouvement communard. Dmitrieff doit alors adapter son programme afin d'obtenir les sommes nécessaires à l'exploitation des fabriques et des ateliers abandonnés. Certes, il n'est pas question de reproduire les ateliers de 1848 ; mais il faut faire disparaître les rapports de force entre les classes patronale et ouvrière. On est au cœur de la volonté de rénovation sociale : il s'agit de fournir aux femmes le contrôle de leur propre travail en choisissant ce qu'elles vont produire et leur offrir l'accès à l'indépendance économique. Élisabeth est encore en avance sur son temps, les syndicalistes voyant dans le travail des femmes – sous-payées – une concurrence : au lieu de faire cause commune contre les inégalités de salaire, ils font pression pour qu'elles soient exclues de la main d'œuvre.

Les salaires féminins n'étant considérés que comme une complémentarité des salaires masculins, les femmes exercent massivement les métiers de l'habillement plus spécifiquement féminins, et sont payées non comme des *travailleuses* mais comme des *femmes* ; ce type de discours émane aussi de l'Internationale<sup>62</sup>. Opposée farouchement au patronat qui, hier comme aujourd'hui, propose de « travailler plus (et plus longtemps) pour gagner plus », L'Union des femmes, veut diminuer le temps de travail sans toucher aux salaires, car « l'exhaustion des forces physiques assure inévitablement l'extinction des forces morales ». Elle exige également la diversité des tâches car « la répétition continue du même

mouvement manuel influe d'une manière funeste sur l'organisme et le cerveau ». Élisabeth écrit cela cinquante ans avant l'essor du taylorisme, que Charlie Chaplin immortalisa dans ses *Temps modernes*. Enfin, il faut

*« l'anéantissement de toute concurrence entre les travailleurs des deux sexes, leurs intérêts étant absolument identiques et leur entente solidaire étant de rigueur pour le succès de la grève définitive et universelle du travail contre le capital. »*

Autrement dit,

*« répartition égale des salaires pour un nombre égal d'heures de travail. ».*

Un vœu pieux : ces ateliers ne seront ouverts que dans le courant du mois de mai, et les seules commandes – quelques uniformes et des sacs remplis de sable ou de terre afin de renforcer les barricades – émaneront de la Commune. Un métier voit cependant pointer la possibilité d'égalité salariale : la veille de l'entrée des Versaillais à Paris, le 20 mai 1871, la Commission de l'Enseignement de la Commune relève le traitement des instituteurs et des institutrices à part égale. Mais il est trop tard : les bombes incendiaires des Versaillais réduisent en cendres ces espoirs d'égalité et, dès l'écrasement de la Commune, les écarts salariaux ressurgissent entre instituteurs et institutrices, comme dans tous les autres métiers.

## **b. Des réalisations extraordinaires**

Pourtant, les femmes sont bien « montées à l'assaut du ciel ». Écoutant Élisabeth parler lors de la réunion au soir du 11 avril, un quotidien fidèle aux Communards, *Le Vengeur*, s'était enflammé :

*« J'ai vu trois révolutions<sup>63</sup>, et pour la première fois j'ai vu les femmes s'en mêler avec résolution. [...] Il semble que cette révolution est précisément la leur et qu'en la défendant, [elles] défendent leur propre avenir<sup>64</sup>. »*

61 Adresse du Comité central de l'Union des femmes à la Commission du travail et d'échange, signé d'Élisabeth Dmitrieff, A.G. Ly 22-23, AHG, cité par Edith Thomas, *op.cit.*, p. 132-133, et Sylvie Braibant, *op.cit.*, p. 140-141.

62 Ce fut le cas en 1868 d'Henri Tolain, l'un des fondateurs proudhoniens de l'Internationale : « La prostitution augmente chez les nations industrielles chez lesquelles la femme est descendue dans l'atelier. La santé de la femme s'altère, les ateliers produisent l'hystérie. » Ses propos témoignent d'une misogynie toute proudhonienne.

Car dans cette capitale bombardée, isolée du reste du pays – rendu hostile par la propagande bourgeoise et royaliste qui bénéficie de l'argent de la Banque de France –, assiégée par les troupes versaillaises, ces femmes préparent ce monde nouveau de justice sociale. Cette « foi » en l'avenir, en « des len-

63 1830 ; 1848 ; 1871.

64 Sylvie Braibant, *op.cit.*, p114.

demains qui chantent », a permis à ces hommes et femmes de transformer le monde malgré l'effroyable répression, faisant d'eux tous d'immenses modèles pour les révolutionnaires du monde entier. Bien entendu, de nombreuses erreurs ont été commises par la Commune, erreurs qu'Élisabeth dénonce dans ses rares courriers à Karl Marx et qui permettront à celui-ci de concevoir son ouvrage *La guerre civile en France*. Mais l'ensemble des idées, mises plus ou moins en pratique lors de ces 72 jours exaltants et terribles, a été le fondement de la République française jusqu'à nos jours, malgré toutes les attaques (plus ou moins abouties) du patronat. Les questions évoquées par d'autres femmes – le droit de vote, les libertés politiques, le droit de participer aux réunions des hommes – ne sont pas au cœur des préoccupations de *L'Union des femmes*. La Commune est, pour Élisabeth et les membres du Comité central, l'embryon d'une future société socialiste. La lutte menée doit leur permettre de se repositionner dans le nouvel ordre économique et social et participer pleinement à cette nouvelle société. Dans l'immédiat, elles ont deux objectifs : gagner la guerre contre les Versaillais et pérenniser une solide organisation ouvrière féminine, ce que Nathalie Lemel résume ainsi lors de son procès :

« *La défense de Paris et l'organisation du travail*<sup>65</sup>. »



Une séance du Club des Femmes dans l'église Saint-Germain-l'Auxerrois – Gravure de Frédéric Lix pour *Le Monde illustré* du 20 mai 1871

Du 6 au 21 mai, jusqu'à l'entrée des troupes versaillaises dans Paris, *L'Union des femmes* ne se contente pas d'élaborer des projets : elle les applique. Le 10, elle invite les ouvrières « ayant des connaissances sérieuses pratiques et théoriques » à se réunir pour s'entendre sur les mesures à prendre concernant la réorganisation du travail. Le 15, elle les informe que *L'Union des femmes* a été chargée par la Commune de cette réorganisation et leur conseille de se faire inscrire dans les mairies<sup>66</sup>. Des centaines de femmes répondent à ce recensement. Le 18 mai, elles sont convoquées à la Bourse pour nommer des déléguées de chaque corporation et constituer des chambres syndicales. Ces déléguées devront élire chacune deux d'entre elles pour former la Chambre fédérale des travailleuses<sup>67</sup>. Le dimanche 21 mai, alors qu'un grand concert populaire est donné dans les jardins des Tuileries au profit des veuves et orphelins de la Commune, les femmes sont convoquées en début d'après-midi pour la constitution définitive des chambres syndicales et fédérales. On croit assister à la naissance du syndicalisme féminin, mais ce bel enfant sera mort-né : à quatre heures de l'après-midi, les loups sont entrés dans Paris.

### La laïcité au cœur de l'enseignement

Comme d'autres organisations féminines, *L'Union des femmes* veut supprimer les couvents et les entreprises des prisons qui sont une féroce concurrence au travail des femmes. L'anticléricalisme est particulièrement répandu dans les milieux prolétaires, et plus encore chez les femmes : en effet, l'Église est, à leurs yeux, étroitement liée aux intérêts de la bourgeoisie. Les femmes ne veulent plus de religieuses dans les hôpitaux, les prisons et les écoles. Une pétition du comité de vigilance du 18<sup>e</sup> arrondissement demande ainsi que les religieuses

« *sortent immédiatement des hôpitaux et des prisons, attendu que nous avons assez de mères dévouées et courageuses qui font mieux leur devoir qu'elles*<sup>68</sup>. »

Les églises redeviennent les temples de la Raison de la grande Révolution. Elles sont réquisitionnées le soir par les clubs de femmes qui s'installent à Saint-Nicolas-des-Champs, Saint-Germain-l'Auxerrois, Saint-Ambroise, Saint-Sulpice et Saint-Eustache. Avec enthousiasme, les femmes prennent la parole depuis la chaire transformée en tribune, devant un autel paré du drapeau rouge. Durant ces 72 jours, aucune détérioration des églises ne fut relevée, en dépit de la détestation des ouvrières envers les représentants de l'Église.

65 Tribunaux : « juridiction militaire, 4<sup>e</sup> conseil de guerre », *Le Corsaire*, Paris, 19 septembre 1872, dossier Nathalie Lemel, BMD, cité par Carolyn J. Eichner, *op. cit.*, p 119.

66 *Journal officiel*, le 17 mai 1871.

67 *Journal officiel*, le 18 mai 1871.

68 Cité dans *La Sociale*, 30 avril 1871.

Afin de libérer les nouvelles générations de l’empreinte cléricale, il faut organiser un enseignement laïc au sein d’un service *public*. Dès le 26 mars, la société *L’Éducation nouvelle* avait nommé des délégués devant présenter à la Commune un projet de réforme de l’enseignement. Fait totalement inédit, cette commission comprend trois hommes et trois femmes. Maria Verduze, qui participe au mouvement de *L’Éducation nouvelle*, présente avec les frères Félix et Élie Ducoudray un mémoire sur la nécessité de l’installation de crèches, car la question des enfants en bas âge est difficile à résoudre pour les femmes qui travaillent. Celui-ci affirme d’emblée :

« *L’éducation commence le jour de la naissance*<sup>69</sup>. »

C’est pourquoi Maria Verduze demande des jardins, des fleurs et des jouets pour les enfants.

« La salle des jeux contient tout ce qui peut amuser les enfants ; l’ennui est leur plus grande maladie. On y trouve des jouets de toute sorte, des chariots, un orgue, une volière remplie d’oiseaux. Le jardin est fréquenté aussi longtemps que la saison et les règlements le permettent. »

Afin de « préparer la jeunesse au gouvernement d’elle-même par une éducation républicaine », l’instruction religieuse ou dogmatique est supprimée dans les établissements de l’État.

« *Aucun ministre ou représentant d’un culte n’est admis dans le personnel*<sup>70</sup>. »

L’instruction doit être laïque, obligatoire et gratuite, afin de

« *remplacer les écoles et orphelinats des ignorantins et des ignorantines*<sup>71</sup>. »

Et les femmes n’attendent pas des jours meilleurs pour mettre tout cela en pratique : dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, l’école des filles de la rue de la Bienfaisance est la première des écoles nouvelles où l’admission se fait à 3 ans. André Léo, Anna Jaclard, Noémie Reclus et Clara Perrier participent à la commission créée par Vaillant « pour organiser et surveiller l’enseignement dans les écoles de filles ». Paule Minck organise une école de jeunes filles dans la salle de catéchisme de Saint-Pierre-de-Montmartre. Un orphelinat

de la Garde nationale est ouvert pour les enfants des Fédérés et des femmes qui travaillent à la confection des vêtements militaires ou qui sont ambulancières. Après la pétition d’un groupe de femmes dont fait partie Louise Michel, Edouard Vaillant demande aux municipalités de créer des écoles professionnelles : ainsi est ouverte, le 13 mai, une école professionnelle d’art industriel pour les jeunes filles<sup>72</sup>.

Les instituteurs et les institutrices doivent inculquer à leurs élèves une morale laïque.

« *Apprendre à l’enfant à aimer et à respecter ses semblables, lui imposer l’amour de la justice, lui enseigner également qu’il doit s’instruire en vue de l’intérêt de tous*<sup>73</sup>. »

Voilà qui surprendrait le chanoine Sarkozy qui affirma le 13 février 2008 :

« *Dans la transmission des valeurs et dans l’apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l’instituteur ne pourra jamais remplacer le curé et le pasteur parce qu’il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d’un engagement porté par l’espérance*. »

À défaut d’humanisme<sup>74</sup>, Sarkozy pourrait méditer l’exemple de ces femmes ayant sacrifié leur vie sur les barricades dans l’espérance d’un monde meilleur, ici et maintenant, pour tous les enfants.

## L’amélioration du sort de toutes les femmes

L’espérance d’une vie meilleure ici et maintenant, ces femmes la voulaient pour toutes les femmes, y compris « les femmes de mauvaise vie ». Elles discutent, lors de leurs réunions, des méfaits de la prostitution et des moyens de l’extirper comme l’avaient fait *Les Citoyennes républicaines révolutionnaires* en 1793. La prostitution est considérée en effet comme la conséquence économique des bas salaires féminins et de la misère – le *cinquième quart* de la journée. C’est « une forme d’exploitation commerciale de l’être humain par d’autres

69 *Journal officiel de la République française*, le 15 mai 1871. <https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/commune/communedeParis/JOmatin/0515.pdf>

70 *Journal officiel de la République française*, le 17 mai 1871. <https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/commune/communedeParis/JOmatin/0517.pdf>

71 Comité de vigilance de Montmartre, A.G. Ly 23. Cité par Edith Thomas, *op.cit.*, p : 169.

72 *Journal officiel de la Commune*, 13 mai 1871.

73 [http://classiques.uqac.ca/classiques/commune\\_de\\_Paris/Journal\\_officiel\\_Commune\\_de\\_Paris/Journal\\_officiel\\_Commune\\_de\\_Paris.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/commune_de_Paris/Journal_officiel_Commune_de_Paris/Journal_officiel_Commune_de_Paris.html) *Journal officiel de la Commune* le 12 mai 1871 (mairie du IV<sup>e</sup> arrondissement), *idem*.

74 Humanisme : « Doctrine, attitude philosophique, mouvement de pensée qui prend l’homme pour fin et valeur suprême, qui vise à l’épanouissement de la personne humaine et au respect de sa dignité. »

êtres humains », l'exploitation de la femme par l'homme. Les prostituées étant considérées victimes de l'oppression économique et sociale, les femmes exigent la fermeture des maisons de tolérance ainsi que l'interdiction de la prostitution sur la voie publique. Sitôt la Commune écrasée, toutes ces *bonnes choses* sont remises au goût du jour par la République versaillaise vantée par Macron. Ces *femmes perdues*, elles, ont vu dans ce gouvernement révolutionnaire un moyen de sortir de leur condition et de se reclasser dans la nouvelle société en gestation. Elles se joignent aux Communeuses, assistent aux réunions, puis luttent et meurent héroïquement sur les barricades.

### c. **Furies, pétroleuses, terroristes : des femmes en résistance**

#### a. **Les femmes au combat**

##### 1. **Les femmes révolutionnaires combattantes de la République française**

Durant la Révolution française, des dizaines de femmes se sont battues dans les armées républicaines à partir de 1792. Souvent âgées d'à peine 20 ans, elles servent parfois avec un père, un mari, un frère ; certaines se contentent de les suivre avec leurs enfants. Plusieurs sont blessées et quelques-unes sont même nommées officiers. C'est en effet vêtues en hommes que les sœurs Félicité et Théophile Fernig, âgées respectivement de 17 et 22 ans, s'engagent en 1792 dans les rangs de la garde nationale<sup>75</sup>, et se battent contre les Autrichiens à Valmy et Jemmapes. Elles deviennent les aides de camp de Dumouriez, jusqu'à ce que celui-ci trahisse<sup>76</sup>.

Les femmes s'engagent à titre individuel (parfois sous une identité masculine) pour défendre la France révolutionnaire. Elles ne revendiquent pas de droits collectifs pour leur sexe, à la différence des *Citoyennes républicaines révolutionnaires* voulant armer les femmes afin « d'anéantir les aristocrates ». Le 30 avril 1793, les députés les excluent du service militaire ; néanmoins, certaines d'entre elles se battent encore des mois.

##### 2. **Les Communeuses sur les barricades**

Leurs descendantes de 1871 défendent sans hésiter et par tous les moyens LEUR Révolution. Le 21 mai, alors que les Parisiens et Parisiennes dansent dans le jardin des Tuileries, les troupes versaillaises entrent dans la capitale. « Il y a de tout dans la Commune : tonnerre et soleil ! », écrit ce jour-là Augustine Blanchecotte<sup>77</sup>. Les femmes sont alors partout à la fois, ambulancières, cantinières, infirmières et même combattantes. Lorsque les hommes tombent sous les obus ou

la mitraille, elles ramassent les fusils laissés au sol et tirent jusqu'à ce qu'elles n'aient plus de munitions. Toutes, connues ou anonymes, ont la même passion révolutionnaire, aident à ériger des barricades en chantant à tue-tête *Le Chant du Départ* (barricades qui hérissèrent de nouveau Paris en 1944), puis se battent jusqu'à la fin.

« Où avais-je la tête, écrit Jules Vallès (qui se nommait lui-même "l'avocat des pauvres, le député de la misère"<sup>78</sup>), je croyais que la ville allait sembler morte avant d'être tuée. Et voici que les femmes et les enfants s'en mêlent. Un drapeau rouge tout neuf vient d'être planté par une belle fille et fait l'effet, au-dessus de ces moellons gris, d'un coquelicot sur un vieux mur<sup>79</sup>. »

Il n'y a plus de jeunes ou de vieilles, de belles ou de laides, de guenilles ou de soie, elles sont toutes en lutte. Elles ne deviendront ces *viragos enflammées, ces bacchantes ivres, ces pétroleuses* que dans les propos des réactionnaires de la justice versaillaise. Comme nombre d'autres femmes, Dmitrieff réclama à la Commune

« des armes pour partir aux avant-postes<sup>80</sup> ».

Mais seul le *Comité des femmes de la rue d'Arras* a réussi à former

« la Légion des femmes qui veulent s'armer sur les remparts<sup>81</sup> »,

avec l'accord et l'aide de la Commune. Pourtant, la plupart de leurs noms sont tombés dans l'oubli, et le peu que l'on connaît ne vient que des rapports antirévolutionnaires et antiféministes lus dans les archives des procès qui ont suivi la Semaine sanglante.

*Parmi ces héroïnes de l'ombre, la cantinière Victorine Gainder, dite Lachaise (c'est le nom de son compagnon, bien qu'elle ne fût pas mariée), est félicitée le 9 avril 1871 par les Fédérés du 66<sup>e</sup> bataillon « en raison de sa conduite au-dessus de tout éloge et de la plus grande virilité (quel honneur ! Elle est presque digne d'être un homme !) en restant toute la journée sur le champ de bataille, malgré la moisson que faisait autour d'elle*

75 *Le Courrier de Strasbourg*, 26 juillet 1792. <https://www.retronews.fr/journal/le-courrier-de-strasbourg/26-juillet-1792/1845/3235657/3>

76 Le nom de ce traître à sa patrie est sur l'Arc de triomphe.

77 Femme de lettres hostile à la Commune. Elle reste à Paris durant les combats et écrit en 1872, *Tablettes d'une femme pendant la Commune*. Cité par Sylvie Braibant, *op. cit.*, p. 156.

78 Discours de candidature aux législatives de mai 1869.

79 Jules Vallès, *L'insurgé*, p. 421.

<https://beq.ebooksgratuits.com/vents/valles-3.pdf>

80 Benoît Malon, *op. cit.*, p. 275.

81 Schulkind, *op. cit.*, p. 24 ; 25

*la mitraille, occupée à soigner et panser les nombreux blessés en l'absence de tout service chirurgical<sup>82</sup>.*

Marie Chiffon, lingère, a rejoint *L'Union des femmes* comme ambulancière, mais va au-delà de son rôle :

*« Ceinte d'une écharpe rouge et armée de revolvers, elle a accompagné et même entraîné à plusieurs reprises son mari<sup>83</sup> »*

et a combattu avec lui sur le Pont d'Austerlitz ; on l'appelle d'ailleurs « la capitaine ».

Léontine Suetens a suivi son homme au combat<sup>84</sup>. Cantinière au 135<sup>e</sup> bataillon, elle aurait participé (aux dires des témoins lors de son procès) à la construction des barricades. Blessée à deux reprises, elle ne quitte pas son écharpe rouge et son fusil Chassepot, secourant les blessés jusqu'au bout. Son amie, Eulalie Papavoine, suit aussi son compagnon caporal du 135<sup>e</sup> bataillon (avec qui elle a un enfant) : ambulancière, elle administre les premiers secours aux blessés avant de les transporter à l'hôpital de la Charité. En revanche, Joséphine Marchais aurait forcé son amant à combattre sur les barricades : les derniers jours de mai, elle est vue au combat portant chapeau tyrolien et fusil. Connue pour son engagement socialiste et internationaliste<sup>85</sup>, Élisabeth Rétiève a été vue au Palais de la Légion d'honneur par des témoins, portant écharpe rouge et fusil en bandoulière.

Les femmes se battant avec et comme les hommes sur les barricades furent nombreuses.

*« Drapeau rouge en tête, les femmes étaient passées ; elles avaient leur barricade place Blanche, il y avait là Élisabeth Dmitrieff, madame Lemel, Malvina Poulain, Blanche Lefebvre, Excoffon. André Leo était à celle des Batignolles. Plus de dix mille femmes aux jours de mai, éparses ou ensemble, combattirent pour la liberté<sup>86</sup>. »*

Dans cette lutte à mort, les Versaillais fusillèrent à tour de bras. Les femmes de *L'Union* défendent les Batignolles, drapeau rouge en tête. Parmi elles, Blanche Lefebvre du



La barricade de la place Blanche défendue par des Femmes.

*Barricade de la Place Blanche, Hector Colomb dit B. Moloch. 1793, Musée Carnavalet*

Comité central de l'Union, celle

*« qui aimait la Commune comme on aime un homme » :*

elle tombe le 23 mai. Cent vingt femmes ont tenu avec elle la barricade de la place Blanche et ont fait échec plusieurs heures aux troupes versaillaises<sup>87</sup>. Leurs balles

*« ont fait, comme le disait un communard à Jules Vallès, un trou dans le ciel<sup>88</sup>. »*

Vers 11 heures du matin, exténuées et sans munitions, elles reculent. Celles qui sont saisies sont immédiatement passées par les armes sans autre forme de procès.

Mais Paris s'embrase, des incendies éclatent de tous côtés. Que n'a-t-on dit, et ne dit-on encore, sur les fameuses *pétroleuses* ! La droite réactionnaire et les historiens bourgeois, adeptes de l'Histoire *apaisée*, ont toujours imputé – encore aujourd'hui – la responsabilité des incendies aux communards. En réalité, les bombes à pétrole et les obus incendiaires lancés par les troupes des amis de l'ordre et de la propriété, dès le début avril, ravagèrent des pans entiers de la capitale et de la proche banlieue – tout est bienvenu pour sauver leur « République » monarchiste.

82 *Journal officiel* le 9 avril 1871.

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k20954639/f1.item.zoom>

83 A.N.BB24, cité par Edith Thomas, *op. cit.*, p. 214.

84 « Je voulais suivre le sort de mon amant », a-t-elle déclaré au juge lors de son procès en septembre 1871. Cité par Edith Thomas, *op. cit.*, p. 237.

85 Germaine Mailhé, *Déportations en Nouvelle-Calédonie des communards et des révoltés de la Grande Kabylie (1872 à 1876)*, L'Harmattan, 1994, p. 118.

86 Louise Michel, *La Commune*, p.332. [http://classiques.uqac.ca/classiques/michel\\_louise/la\\_commune/la\\_commune.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/michel_louise/la_commune/la_commune.html)

87 Article non signé intitulé « La nuit et la journée du 23 mai Montmartre et Batignolles » paru dans le tout dernier numéro du *Journal officiel* le 24 mai 1871.

<https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/commune/communedeparis/JOmatin/0524.pdf>

88 Jules Vallès, *op. cit.*, p.468.

« Tous les incendies d'alors ne furent pas le fait de la Commune, certains propriétaires ou commerçants, afin d'être richement indemnisés de bâtisses ou de marchandises dont ils ne savaient que faire, y mirent le feu<sup>89</sup>. »

Les communards, eux, ne s'attaquèrent pas aux maisons des « riches », et ne brûlèrent aucune église. Lorsqu'ils mirent le feu fin mai, ce fut surtout pour empêcher les troupes versaillaises d'avancer, les obliger à avancer à découvert. Les incendies furent le seul moyen de défense des Fédérés face aux Versaillais massacrant sans pitié les insurgés prisonniers.

« Nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces incendies qui détruisaient des instruments d'oppression monarchique et bourgeoise ou protégeaient les combattants<sup>90</sup>. »

L'incendie des Tuileries ne fut lui que le point final mis à un certain 10 août 1792, celui de la déchéance de Louis XVI, suivi de la proclamation de la République le 21 septembre.

« Versailles a juré d'égorger la République ; Paris a juré de la sauver. »

Que dire de l'article 14 des statuts de *L'Union des femmes* :

« Les sommes qui resteront [...] seront utilisées à l'achat de pétrole et d'armes pour les citoyennes qui combattent aux barricades » ?

Il serait hypocrite, comme le dit Edith Thomas<sup>91</sup>, de prétendre que ce pétrole devait servir au chauffage. En accablant en effet pétrole et armes, il est clair que les femmes de *L'Union* envisageaient de l'utiliser comme ultime moyen de défense. Cela a joué en leur défaveur lors de leurs procès et est toujours utilisé par les descendants de Thiers et consorts : le 3 février 2021, Rudolph Granier, conseiller LR de Paris, a déclaré :

« La Commune n'a pas été l'amie des monuments, à commencer par l'Hôtel de Ville, dont l'incendie a aussi ravagé les archives. Du palais des Tuileries au Conseil d'État, en passant par le palais de la Légion d'honneur

pour n'en citer que quelques-uns, les incendies de la Commune ont détruit des pans entiers de la capitale. »

Pourtant les spécialistes de la période s'accordent tous à dire que les bombes incendiaires versaillaises ont fait bien plus de dégâts. Comme le dit un vieux proverbe espagnol, « un mensonge ne meurt jamais de vieillesse ».

Benoît Malon et Louise Michel avancent le chiffre, difficilement vérifiable, de 10 000 combattantes dans Paris. Dans tous les cas, les chiffres montrent le courage de ces femmes qui savaient pertinemment que la partie était perdue. Elles n'ont manqué, Monsieur le chanoine Sarkozy, ni de la « radicalité du sacrifice de leur vie, ni de l'engagement porté par l'espérance » ! Elles n'étaient pas écervelées et connaissaient les risques encourus.

« Je m'attends à mourir un de ces jours sur une barricade »,

écrivait Élisabeth Dmitrieff à Hermann Jung le 24 avril 1871 (lettre destinée en fait à Karl Marx).

### 3. Les « terroristes » de la Résistance en France

Leurs descendantes des années noires 1939-1945, pas plus âgées qu'elles, savaient aussi à quels dangers elles s'exposaient. On ne connaîtra probablement jamais le nombre précis de résistantes. En effet, contrairement aux Communardes, pas de rapports policiers et judiciaires, car pas de procès. On ignore donc le nombre exact d'arrestations, déportations et exécutions de femmes de la part des Allemands et de Vichy. On connaît leur parcours par leurs témoignages ou ceux de leurs camarades, surtout pour celles qui y ont laissé leur vie ; les autres sont rentrées dans l'ombre sitôt la guerre finie. Pourtant, tout comme leurs aînées de 1789 et 1871, elles surent mêler combat social et combat politique, sortant du foyer pour entrer dans l'illégalité, dans la Résistance. Dans les zones de population très dense, comme le Nord et le Pas-de-Calais, « zone interdite » soumise à la terrible occupation militaire allemande, la population souffrit dès le début de la guerre des contraintes de l'économie de pénurie. Chômage, manque de nourriture et de chauffage – le charbon étant pillé au profit du Reich –, conditions de travail des mineurs plus déplorables que jamais sous la houlette nazie poussèrent les ouvrières à préparer de grandes manifestations. Dans les interminables files d'attente des boulangeries et des épiceries, elles discutent et préparent les actions, le plus souvent à l'initiative des comités populaires féminins appelés *comités des ménagères*, organisés par le PCF. Dès août 1940, Martha Desrumaux, dirigeante du Parti, réunit clandestinement des responsables communistes dans le Douaisis afin d'organiser

89 Louise Michel, *La Commune*, [http://classiques.uqac.ca/classiques/michel\\_louise/la\\_commune/la\\_commune.html](http://classiques.uqac.ca/classiques/michel_louise/la_commune/la_commune.html) p. 345.

90 *Aux Communeux*, publié par les proscrits de Londres, 1874, *idem*, p. 518. Ainsi que la citation suivante.

91 Op.cit. p. 230.



Émilienne Marie Mopty  
(1907-1943)

la lutte des mineurs. Le 1<sup>er</sup> mai 1941, drapeaux rouges et tricolores mêlés pavoisent les terrils, tandis que des faucilles et marteaux ornent les murs. Le 27 mai 1941, c'est la grève : sur les 143 000 mineurs recensés, 100 000 cessent le travail. La grève, qui dura du 27 mai au 9 juin – soit bien avant l'invasion de l'Union soviétique – fut la grève la plus importante de l'Europe occupée durant toute la guerre. Comme les Communardes, les femmes des mineurs furent les gardiennes vigilantes de la Résistance : elles interpellaient les « jaunes » à la sortie des cités pour les inciter à refuser le travail. Elles barrèrent les routes afin d'empêcher la circulation des automitrailleuses allemandes et des voitures de police. Parmi les organisatrices : Émilienne Mopty, mère de trois enfants, militante communiste, prit la tête des marches de femmes en soutien aux mineurs grévistes. Malgré la terrible répression, elle organisa des barrages routiers et des manifestations, transporta des armes et des explosifs et chercha des armes pour les résistants.

Le 4 avril 1942, le PCF clandestin chargea l'Organisation spéciale (OS) « d'organiser des manifestations contre le rationnement, d'envahir en masse les restaurants et épiceries de luxe et de partager les vivres ». Le dernier dimanche de mai, jour de commémoration de la Commune par le PCF, une manifestation fut organisée devant un magasin d'alimentation du 6<sup>e</sup> arrondissement pour distribuer des boîtes de conserves aux ménagères. Les militantes étaient menées par une institutrice communiste, Madeleine Marzin. Un tract dénonçait le gouvernement de traîtres et se plaçait dans le fil des révolutionnaires précédentes :

*« En 1789 ce sont les femmes de Paris qui aux cris « du pain ! du pain ! » ont ramené de Versailles « le boulanger, la boulangère et le petit mitron », en 1871 en ce mois de mai justement, ce sont les femmes de la Commune qui, manquant de tout, ont été les plus ardentes. Serions-nous moins courageuses et moins décidées qu'elles<sup>92</sup> ? »*

Une bagarre avec les employées s'ensuivit et deux policiers furent tués par l'équipe communiste assurant la protection. L'événement fut qualifié par les autorités d'« attentat terroriste » après l'arrestation d'une vingtaine de personnes, dont la « meneuse » Madeleine Marzin.

Il y eut peu de mouvements armés spécifiquement féminins sur le sol français dans la Résistance<sup>93</sup>, sauf en mars 1944 où certaines, enthousiasmées par les exploits des partisans de l'Union soviétique contre l'envahisseur nazi, constituèrent spontanément un groupe FTP de femmes, en déclarant que

*« c'est aux femmes françaises que doit revenir l'honneur de mettre hors d'état de nuire les femmes boches utilisées dans la DCA et autres services de l'ennemi<sup>94</sup> ».*

La plupart du temps, les femmes se fondirent dans les différents mouvements surtout comme agents de liaison. Cela représentait un danger extrême : en effet, certains hommes, syndicalistes ou politiques, plus ou moins connus et repérés et ne pouvant sortir de leurs caches, les femmes couraient des risques énormes en assurant les liaisons entre les uns et les autres. Elles pouvaient être filées par la police française en civil ou par des gestapistes, et comme elles portaient souvent des documents importants, une fois prises, elles étaient extrêmement exposées<sup>95</sup>. Maï Politzer, la femme du philosophe Georges Politzer, communiste, transportait les textes de son époux aux imprimeries clandestines. C'est avec lui, Hélène Solomon-Langevin et Jacques Solomon, tous communistes, qu'elle fonda le journal clandestin *L'Université libre*. D'autres femmes (ou les mêmes) transportaient des armes dans des valises, alors que des policiers français ou

92 <https://maitron.fr/spip.php?article120797>

93 Sauf durant 4 mois en 1943, un détachement baptisé « Rodina » (« La patrie »), constitué de femmes soviétiques (russes, biélorusses), évadées du camp de concentration d'Errouville dans le Nord-Est de la France.

94 Bulletin intérieur du 1<sup>er</sup> mars 1944 des FTP. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7620489j/f5.item.r=Forces%20fran%C3%A7aises%20int%C3%A9rieures%20Front%20national%20Communiste%20des%20Franco-tireurs.langFR>

95 Vous pourrez « admirer » avec quelle subtilité la fiche Wikipedia qui traite des femmes dans la Résistance ne prononce pas le mot de communiste, même à propos des militantes reconnues. Et parmi les couples de résistants ne sont même pas évoqués Maï et Georges Politzer : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Femmes\\_dans\\_la\\_R%C3%A9sistance\\_int%C3%A9rieure\\_fran%C3%A7aise](https://fr.wikipedia.org/wiki/Femmes_dans_la_R%C3%A9sistance_int%C3%A9rieure_fran%C3%A7aise)



29 août 1944 à Marseille



Madeleine RIFFAUD

allemands fouillaient les bagages devant les gares. Sans elles, pas de liaison, pas de renseignements, pas de transfert de l'un ou l'autre vers un maquis ou une nouvelle cache, parfois pas de ravitaillement ; c'est d'ailleurs en allant ravitailler Maï et Georges Politzer que Danielle Casanova, militante communiste, secrétaire générale de *L'Union des Jeunes filles de France* (UJF) depuis 1936, fut arrêtée le 15 février 1942. *L'Union des Jeunes filles de France* fut le pendant féminin des *Jeunesses communistes*. Danielle et ses camarades comme Marie-Claude Vaillant Couturier militaient pour l'émancipation des jeunes femmes et l'égalité entre les sexes dans tous les domaines, tant professionnels que culturels, sportifs ou de loisirs. Elles insistaient sur la double discrimination des femmes issues des milieux populaires, non seulement en raison de leur sexe, mais aussi de leur origine sociale. Ces jeunes femmes, à peine sorties de l'adolescence, avaient conscience de l'urgente nécessité de lutter pour une véritable politique de santé publique, d'éradication des taudis insalubres où vivait alors la moitié des familles ouvrières parisiennes, d'accès à une véritable formation professionnelle. Elles épousaient les accents et les buts politiques de leurs ancêtres communardes.

Autre résistante : Madeleine Riffaud, du Front national des étudiants créé par le Parti communiste, est passée d'agent de liaison à la lutte armée.

« *Entrée dans la résistance avec un nom d'hommes, un nom d'Allemand, un nom de poète, Rainer, pour Rainer Maria Rilke*<sup>96</sup> »,

elle devint ce que les nazis et leurs valets appelaient *une terroriste*. Elle apprit à poser des explosifs sur les véhicules allemands. Le 23 juillet 1944, sur le pont de Solférino, elle abattit de deux balles dans la tête un officier ou un sous-officier – « je ne sais pas son grade, a-t-elle dit, je n'ai pas eu le temps de compter ses galons ». À la veille de la libération de Paris, elle fut affectée à la *Compagnie Saint-Just*. Elle prit part à deux épisodes fondamentaux de la semaine d'insurrection : la neutralisation d'un train allemand le 23 août, jour de ses vingt ans, et l'attaque de la caserne de la place de la République, dont la garnison refusait d'accepter la reddition ordonnée par von Choltitz à la fin de la journée du 25 août. Son action lui valut une citation à l'ordre de l'armée :

« *Toujours à la tête de ses hommes, a donné pendant toute la lutte l'exemple d'un courage physique et d'une résistance morale remarquables.* »

France Boch-Serazin, chimiste, elle aussi communiste, participa aux premiers groupes de Résistance communiste de Francs-tireurs et partisans (FTP). Elle installa un petit laboratoire clandestin chez elle et fabriqua des explosifs utilisés par ses camarades dans la lutte armée. Elle participa à diverses opérations visant à détruire une industrie allemande à Saint-Ouen, des voies ferrées, un pylône stratégique à Orléans.

C'est dans les formations de FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans de la main-d'œuvre immigrée) que les femmes ont le plus joué le rôle de combattantes à main armée<sup>97</sup>. La plupart étaient très jeunes (environ 18 ans), issues des familles immigrées des pays victimes de la répression fasciste comme l'Italie, la Pologne, etc. Connaissant les chemins de l'exil de leurs parents, elles avaient une conscience plus aigüe que les autres jeunes filles de leur âge des réalités politiques.

Rosine Bet, issue d'une famille communiste italienne, avait à peine 20 ans quand elle participa, sous le pseudonyme d'Yvette, aux activités de la 35<sup>e</sup> Brigade des FTP-MOI. Agent de liaison entre le Tarn et Toulouse et avec l'unité *Carmagnole* de Lyon, elle se porta volontaire, le 1<sup>er</sup> mars 1944, avec deux camarades masculins pour faire sauter le cinéma « Les Variétés » à Toulouse, pendant la diffusion réservée aux Allemands du film antisémite *Le juif Süss*. L'opération fut un



Jeannine SONTAG (1925-1944)

échec : la bombe explosa trop tôt et elle en mourut.

Une autre jeune fille de 19 ans, Jeannine Sontag, de parents juifs polonais, fut d'abord agent de liaison du mouvement *Combat* en 1943. Désireuse de passer à l'action armée contre l'occupant, elle rejoignit le bataillon *Carmagnole* des FTP-MOI de Lyon (les seuls à se battre armes à la main contre les nazis) sous le pseudonyme de Jeannette.

## b. La répression

### 1. La fin héroïque des Communeuses

La guerre contre la Commune a duré 72 jours. Elle fit des milliers de victimes, au combat ou sous les terribles et incessants bombardements des troupes versaillaises. « Certains obus venaient par intervalles réguliers. On eût dit les coups d'une horloge, l'horloge de la mort », écrivait Louise Michel<sup>98</sup>. Elle s'achève par un bain de sang durant la dernière semaine de mai baptisée « la Semaine sanglante ». Thiers avait prévenu le 22 mai, au moment où commençait le massacre :

« *l'expiation sera complète*<sup>99</sup> ».

Les chiffres des morts avancés par les historiens oscillent

96 <https://www.humanite.fr/documentaire-les-7-vies-de-madeleine-rif-faud-combattante-en-quete-de-verite-694705>

97 *Étincelles* spécial Histoire, *Critique du dossier du concours de la résistance et de la déportation*, septembre 2020, p. 70. Cahier d'*Étincelles*, Lutte contre l'anticommunisme, *Racisme et anti-communisme : les deux faces du fascisme ! Les FTP-MOI furent pourtant le fer de lance de la Résistance française*, avril 2021, p. 25.

98 Louise Michel, *idem*.

99 Rapport Appert, *Annales de l'Assemblée nationale. Compte-rendu in extenso des séances. Annexes*. Tome XI.III, du 1<sup>er</sup> au 17 décembre 1875. Paris, Imprimerie du *Journal officiel*, A. Wittersheim, 1876, p. 178. Cité par Michel Cordillot, *Le bilan de la répression d'après le rapport Appert, op.cit.*, p. 1175.



Eulalie PAPA VOINE  
(1846-1875)



Joséphine MARCHAIS  
(1837-1874)



Élisabeth RÉTIFFE  
(1834-1882)



Léontine SUÉTENS  
(1846-?)

entre 20 000 et 25 000 morts (la mode est à la réduction). C'est en tout cas le plus épouvantable massacre de population civile en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. En rentrant dans Paris, les troupes versaillaises, qui se livrent à un véritable carnage, ciblent particulièrement les femmes, comme l'affirme Louise Michel :

« Les soldats eurent comme des bouchers les bras rouges de sang. [...] On tue comme à la chasse ; c'est une boucherie humaine : ceux qui, mal tués, restent debout ou courent contre les murs, sont abattus à loisir. [...] Ceux qui avaient encore une voix disaient vive la Commune ! avant de mourir. [...] La Commune était morte, ensevelissant avec elle des milliers de héros inconnus<sup>100</sup>. »

[...] On les amène au pied de l'affreux mur.  
C'est bien. Ils ont été battus du vent contraire.  
L'homme dit au soldat qui l'ajuste : Adieu, frère.  
La femme dit : – Mon homme est tué. C'est assez.  
Je ne sais s'il eut tort ou raison, mais je sais  
Que nous avons traîné le malheur côte à côte ;  
Il fut mon compagnon de chaîne ; si l'on m'ôte  
Cet homme, je n'ai plus besoin de vivre. Ainsi  
Puisqu'il est mort, il faut que je meure. Merci<sup>101</sup>.

Puis vient le temps des arrestations et des procès pour Louise Michel, Béatrix Excoffon, Eulalie Papavoine, et celles précédemment citées (sauf celles qui ont réussi à s'enfuir comme Élisabeth Dmitrieff, André Léo, Anna Jaclard, Paule Minck). Elles sont traînées en longues files sous les injures, les coups, et même assassinées sur le trajet menant à Versailles dans le camp à ciel ouvert de Satory. Sur leur passage, les Versaillaises frappent l'une ou l'autre de leur ombrelle :

Je plains la misérable ; elles, je les réproûve.  
Les chiennes font horreur venant mordre la louve<sup>102</sup>

Mille cinquante-quatre femmes et 651 enfants de moins de 16 ans ont été arrêtés pour leur participation à la Commune. Les procès tenus par vingt-deux conseils de guerre en plus des quatre préexistants débutent début juin 1871 et s'achèvent en 1878. Magistrats et juges militaires font défiler les futurs condamnés à un rythme d'enfer ne leur laissant guère de chance de récuser les accusations. Les femmes sont surreprésentées parmi les condamnations les plus lourdes : 13 % sont ainsi condamnées à mort, 13 % aux travaux forcés et 13 % à la déportation dans une enceinte fortifiée (contre respectivement 0,9 %, 2,3 % et 11 % pour les hommes). Le 3 septembre 1871 débute le procès dit des Pétroleuses. Papavoine, Rétiffe, Marchais, Suetens et quelques autres prises du côté de la rue

100 Louise Michel, *idem*.

101 V. Hugo, *L'Année terrible* (1872), juin 1871, XII, *Les fusillés*. [https://www.ebookgratuits.com/blackmask/hugo\\_année\\_terrible.pdf](https://www.ebookgratuits.com/blackmask/hugo_année_terrible.pdf)

102 *Idem*, IX, *La prisonnière passe*.

de Lille et de la Légion d'honneur en flammes sont aussitôt accusées d'avoir allumé les incendies. Malgré les témoins affirmant qu'ils n'ont jamais vu aucune de ces femmes manipuler des barils de pétrole puisqu'elles soignaient les blessés (ce fut d'ailleurs l'émouvante réponse d'Eulalie Papavoine au président de la Cour), Élisabeth Rétoffe, Joséphine Marchais et Léontine Suetens sont condamnées à mort, et Eulalie Papavoine à la déportation dans une enceinte fortifiée. Est-ce le manque évident de preuves ou l'intervention de Victor Hugo ? Les juges de la Commission des grâces<sup>103</sup>, pourtant épouvantablement inflexibles, commuent la peine en travaux forcés à perpétuité en Guyane.

D'autres femmes ont vu leur condamnation à mort commuée en déportation : embarquées sur de vieilles frégates comme la *Virginie*, où elles sont 19 communardes enfermées dans des cages, elles voyagent durant 120 jours avant d'atteindre les bagnes de Nouvelle Calédonie ! Combien de femmes agonisantes, dépouillées de leurs vêtements pour leur ôter toute dignité, ont ensanglanté les rues de Paris ? Combien sont mortes dans les prisons, dans les bateaux qui les transportaient en Guyane ou en Nouvelle Calédonie ?

Ces milliers de victimes populaires comptent bien moins aux yeux de nos hommes politiques aujourd'hui que les 84 otages fusillés de la Commune<sup>104</sup>. La tête de Marie-Antoinette pèse plus lourd dans l'Histoire que les milliers de femmes qui se sont battues pour une vie meilleure. Toutes les vies n'ont pas le même prix.

*Des bandits ont tué soixante-quatre otages  
On réplique en tuant six mille prisonniers  
On pleure les premiers, on raille les derniers<sup>105</sup>*

## 2. « Une bonne communiste est une communiste morte »

Les « terroristes » de la Résistance française furent traitées de la même manière que leurs aïeules, voire pire, particulièrement les membres du Parti communiste qui n'avaient aucune chance de survie ou si peu. Elles subissaient les tortures, puis la peine de mort ou la déportation –

« Là où je vais vous envoyer ce sera pire que la mort »,

disait Klaus Barbie, le boucher de Lyon, à ses victimes au sujet des camps –, suivant la procédure « à huis clos et dans le secret le plus absolu » des décrets *Nacht und Nebel* (Nuit et Brouillard) de 1941. Les femmes condamnées à mort ne pouvant être

exécutées en France, elles sont transférées dans les prisons allemandes et guillotines<sup>106</sup>, à l'image d'Olga Bancic, résistante FTP-MOI du groupe Manouchian qui, après avoir été épouvantablement frappée à coups de nerfs de bœuf, fut exécutée à Stuttgart<sup>107</sup>. Emilienne Mopty fut arrêtée par la Gestapo le 16 septembre 1942 alors qu'elle se rendait à la citadelle d'Arras dans le but d'attaquer un peloton d'exécution. Atrocement torturée, elle fut condamnée à mort par le tribunal de la Feldkommandantur d'Arras. Déportée le 12 janvier 1943, dirigée vers la prison de Bruxelles puis celle de Cologne, elle fut guillotinée au soir du 18 janvier 1943 à 35 ans ; elle aurait murmuré « mes enfants », juste avant que sa tête tombe dans le panier.

France Bloch Serazin, arrêtée le 16 mai 1942 par la police de Vichy, vécut aussi un calvaire durant quatre mois de cellule, puis comparut devant un tribunal spécial allemand et fut condamnée à mort. Déportée en Allemagne le 10 décembre 1942, elle fut guillotinée à Hambourg le 12 février 1943, quelques jours avant son trentième anniversaire. La jeune Jeannine Sonntag, fut arrêtée le 3 juillet 1942 alors qu'elle participait à la destruction de véhicules de la Wehrmacht dans un garage lyonnais. Ses camarades masculins, avec leurs chaussures en cuir, réussirent à s'échapper par le toit de la maison voisine sur une planche étroite ; mais Jeannine, qui portait des chaussures de bois brut glissantes, tomba et fut arrêtée par un Groupe mobile de réserve (GMR)<sup>108</sup>. Horriblement torturée par la Gestapo, elle ne parla pas. Au matin du 20 août elle fut extraite, avec 120 autres détenus, de sa cellule du Fort-Montluc. Emmenés en car dans un fort désaffecté de Saint-Genis Laval, les prisonniers furent fusillés par petits groupes. Les derniers entrés marchaient sur les corps de ceux qui râlaient encore au sol avant de tomber à leur tour. Après la fusillade, les bourreaux incendièrent la maison avec de l'essence et du phosphore, puis la firent exploser.

Maï Politzer et Danielle Casanova, déportées dans le « convoi des femmes » le 24 janvier 1943<sup>109</sup>, ne revinrent jamais de ce lieu où elles moururent toutes deux du typhus en 1943.

*Les mots sont nuls et peu touchants  
Maï et Danielle Y puis-je croire ?  
Comment achever cette histoire  
Qui coupe le cœur et le chant<sup>110</sup>*

106 Le 28 décembre 1936, le ministère de la Justice du Reich ordonna que les exécutions se fassent par décapitation à la guillotine mais plus à la hache, ou encore par pendaison.

107 Cahier d'Étincelles spécial Histoire, *Critique du dossier du concours de la résistance et de la déportation*, septembre 2020, p. 70.

108 Les unités paramilitaires de Vichy aux ordres de Bousquet, spécialisées dans les attaques contre les maquis, devinrent les CRS, « Compagnies républicaines de sécurité » en décembre 1944.

109 La majorité des 230 femmes étaient des résistantes. Elles entonnèrent *La Marseillaise* en rentrant dans le camp.

110 Louis Aragon, octobre 1943, *Le Musée Grévin*.

103 Instituée par l'Assemblée nationale le 10 juillet 1871.

104 Les ecclésiastiques ne furent fusillés que parce que Thiers avait refusé l'échange de 74 d'entre eux proposé par la Commune contre le seul Blanqui. L'archevêque Darboy fut effectivement plus utile mort que viv à *nabot monstrueux*.

105 Victor Hugo, *idem*. IV. *Est-il jour ? est-il nuit ?*

Marie-Claude Vaillant Couturier et Hélène Solomon Langevin, parties dans le même convoi, ont survécu et continué leur combat, malgré la maladie. D'autres se sont évadées comme Madeleine Marzin et Madeleine Riffaud et ont toujours milité après la guerre, chacune à leur manière. Enfin, Hélène Kro, qui participa à de nombreuses opérations des FTP-MOI de la région parisienne contre l'occupant, fut arrêtée en décembre 1942 après que les inspecteurs de la BS<sup>111</sup> eurent perquisitionné chez elle et tendu une souricière aux membres du groupe. Voyant arriver son chef de groupe par la fenêtre, elle se jeta sans hésiter du 5<sup>e</sup> étage, laissant orphelin un petit garçon de 4 ans. Son camarade, voyant son corps s'écraser devant lui, sut qu'elle venait de lui sauver la vie à lui ainsi qu'au reste de son groupe.

Comment peut-on aujourd'hui passer sous silence toutes ces femmes? Comment ose-t-on faire taire leurs voix, leurs colères, leur désespoir et leurs espérances? Silence de plomb volontaire à n'en pas douter. En effet, il ne s'agit pas d'oubli, il s'agit d'occultation. Et pour cause, ces femmes dont les noms apparaissent dans les archives policières, judiciaires et dans les témoignages de leurs camarades aujourd'hui disparus eux-aussi, sont l'image même du refus de la soumission, de la résistance à l'oppression, de la révolte face aux injustices et aux inégalités, en définitive d'un mot honni par les castes possédantes: de la Révolution pour accoucher d'un autre monde; un monde de justice sociale, d'égalité et de paix. Loin d'être des *furies*, des *pétroleuses*, des *terroristes*, elles furent toutes les combattantes d'une classe ouvrière avide de dignité, d'une France multiple où les étrangères prirent fait et cause pour la lutte révolutionnaire. En vertu de quoi, ne seraient-elles donc pas dignes d'entrer au Panthéon de cette Patrie qu'elles ont défendue jusqu'au sacrifice suprême? Ne sont-elles pas bien plus dignes qu'une Claudie Haigneré qui, du fait de son statut international, ne paie même pas ses impôts en France, de voir des établissements scolaires porter leur nom? Ne sont-elles pas des exemples de civisme, de citoyenneté, de patriotisme dont les jeunes filles de notre temps pourraient s'inspirer?

Ne valent-elles pas des milliers de fois ces femmes qui, à l'instar des hommes, mettent à bas tous les acquis révolutionnaires: Myriam El Komri, initiatrice de la casse du Code du travail, Christine Lagarde, à la tête du FMI, spécialiste des plans d'austérité, Laurence Parisot présidente du MEDEF, apôtre de l'abandon de la durée légale du temps de travail, du report de l'âge de la retraite, de la flexibilité du travail: tout ce qui a été combattu par ces héroïnes. Et que dire d'une Elisabeth Borne qui a démantelé le rail français et brisé le

statut protecteur des cheminots et cheminotes? D'une Valérie Pécresse, rapporteuse d'une mission d'information des violences faites aux femmes en 2002 et qui a proposé, alors qu'elle était ministre du Budget en 2011, plus de 150000 suppressions de postes dans la fonction publique d'Etat? C'est sans aucun doute pour lutter contre les violences faites aux femmes qu'elle les plongea sans hésiter dans la misère.

On parle de violences faites aux femmes? Mais ces femmes-là ont fait partie sans vergogne de ces instances gouvernementales européennes et mondiales, qui ont détruit le Code du travail, les conventions collectives, la justice prud'homale, et saccagé le statut du secteur public, étendu partout la précarité de l'emploi en délocalisant et privatisant ce qui reste du *made in France*, comme on dit en globish, qui ont bloqué le SMIC et les revenus du travail, les indemnités de chômage, les allocations familiales et les retraites par répartition, et comble de tout, déremboursé des médicaments dits de « confort » que bon nombre d'assurés ne peuvent plus acheter car les prix se sont immédiatement envolés. Ne sont-ce point là des violences faites aux femmes? Celles dont il a été ici question ont lutté exactement pour l'inverse: pour un Code du travail qui respecte la vie des femmes et de leurs enfants, pour des emplois sans peur du lendemain, sans heures de travail qui s'éternisent sur la machine ou dans un bureau jusqu'à l'épuisement, pour de sérieuses indemnités face au chômage et à la précarité de l'existence, pour des retraites qui n'arrivent pas à la limite de leur espérance de vie et qui ne soient pas une aumône, pour l'assurance de soins de qualité et une éducation de valeur et égale pour tous les enfants. Elles sont mortes fusillées, torturées, déportées dans l'espoir que leur sacrifice ne serait pas vain et que les jeunes des générations futures n'auraient pas à souffrir les mêmes maux qu'elles avaient endurés.

Suivons à notre tour leur fil rouge et, comme Louise Michel, déclarons :

*« J'ignore où se livrera le combat entre le vieux monde et le nouveau, mais peu importe : j'y serai. Que ce soit à Rome, à Berlin, à Moscou, je n'en sais rien, j'irai et sans doute bien d'autres aussi. Et quelque part que ce soit, l'étincelle gagnera le monde. »*

**Puisse notre *ÉtincelleS* gagner aussi le monde.**

111 Brigade spécialisée dans la lutte contre les communistes.

# QUE VIVE LA COMMUNE !

ÉPOPÉE COMMUNARDE ET JACOBINISME :  
les fondements d'un patriotisme révolutionnaire

« (...) Les historiens du prolétariat voient dans le jacobinisme l'un des points culminants les plus élevés atteints par une classe opprimée dans la lutte pour son émancipation. Les Jacobins ont donné à la France les meilleurs exemples de révolution démocratique et de riposte à la coalition des monarques contre la république. Il ne pouvait être question pour eux de remporter une victoire complète, surtout parce que la France du XVIII<sup>e</sup> siècle était entourée sur le continent de pays trop arriérés et parce qu'en France même les bases matérielles du socialisme, les banques, les syndicats capitalistes, l'industrie mécanique, les chemins de fer, faisaient défaut.

Le « jacobinisme » en Europe ou à la frontière de l'Europe et de l'Asie, au XX<sup>e</sup> siècle, serait la domination de la classe révolutionnaire, du prolétariat, qui, épaulé par la paysannerie pauvre et mettant à profit les conditions matérielles existantes favorables pour marcher au socialisme, pourrait non seulement apporter tout ce que les Jacobins du XVIII<sup>e</sup> siècle apportèrent de grand, d'indestructible, d'inoubliable, mais amener aussi dans le monde entier la victoire durable des travailleurs. Le propre de la bourgeoisie est d'exéquer le jacobinisme. Le propre de la petite bourgeoisie est de le craindre. Les ouvriers et les travailleurs conscients croient au passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, opprimée, car c'est là le fond du jacobinisme, la seule issue à la crise, la seule façon d'en finir avec le marasme et la guerre. »

Lénine, *La Pravda* n° 90, 7 juillet (24 juin) 1917<sup>1</sup>.

Qu'on pardonne la longueur de cette citation introductive mais la Commune est un événement d'une telle importance mondiale, et elle cristallise des enjeux si décisifs pour la victoire de la classe travailleuse, qu'on ne pouvait en faire l'économie.

1 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/07/vil19170707.htm?fbclid=IwAR0AuarELCR7VIUK8Q1bgD84l8Ern-yomg2-A1s2b9p-KTD6SvMgSA5mSiE#n1>



Traumatisme pour la classe ouvrière, cauchemar refoulé pour la classe capitaliste transnationale, la Commune est un événement qui clôture le XIX<sup>e</sup> siècle (pour rappel macabre, le bilan de la Semaine sanglante est de 20 000 morts, 38 000 arrestations et 10 000 déportations) et qui, avec l'échec du 1905 russe, est une leçon d'action politique précieuse pour le mouvement prolétarien. Par ailleurs, la Commune hante la bourgeoisie européenne, comme le souligne cette phrase révélatrice de Christophe Barbier, prononcée en novembre 2019... c'est-à-dire hier. Ainsi ce dernier a-t-il retracé, non sans quelques bouffées délirantes décomplexées, une filiation d'ordre direct entre Emmanuel Macron et Adolphe Thiers :

« (...) Premier ministre de Louis-Philippe, très jeune, comme Macron, et qui revient en 1870 pour installer et conforter la République. [...] En massacrant les Communards, il sauve la République. Sinon nous aurions eu Lénine maire de Paris, et président de la France à ce moment-là. [...] Adolphe Thiers, maintenant son côté répressif – et Macron l'a été – moins sanglant – avec les Gilets jaunes. L'ordre et les libertés. "Les libertés nécessaires", disait Adolphe Thiers. Il y a une vraie filiation aussi avec Adolphe Thiers, bien oubliée aujourd'hui? »

Si Barbier n'est que le symptôme d'une haine de classe démente, il ne sera pas question de traiter, ici, de cette triste passion élitaine (« Sauvé, sauvé ! Paris était au pouvoir des nègres ! », s'était encore félicité Alphonse Daudet au terme des égorgements versaillais). En outre, n'étant pas historien, il ne sera pas non plus question de présenter biographiquement, et en détail, les Jacobins socialistes de 1871. Il y en eut pourtant, comme Charles Delescluze par exemple, qui ont participé à l'épopée communarde en y perdant la vie, après avoir défendu la mise en place d'une organisation de Paris sur le modèle montagnard issu de la Constitution de 1793 (qui est, dans son genre, un chef-d'œuvre jacobin de démocratie localiste et communarde authentique). Par ailleurs, pour être tout à fait exhaustif sur le plan de l'analyse historique, et au-delà de tout tropisme parisien, il nous faudrait encore démontrer comment il y eut d'autres épisodes communards en France, comme à Marseille et à Lyon, et qui furent également écrasés dans le sang.

Dans cet article, notre tâche consistera bien davantage à étudier l'enjeu idéologico-pratique présent dans le rapport qu'ont entretenu les très nombreux amis de la Commune au jacobinisme et, plus largement, à considérer les problématiques tactiques qui lui ont survécu, non seulement en octobre 1917, mais au sein des luttes populaires mondiales d'hier, et d'aujourd'hui.

À première vue, un tel sujet peut paraître strictement intellectuel, voire scolastique, ayant été rendu vétuste et poussièreux par bien des modes idéologiques contemporaines, dont la prolifération est toujours utile afin d'étouffer l'essentiel. Seulement, le problème auquel nous nous confrontons n'est pas seulement historiographique mais historique, au sens fort. Car le jacobinisme constitue, en lui-même, une frontière idéologique irréductible à l'intérieur du mouvement ouvrier, et qui oppose presque toujours les léninistes aux proudhoniens, aux trotskistes, aux Girondins sociaux-démocrates et aux mencheviques.

En effet, à travers le jacobinisme, différentes balises de démarcations inconciliables se retrouvent plantées à l'intérieur du mouvement ouvrier: des enjeux d'organisation et

d'efficacité, de pacifisme lucide et d'autodéfense résolue, de démocratie prolétarienne concrète et centralisée sans oublier, enfin, la dialectique internationaliste à même d'établir une progression effective, et géopolitique, des conquies révolutionnaires.

Arrêtons-nous un instant sur un auteur souvent invoqué, en France, pour dénoncer la pression autoritaire, sinon totalitaire, qui serait inhérente au jacobinisme : **Pierre-Joseph Proudhon**, apôtre avant l'heure de la décentralisation, du fédéralisme et pourfendeur de l'État-nation (une colonne vertébrale idéologique chez lui).



Pierre-Joseph PROUDHON  
vers 1860

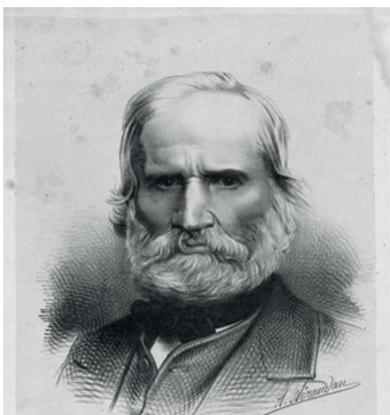
En outre, Proudhon fut une inspiration puissante du socialisme français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un auteur très écouté, un homme politique influent. Ses thèses mutualistes et fédéralistes trouvèrent un large écho, et dans de nombreux domaines, parfois extrêmement contradictoires. Encore progressiste au XIX<sup>e</sup> siècle, son héritage politique laisse toutefois songeur au fur et à mesure que le temps passe. En effet, sa postérité politique eut d'abord quelques passages mouvementés, au début du XX<sup>e</sup> siècle, non seulement auprès de la gauche antimarxiste, mais des royalistes et de quelques syndicalistes soreliens (voir l'histoire du Cercle Proudhon). Elle oscille désormais, au XXI<sup>e</sup>, entre la revue *Éléments*, le fédéraliste païen Alain de Benoist, le confucianiste identitaire Thibault Isabel, l'inénarrable Michel Onfray et même quelques libéraux libertariens (comme les éditions Les Belles Lettres, qui ont publié des recueils de textes de Proudhon sur la défense de la liberté, c'est-à-dire de la propriété privée fondée sur le travail individuel, autrement dit l'abstraction théorique).

Pourfendeur acharné de Robespierre et habité par une haine féroce de Rousseau, le penseur anarchiste fut pourtant écartelé, lors des Trois Glorieuses, par une prudente indécision qui n'était pas seulement le fruit d'une volonté de préserver sa liberté d'opiner au sein d'une foule sans idées. En fait, pendant les journées de 1848, Proudhon se heurta violemment à la question républicaine et avec tout ce qu'elle comporte, en France, de passif jacobin. Car pour Proudhon,

2 <https://twitter.com/philippemurer/status/1195741240442138625?lang=fr>

si la République pose la question sociale, elle ne peut pas y répondre. En effet, en 1848, Proudhon est encore davantage socialiste qu'individualiste, et il refuse à l'époque une subordination du social au politique (ce qu'il ne défendra plus dans *Théorie de la propriété* en 1862). Car selon lui, si jamais les droits des *producteurs* (catégorie qu'il définit selon une théorie très particulière de la valeur) sont subordonnés aux droits du citoyen, on est alors en dictature pure et simple. En radicalisant cette opposition assez étrange et intellectualiste, il se maintient à l'écart du tumulte de telle sorte que, à la fin de la répression, il est l'un des seuls députés socialistes laissés en liberté. C'est en quelque sorte la rançon de la spécificité.

Si Proudhon tortille de la plume pour se préserver, la comparaison d'un tel comportement avec l'attitude d'un **Auguste Blanqui** est cruelle.



Louis Auguste BLANQUI

Déjà agissant en 1848, toujours menaçant en 1871, Blanqui n'a pas le goût des paradoxes. Il ne dit pas comme Proudhon à ses débuts que « la propriété c'est le vol » (comment d'ailleurs le vol du bien d'autrui pourrait-il être le vol du vol ?, nous dit Marx), pour la défendre plus tard une fois parvenu à la sagesse des vieux jours. Blanqui lui, nous dit plus justement que « la propriété est du travail volé ». Sans prétention de théoricien, il définit clairement l'enjeu de la lutte. Patriote, jacobine et révolutionnaire, la clarté de Blanqui n'a d'égal que son absence de concession :

*« L'État social étant gangrené, soutient-il, pour passer à un état sain, il faut des remèdes héroïques ; le peuple aura besoin pendant quelque temps d'un pouvoir révolutionnaire. »*

La nécessité d'une dictature du prolétariat tient en ces lignes.

Blanqui n'a pas les états d'âme d'un Proudhon qui, lui, ne veut pas que le cadre social soit trop perturbé, de crainte que cela ne chahute son évasion sociale. Contre toute coexistence embourgeoisée et accommodements raisonnables, Blanqui ajoute :

*« Conclure qu'il y a entre ces deux classes une communauté d'intérêts, c'est un étrange raisonnement [...] Ce n'est pas là une communauté, mais une opposition d'intérêts ; il n'existe d'autre rapport que celui de la lutte. »*

Le rapport avec le jacobinisme peut alors paraître obscur. Seulement, il faut bien rappeler ici l'enjeu central de l'entité nationale et d'un pouvoir révolutionnaire central. Car on trouve encore chez celui qu'on surnomme « l'Enfermé » ce qu'on peut lire sous une autre forme chez Marx et Engels, pour lesquels, si les prolétaires n'ont pas de patrie, ils doivent toutefois *devenir la nation*, bien que ce ne soit nullement *au sens bourgeois du mot*. Ainsi, écrit Blanqui,

*« Le parti vraiment national, celui auquel les patriotes doivent se rallier, c'est le parti des masses. [...] Les bourgeois choisissent le régime qui fait aller le commerce, même s'il est allié à l'étranger... »*

Ainsi, dans l'histoire révolutionnaire, l'action des Jacobins fut toujours celle de plébéiens lettrés qui politisèrent un patriotisme populaire spontané, à rebours du cosmopolitisme féodal de l'Ancien Régime (pour de plus amples développements sur cette question, on peut renvoyer à l'article de Victor Leduc, « Cosmopolitisme bourgeois et internationalisme prolétarien », paru en 1952 dans *La Nouvelle Critique*, n°34).

Au niveau politique, juridique et idéologique, c'est donc ce patriotisme national très particulier qui est politisé par les Jacobins, imprégnés par l'effort intellectuel encyclopédique du XVIII<sup>e</sup> siècle et le contractualisme rousseauiste, qui n'est pas sans limites, certes, mais dont les mérites historiques sont immenses. Au niveau infrastructurel, ce patriotisme populaire, presque « spontané », est très marqué sur le plan de la classe sociale. Il est propre aux travailleurs et paysans pauvres, il est celui de gens attachés à leur environnement de vie, comme aux paysages et aux terroirs qu'ils transforment au quotidien, par leur travail, et toujours collectivement.

À ce titre, il faut être conscient que les valeurs politiques portées par la bourgeoisie se transforment au fur et à mesure que celle-ci remplit sa mission historique. De ce fait, l'identitarisme régionaliste est à démasquer, aujourd'hui, pour ce qu'il est profondément et mondialement : une compensation hystérique et majoritairement petite-bourgeoise. Cette compensation relève de la mécanique suivante : les habitants d'une région fantasment d'autant plus sur le passé et l'identité de celle-ci (corsitude, celtisme breton, indépendantisme basque, etc.) que leur région se défait pratiquement en termes de services publics et d'emploi, et que la caste politico-bourgeoise locale transforme la colère sociale en ressentiment régionaliste. Ainsi, en France, l'anti-parisianisme démagogique permet aux élites mafieuses « du coin » de maintenir

une exploitation locale, dans la plus pure tradition capitaliste, en extirpant, au moindre problème, ce que l'on nomme un « homme de paille » (tactique par laquelle on formule un argument grossier ou une posture odieuse, facilement réfutable, pour l'attribuer à un opposant réel ou construit). En l'occurrence, ce sophisme est celui de « l'État central », bien commode pour cacher ses propres impérities et corruptions gestionnaires.

Au fond, derrière l'anti-jacobinisme, qui n'est que l'un des nombreux avatars idéologiques des métamorphoses formelles de l'esprit contre-révolutionnaire, une entreprise perverse a été accomplie. Détruire Paris comme centrifugeuse prolétarienne politique consciente d'elle-même, et cultiver l'inoffensivité (non-violence et désobéissance civile), le spontanéisme (anarchisme horizontaliste) et le décentralisme idéologique (girondinisme bourgeois) dans les masses laborieuses comme dans les couches moyennes.

Voilà le programme des contre-révolutionnaires et des belles-âmes aux mains sales qui vilipendent le jacobinisme et la Nation, et c'est d'ailleurs là toute l'œuvre du très médiatique Michel Onfray (qui se plaint, chaque semaine, de ne « plus rien pouvoir dire », en dépit même de son omniprésence obscène sur les ondes !). Auteur médiocre, l'homme est toutefois une admirable synthèse réactionnaire, qui parvient à concentrer sur son illustre personne les états d'âmes sélectifs d'un Albert Camus et les poncifs civilisationnistes les plus éculés de la pensée néo-conservatrice.

Et à ceux qui, enfin, ne verraient pas de liens ou de communautés d'intérêts entre les épopées communardes, jacobines et communistes, on pourrait les inviter à se plonger avec profit dans deux séquences documentaires filmées : d'abord le petit film *Breizh Nevez* (Bretagne nouvelle) tourné en 1938, et ensuite le septième congrès du Komintern à Moscou, filmé du 25 juillet au 30 août 1935.

Tout d'abord, *Breizh Nevez* démontre qu'il n'y a pas d'opposition irréductible entre communalisme, lutte sociale, jacobinisme et centralisme progressiste bien compris. En effet, dans ce documentaire, tourné à Pont l'Abbé, le PCF breton, en relation d'amitié avec les travailleurs chrétiens, fait chanter *L'Internationale* et *La Marseillaise* aux marins-pêcheurs bretons communistes des lieux, ce qui démontre, la preuve par l'image, que ces oppositions entre centre et périphérie, Paris et la province, régionalisme et centralisme, sont avant toute chose des montages idéologiques pitoyables qui visent principalement à provoquer des scissions à l'intérieur des organisations ouvrières, pour affaiblir le camp du Travail face à celui du Capital.

Enfin, dans le second documentaire, plus important encore, Marcel Cachin explique comment, en 1935, et en un mois seulement, 71000 cartes ont été délivrées. Il décrit aussi comment, au terme de nombreuses victoires électorales, le PCF est devenu le premier parti de Paris, et pour longtemps. On voit alors la mission historique endossée par la décen-

tralisation. Cela se remarque particulièrement dans l'un des ignobles ouvrages d'un vichyste qui fait encore autorité, Jean François Gravier, le fameux *Paris et le désert français*. Son projet politique: vider la banlieue rouge de ses masses dangereuses, de ses Gaulois réfractaires et de ses travailleurs, les forcer à l'exil à la campagne et en province, par un mouvement de reflux symétrique à l'exode rural du siècle passé. Ce reflux obéit finalement à la même logique: mouvoir les corps des travailleurs d'un territoire à un autre, comme on alloue des ressources humaines, avec la réduction des coûts pour seule obsession et l'augmentation de l'extorsion de la plus-value pour unique conception civilisationnelle.

Aussi, il faut souligner que c'est à partir de la Commune que se construit le sentiment national. Aux côtés de la dynamique décentralisatrice et de la pression fédéraliste, la destruction des communes permet donc de détruire le sentiment national. En outre, cette décomposition « communes – agglomérations – métropoles » casse totalement l'idée centralisatrice de la nation et est girondine. Enfin, historiquement, il faut rappeler que la Révolution française a toujours construit son centralisme à partir des communes et c'est bien davantage le bonapartisme préfectoral qui a liquidé le pouvoir communal. Par conséquent, il ne faut pas faire de faux procès au jacobinisme !

Mentionné en début d'article, Charles Delescluze écrivait :

*« Personne ne l'ignore, la petite propriété, le petit commerce, la petite industrie tendent à disparaître devant la reconstitution manifeste d'une nouvelle féodalité financière et territoriale. Encore quelques années, [...] il n'y aura plus qu'un petit nombre de fortunes monstrueuses exploitant une nation de prolétaires. »*

C'est avec la conscience de cette mécanique et avec la maîtrise de son histoire que le mouvement ouvrier a tout à gagner à s'appropriier les fondamentaux du jacobinisme, à les transformer pour les adapter aux enjeux de son siècle et, en les enrichissant de la conception matérialiste et dialectique, à commencer à s'organiser et à regrouper ses forces pour frapper inlassablement les institutions capitalistes.

C'est pourquoi, si Paris n'est plus, dans sa composition sociologique « de base », un foyer révolutionnaire comme il le fut au XXe siècle (du temps des grands bastions rouges), il demeure néanmoins aujourd'hui un point d'action révolutionnaire, en raison de la concentration notable et abondante de centres politiques, policiers, militaires et financiers. Il n'est plus un centre populaire, mais demeure un centre décisionnaire, les Gilets jaunes provincialisés l'ont bien compris en s'y rendant chaque weekend, aux grandes heures du mouvement. Paris reste ainsi fidèle à son passé révolutionnaire.

# LA COMMUNE DE PARIS

## ET LES REVENDICATIONS CULTURELLES DE SON TEMPS

Moins que jamais, au moment de la Commune de Paris, le besoin culturel doit s'appréhender comme le remplissage d'un vide. Il s'agissait tout d'abord de disperser les ténèbres obscurantistes maintenues par l'Église catholique avec la lourdeur de son emprise, symbolisée par statues et tentures, et pesant tout particulièrement sur un enseignement déficient.

Tandis que bourgeoisie et restes de l'aristocratie profitent d'une production académique ou romantique profane, sinon laïcisée, avec ses sous-produits (opérette, romans de cape et d'épée, etc.), le Second Empire entend maintenir « le peuple » sous l'emprise de la calotte. En vain, tout particulièrement à Paris.

Les livres à 20 et 50 centimes se diffusent largement. Les ouvrages de vulgarisation sont plus lus que la littérature. Il est impossible de séparer, dans les revendications ouvrières de l'époque, l'aspiration à l'accès aux œuvres et le besoin plus large de connaissances sociales, scientifiques et techniques. Eugène Sue<sup>1</sup> cohabite donc avec la « bibliothèque utile ».

Quoi qu'il en soit, la littérature populaire se diffuse suffisamment pour être évoquée par la presse de l'Internationale, alors à ses débuts. Dans un article paru dans la *Tribune ouvrière* de 1865, le futur traître Tolain craint que dans ce type d'ouvrages le nombre de crimes n'excède celui des chapitres !

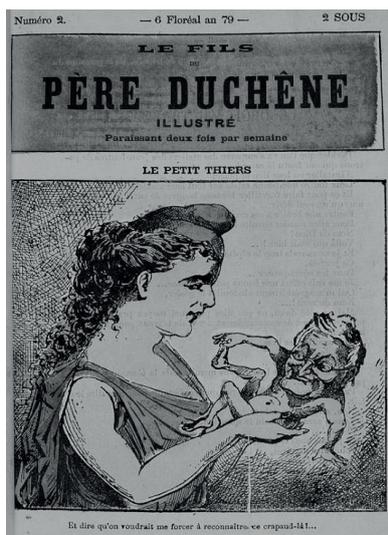
Mais la question des aspirations et revendications culturelles des ouvriers parisiens ne peut se séparer de celle des conditions de vie du prolétariat. Faible pouvoir d'achat, longues journées de travail et absence de transmission scolaire constituent autant d'obstacles à un accès à la culture...

Les pratiques très vivantes qui échappent à ces contraintes s'épanouissent spontanément. On connaît le rôle joué à l'époque par la chanson. L'image du chanteur des rues à chaque carrefour correspond-elle à une réalité de l'époque<sup>2</sup> ? Quoi qu'il en soit, Varlin, toujours lui, participait

à une chorale populaire.

Jean-Baptiste Clément avait renié sa famille aisée pour travailler en atelier. Il écrivit les trois premières strophes de *Temps des cerises* en 1866 et put avoir recours aux services d'un chanteur de l'opéra, Antoine Renard, pour la musique. La quatrième strophe évoque le souvenir de la Commune. Quant aux paroles de *L'Internationale*, elles auraient été composées durant la Commune par Eugène Pottier, dessinateur sur étoffes et poète depuis son jeune âge. La chanson fut rejointe dans son rôle de critique de l'actualité par la caricature, en plein apogée qualitative et largement diffusée elle aussi.

Si le monde ouvrier n'ignore pas le nom de Victor Hugo<sup>3</sup>, ses liens avec la « grande » peinture sont alors beaucoup plus solides que son attrait pour la littérature de qualité. Dégradées en estampes, lithographies, images d'Épinal, les œuvres plastiques sont accessibles dans toutes les vitrines et les expositions connaissent un succès massif<sup>4</sup>. À en croire les historiens, le salon de peinture est fréquenté par des foules parisiennes, sans distinction de milieu social. La constitution d'une fédération artistique par la Commune n'a donc rien d'une mesure élitiste. Dans sa proclamation du 15 avril, elle affirme tout autant les droits des artistes que ceux du public. Se réclamant de



« la libre expression de l'art dégagé de toute tutelle gouvernementale et de tous privilèges. Ils repoussent d'une manière absolue toute expression mercantile tendant à substituer le nom de l'éditeur ou du fabricant à celui du véritable créateur ».

la fabrication et au prix des instruments de musique, etc. L'accordéon moderne naît aussi en 1871 !

3 Qui ne cache pas son mépris à l'encontre des Communards : « Depuis le 18 mars, Paris est mené par des inconnus, ce qui n'est pas bon, mais par des ignorants, ce qui est pire, à part quelques chefs, qui suivent plutôt qu'ils ne guident, la Commune c'est l'ignorance. » Lettre du 28 avril 1871.

4 Nathalie Heinich, *L'élite artiste*, Gallimard, 2005, p.46

1 Eugène Sue, 1804-1857, auteur des *Mystères de Paris* et du *Juif errant*. Protosocialiste, mort en exil et enterré civilement.

2 Traiter sérieusement de cette question nécessiterait de s'intéresser à

Une proclamation toujours d'actualité aujourd'hui face aux Disney et autres Marvel.

Ces droits du « créateur » furent accompagnés d'une véritable tolérance stylistique accueillant aussi bien Daumier que Millet ou Corot. Le tout présidé (« Je préside douze heures par jour ! », écrit-il) par un Courbet dont on peut imaginer qu'ayant subi la censure, il refusait toute exclusion sur motif esthétique.

Les présupposés minima d'une vie culturelle sont évidemment le temps libre et l'alphabétisation. On sait que sous le Second Empire, le salaire réel n'augmente guère et que les conditions de logement tendent à s'aggraver<sup>5</sup>. Un kilo de pain frôle alors les 50 centimes et une journée de travail payée 4 francs constitue un bon salaire. Les bourgeois républicains de 1867 réclamaient des entrées à 50 centimes à l'exposition universelle pour « démocratiser » son public. Un bon tiers des ouvriers parisiens sont originaires des campagnes, voire de l'étranger et sont loin de savoir tous lire, sans parler des femmes. La participation active de femmes comme Louise Michel au mouvement communal ainsi que la revendication d'une instruction publique laïque généralisée pour filles et garçons constituent alors des présupposés évidents pour l'accès des masses à la culture. Par exemple, les parents d'Eugène Varlin avaient dû lui payer l'instruction primaire !

Il s'agissait donc d'envoyer les enfants à l'école et non pas à l'usine. De ce point de vue, il n'est pas tout à fait hors sujet de citer la *Revue des Deux Mondes*. Trois ans avant la Commune, ce support des idées réactionnaires (alors comme aujourd'hui) vantait le système britannique (école le matin et usine l'après-midi) :

*« Le patron doit chaque semaine se munir du certificat d'assiduité délivré pour chaque enfant par l'instituteur ; ce certificat doit être présenté à toute réquisition [...] Les amendes [...] sont très fortes et très strictement recouvrées. Les industriels anglais se louent d'ailleurs de ce régime. Ils en proclament l'utilité au point de vue de la production immédiate que l'on demande aux enfants ; leur travail fait avec plus d'intelligence, de force et d'activité, est plus rémunérateur<sup>6</sup>. »*

Ambiance...

Grands théâtres et opéras sont, de fait, inaccessibles aux travailleurs et il est extrêmement méritoire de les voir lire de manière assez massive. D'autant plus que l'État fait tout pour empêcher la création de bibliothèques. La première apparaît en 1862. On les compte sur les doigts de la main dans le Paris de la Commune.

Auguste Vermorel, futur membre de celle-ci, résume ainsi la situation en décembre 1865 :

« À en juger par ce qui se passe à Paris, il n'est guère plus facile d'établir une bibliothèque populaire que de fonder un journal politique. »

Et de fait, les nombreuses tentatives de création, en particulier dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, ne purent aboutir. Les militants socialistes s'y investissent largement<sup>7</sup>.

De ce point de vue, la Commune ne put donc, pour l'essentiel, s'intéresser qu'à la Bibliothèque nationale. Dans les conditions de l'époque, elle décréta la suppression du prêt, car les privilégiés de l'Empire « rendaient rarement » les ouvrages empruntés.

Après avoir rouvert les musées, la fédération artistique projeta une exposition. Théâtres et concerts furent invités d'une part à « contribuer pour une large part à faire entrer un rayon de soleil dans la mansarde de celui qui souffre ». À plus long terme, ils devaient fonctionner en associations ouvrières et semble-t-

il s'autofinancer.

Des concerts et récitals n'oubliant pas les déclamations poétiques furent organisés au profit des blessés, des veuves et des orphelins. Les tarifs d'entrée exigeaient un vrai effort du public populaire au regard des chiffres cités plus haut<sup>8</sup>.

Engagée dans la lutte pour « les acquis bruts et matériels sans lesquels rien de distingué et de spirituel ne peut exister<sup>9</sup> », la Commune entreprit d'atteindre des objectifs culturels durables tout en portant des traits spécifiques à son époque...

7 Duveau, *op.cit.*, p. 456-457.

8 Voir la brochure *La Commune et la culture* publiée par les Amis de la Commune.

9 Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire IV*

5 Voir Georges Duveau, *La vie ouvrière en France*, Gallimard 1946.

6 *Revue des Deux Mondes* 1868, p. 610.

# L'ANALYSE MARXISTE DE LA COMMUNE DE PARIS

## De la nécessité d'un parti d'avant-garde

On raconte qu'en janvier 1918, Lénine esquissa quelques pas de danse dans la neige lorsque le gouvernement issu de la Révolution bolchevique d'octobre 1917 dépassa d'un jour la durée de la Commune de Paris de 1871. Cette anecdote révèle la conscience de Lénine et des dirigeants bolcheviks de ce que l'histoire du mouvement ouvrier, notamment en France, avait bien montré : la bourgeoisie est prête à tout pour détruire la moindre tentative révolutionnaire de lui disputer sa dictature de classe. Au moment des journées de juin 1848, la répression fit près de 6 000 morts auxquels s'ajoutèrent plus de 10 000 condamnations à la prison ou à la déportation. Puis, au cours de la Semaine sanglante qui mit fin à la Commune de Paris, cela s'est traduit par une entente antipatriotique avec l'ennemi prussien et le massacre de 20 000 à 30 000 communards. En Russie soviétique, dès l'arrivée au pouvoir des bolcheviks, les Russes blancs ont tout fait pour tuer la révolution dans l'œuf et ils furent rejoints dans cette entreprise par quatorze nations étrangères à partir de juin 1918. Cette « guerre civile » dura près de cinq ans jusqu'à la stabilisation du pouvoir communiste et la création de l'URSS le 30 décembre 1922. Notons au passage que les tentatives de déstabilisation et d'extermination de la première grande expérience communiste au monde furent permanentes jusqu'à la fin de son existence en 1991. Mais si Lénine et le prolétariat russe ont réussi à faire triompher la révolution en Russie et à renverser durablement la dictature de la bourgeoisie dans leur pays, c'est notamment parce qu'ils avaient retenu les leçons que Marx avait dégagées de la lutte héroïque des Communards face aux forces réactionnaires. Aussi brève que fut l'expérience révolutionnaire de la Commune de Paris, elle n'en eut pas moins une importance historique majeure aux yeux de ce grand penseur. Au-delà de sa dimension héroïque, la lutte courageuse et inventive de la classe ouvrière parisienne lui permit d'approfondir et d'affiner sa conception de la Révolution et de préciser les tâches qui s'imposent aux travailleurs désireux de se libérer de leurs maîtres.

---

### I. LA MÉTHODE DE MARX ET D'ENGELS : le matérialisme historique.

#### 1) La centralité de l'Histoire dans la conception marxiste du monde.

Dès 1845, dans *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels proclament :

*« Nous ne connaissons qu'une seule science, la science de l'histoire. »*

Autrement dit, l'histoire est la clé qui permet d'expliquer la diversité des phénomènes humains mais aussi naturels. Car même dans ce qu'on appelle les sciences de la nature, on constate que les phénomènes ne sont pas régis par un éternel recommencement ou un quelconque équilibre divin, mais qu'ils sont le fait d'une matière en mouvement, d'une matière qui change de forme avec le temps selon un processus irréversible et qui répond à une certaine logique. Cette logique se dégage au fur et à mesure de la découverte de lois dans les différents domaines scientifiques (par exemple l'astrophysique, la géologie, la chimie, la biologie ou encore la théorie de l'évolution développée par Darwin), lois qui ne sont vraies que dans certaines conditions de temps et d'espace ou à une certaine échelle mais dont le tableau d'ensemble permet de dégager une totalité logique et cohérente. De la même façon, dans le monde humain, il est tout à fait possible de dégager une logique des événements historiques en apparence les plus divers. L'histoire n'est pas qu'une collection de faits isolés et disparates qui seraient, au mieux, le résultat de décisions prises par des « grands hommes » ou, dans le pire des cas, le simple fruit du hasard. L'Histoire a un sens et celui-ci permet de comprendre que les grands événements historiques sont le résultat d'un long processus. Par ailleurs, chez Marx et Engels, la centralité de l'histoire s'appuie sur le matérialisme philosophique c'est-à-dire sur une conception du monde dans laquelle tout est matière et les idées ne sont que des phénomènes matériels. La matière est première et les idées n'en sont qu'une conséquence. C'est pourquoi Marx dira que

*« Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience<sup>1</sup>. »*

En effet, les conditions de vie matérielles concrètes et notamment notre appartenance de classe déterminent grandement nos idées, notre façon de voir le monde et d'agir. Ainsi, Marx et Engels comprennent l'importance de la lutte des classes dans le développement historique. Engels l'explique ainsi dans son *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* :

*« S'il s'agit, par conséquent, de rechercher les forces motrices qui, – consciemment ou inconsciemment et, il faut le dire, très souvent inconsciemment, – se situent derrière les mobiles des actions historiques des hommes et qui constituent en fait les forces motrices dernières de l'histoire, il ne peut pas tant s'agir des motifs des individus, si éminents soient-ils, que de ceux qui mettent en mouvement de grandes masses, des peuples entiers, et dans chaque peuple, à leur tour, des classes entières, et encore des raisons qui les poussent non à une effervescence passagère et à un feu de paille rapidement éteint, mais à une action durable, aboutissant à une grande transformation historique. Élucider les causes motrices qui, d'une façon claire ou confuse, directement ou sous une forme idéologique et même divinisée, se reflètent ici dans l'esprit des masses en action et de leurs chefs – ceux que l'on appelle les grands hommes – sous forme de mobiles conscients, – telle est la seule voie qui puisse nous mettre sur la trace des lois qui dominent l'histoire dans son ensemble, aux différentes époques et dans les différents pays. Tout ce qui met les hommes en mouvement doit nécessairement passer par leur cerveau, mais la forme que cela prend dans ce cerveau dépend beaucoup des circonstances<sup>2</sup>. »*

Le concept de lutte des classes avait été développé par des historiens bourgeois au début du XIX<sup>e</sup> siècle et nos deux jeunes philosophes l'ont repris à leur compte en constatant qu'historiquement cette lutte a existé à toutes les époques et dans toutes les sociétés :

*« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes<sup>3</sup>. »*

Cependant, cette lutte des classes prend des formes différentes selon les époques. Le développement des forces productives (outils, techniques, machines, sciences, etc.) fait évoluer les rapports de production existant entre les classes sociales. Ainsi, on peut définir chaque époque selon son mode de production (la société esclavagiste antique, la société féodale du Moyen Âge, la société capitaliste moderne, etc.). C'est donc en partant des classes sociales et des lois économiques propres au mode de production dominant que l'on peut comprendre les événements d'une période historique déterminée. Par une étude approfondie de l'histoire, Marx et Engels ont ainsi élaboré une méthode de compréhension du monde humain appelée matérialisme historique.

## **2) Marx et Engels, à l'école de la classe ouvrière**

Marx et Engels visent donc une explication scientifique, objective, des événements historiques. Armés du matérialisme historique, ils n'auront de cesse de critiquer à la fois les théoriciens bourgeois mais également les socialistes utopiques. Les premiers, car ils ne comprennent pas (ou ne veulent pas comprendre) que le capitalisme n'a pas toujours existé, que c'est un mode de production historiquement déterminé qui s'est développé à une époque et qu'il mourra un jour, sous le poids de ses contradictions sociales. Par conséquent, ils naturalisent le capitalisme et ne remettent donc jamais en cause l'ordre établi. Les seconds, car même s'ils constatent les contradictions et les conséquences sociales néfastes du capitalisme, ils préconisent de façon totalement utopique, soit de revenir à un mode de production antérieur idéalisé et dépassé car ne correspondant plus aux moyens techniques de l'époque, soit de créer de toutes pièces une société nouvelle et harmonieuse qu'ils ont imaginée dans leur tête comme s'il était possible de prévoir les formes concrètes que prendra la société future. Contre ces conceptions idéalistes, Marx développe un « socialisme scientifique » qui part des contradictions du mode de production capitaliste et des luttes concrètes menées par les ouvriers contre leurs oppresseurs. Le développement de ces luttes mènera nécessairement, à plus ou moins longue échéance, à la révolution et à l'instauration de rapports de production nouveaux, à la société communiste. Comme l'explique le *Manifeste du Parti communiste* :

*« Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux<sup>4</sup>. »*

1 Karl Marx, préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859.

2 Friedrich Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, 1888.

3 K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848.

4 K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848.

« À mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital<sup>5</sup>. »

« Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même. La lutte est engagée d'abord par des ouvriers isolés, ensuite par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers d'une même branche d'industrie, dans une même localité, contre le bourgeois qui les exploite directement. [...] Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. [...] Les ouvriers commencent par former des coalitions contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à constituer des associations permanentes pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Çà et là, la lutte éclate en émeute. Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication [...] Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante<sup>6</sup>. »

À partir de l'analyse de la lutte des classes au sein des anciens modes de production, Marx et Engels montrent que les contradictions de classes aboutissent tôt ou tard à une révolution qui bouleverse le mode de production et permet le développement de forces productives nouvelles. Ainsi, le développement des luttes des travailleurs soumis à la dictature du capital finira par mener à une révolution dont l'horizon humainement souhaitable est la société sans classes. Ainsi, la société sans classes, et donc sans oppression, que Marx et Engels appellent de leurs vœux n'est pas un idéal moral mais le résultat d'un mouvement historique vers lequel tend le développement des sociétés. L'analyse de ce mouvement historique est bien résumée par cet extrait de *L'Idéologie allemande* dans lequel ils définissent le communisme :

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes<sup>7</sup>. »

Marx et Engels ne veulent pas faire entrer l'histoire dans leurs cases à eux. Bien au contraire, ils analysent l'histoire vivante pour en dégager les dynamiques et en tirer les leçons au service des travailleurs en lutte. Contre toute conception ou proposition utopique, ils se mettent donc à l'école de la classe ouvrière dont ils analysent minutieusement les combats pour en dégager les enseignements et identifier les erreurs à ne plus commettre, tout cela dans l'objectif de fortifier le mouvement ouvrier et d'abrèger ainsi les souffrances des travailleurs en ouvrant le chemin menant à la révolution. Marx a notamment étudié en détail dans *Les Luttes de classes en France* puis dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* la révolution française de 1848 et ses répercussions, puis il s'est penché sur la Commune de Paris dans *La Guerre civile en France*. Il est intéressant de noter que dans sa préface de 1885 à la troisième édition allemande du *18 Brumaire*, Engels indique que la France est le pays où les luttes de classes ont été poussées le plus loin et qu'elles ont donc permis de tirer un maximum de leçons pour l'avenir du mouvement ouvrier international. C'est la raison pour laquelle Marx a étudié longuement l'histoire de France et qu'il ne fut jamais vraiment surpris par les événements. À cet égard, il est intéressant de noter une anecdote qui témoigne d'ailleurs très bien de la méthode de Marx. En effet, quelques mois avant le début de la Commune, suite à la défaite de Louis Bonaparte à Sedan, Marx et Engels estimaient que les circonstances n'étaient pas du tout favorables à une offensive ouvrière. Le 9 septembre 1870, Marx indique aux membres de la Première Internationale que

« toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée<sup>8</sup> »

tandis que dans sa lettre à Marx du 12 septembre, Engels prône également l'attentisme :

« Ce serait folie que de se battre au profit de la bourgeoisie contre les Prussiens<sup>9</sup> ! »

Cependant, lorsqu'en mars 1871, après que Thiers tenta en vain de désarmer le prolétariat parisien et que le gouverne-

5 *Ibid.*

6 *Ibid.*

7 K. Marx et F. Engels, *L'Idéologie allemande*, 1845-1846.

8 Karl Marx, *Seconde adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande aux membres de l'AIT*, 1870.

9 Friedrich Engels, Lettre du 12 septembre 1870 à Karl Marx.

ment de la « Défense nationale » dut fuir lâchement à Versailles, les travailleurs de Paris assumant le pouvoir pour défendre la patrie, Marx salua l'action des Communards avec un grand enthousiasme. Comme le souligne Lénine dans *L'État et la Révolution*, Marx se mit à l'école de la classe ouvrière, loin de toute condamnation pédante ou morale des erreurs qu'ont pu commettre les Communards.

## II. LE CONCEPT DE DICTATURE DU PROLÉTARIAT et l'enrichissement historique de son contenu

### 1) La dictature du prolétariat, concept fondamental chez Marx

Avant de passer à l'analyse de la Commune par Marx, nous devons d'abord revenir sur la conception marxiste de l'État ainsi que sur un des concepts les plus importants chez Marx : la dictature du prolétariat. En ce qui concerne la conception de l'État, Marx explique en 1847, dans *Misère de la philosophie*, que

« la lutte de classe à classe est une lutte politique<sup>10</sup>. »

Plus loin, il écrit :

« Le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile<sup>11</sup>. »

Cette notion se précise dans le *Manifeste du Parti communiste*, où Marx et Engels indiquent que

« le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre<sup>12</sup>. »

De nombreuses années plus tard, dans *L'Anti-Dühring* (1878), Engels ajoute que

« la société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'État, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse [...] pour maintenir par la force la classe exploitée dans les

*conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat)<sup>13</sup>. »*

Enfin, dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, il précise que

« l'État n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement »

et

« ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État<sup>14</sup>. »

Ainsi, pour Marx et Engels, l'État n'est pas un pouvoir neutre qui serait placé au-dessus de la société, au-dessus du clivage existant entre les classes sociales. L'État n'est que le résumé et l'expression du rapport entre les classes. Engels explique bien qu'historiquement l'État est né des besoins d'une société divisée en classes et qu'au fur et à mesure de l'approfondissement de ces antagonismes de classes, il s'autonomise de plus en plus au point de devenir le simple instrument de la classe dominante. Pour un marxiste, l'État n'est donc pas un pouvoir dont le rôle serait de concilier les conflits entre classes sociales. Il est au contraire le produit et la manifestation du fait que les contradictions de classes sont inconciliables. La bourgeoisie a besoin d'un appareil d'État pour réprimer les classes exploitées et les maintenir dans les limites de son ordre à elle. L'appareil d'État est donc l'instrument d'oppression qui permet à la classe dominante de maintenir l'exploitation des classes travailleuses.

Mais il faut tout de même noter que dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Engels fait observer qu'

« exceptionnellement, se présentent pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir de l'État, comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre<sup>15</sup>. »

Et c'est notamment ce qui s'est passé en France au moment de la Libération. La bourgeoisie française était largement dis-

10 Karl Marx, *Misère de la philosophie*, 1847.

11 *Ibid.*

12 K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848.

13 Friedrich Engels, *L'Anti-Dühring*, 1878.

14 Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884.

15 *Ibid.*

créditée du fait de sa collaboration avec l'envahisseur nazi tandis que les communistes jouissaient d'un fort soutien populaire grâce à leur rôle de premier plan – et à celui de l'URSS de Staline – dans la résistance antifasciste. C'est ainsi qu'en moins de deux ans (1945-1946), les quelques ministres communistes présents au gouvernement furent en mesure de mettre en œuvre une bonne partie du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) et d'imposer à l'État bourgeois les lois les plus progressistes qu'ait connues notre pays. Cependant, la lutte des classes ne s'arrête jamais et dès que ces conquêtes sociales ont été arrachées, la bourgeoisie à tout fait pour les remettre en cause. Mais ce n'est qu'à partir des années 1980 que la contre-révolution capitaliste a décisivement repris le dessus notamment à cause du recul – et des renoncements – non seulement du PCF mais aussi de l'ensemble du mouvement communiste international. Cet exemple montre bien que l'État n'est que l'expression des rapports de force entre classes sociales et que dans une société capitaliste développée, exceptées les périodes où le mouvement communiste est puissant et capable de tenir tête au camp du capital, il n'est que l'instrument de la bourgeoisie pour mater la classe des travailleurs.

Ainsi l'État, et notamment l'État bourgeois, se caractérise principalement par l'institution d'une force publique nécessaire au maintien de l'ordre établi (armée permanente, police, prisons, etc.). La société étant divisée en classes opposées, il est impossible d'avoir une organisation armée de la population elle-même. Pour préserver ses intérêts et protéger la propriété bourgeoise, la grande bourgeoisie doit donc faire appel à des « détachements spéciaux d'hommes armés<sup>16</sup> ». Et dans les périodes de grave crise du capitalisme ou d'offensive ouvrière, cet appareil de répression tend à se renforcer selon un processus de fascisation – de plus en plus visible à l'heure actuelle – pour empêcher toute contestation et accroître l'exploitation. À ce sujet, Marx indique que depuis 1789, l'appareil d'État, bureaucratique et militaire, s'est fortement développé. Il note que suite à la « révolution française de février 1848 » qui instaura la Deuxième République,

*« la République parlementaire se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental<sup>17</sup> »,*

et notamment du pouvoir exécutif, jusqu'au coup d'État du 2 décembre 1851 de Louis Bonaparte qui mit un terme à la République. On voit donc que non seulement les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, mais qu'en plus, elles façonnent les institutions politiques et renforcent l'appareil d'État pour défendre au mieux leurs intérêts.

16 Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917.

17 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852.

Marx va montrer que le développement de la lutte des classes doit nécessairement mener de cette dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à la prise du pouvoir – du pouvoir d'État, du pouvoir politique – par la classe des travailleurs. La dictature du prolétariat, étape fondamentale dans le processus révolutionnaire, est un concept central dans la pensée de Marx comme le montre la citation suivante extraite de sa fameuse lettre à Weydemeyer<sup>18</sup> du 2 mars 1852 :

*« [...] ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique. Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est :*

- *de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ;*
- *que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ;*
- *que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes<sup>19</sup>. »*

Et Lénine insiste fortement sur ce point :

*« Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois<sup>20</sup>. »*

## 2) Les tâches du prolétariat dans la révolution

Voyons maintenant l'évolution de la pensée de Marx sur cette question avant la Commune de Paris. Comme nous l'avons esquissé, le marxisme est notamment l'analyse théorique-historique des luttes des travailleurs contre l'aliénation et l'exploitation, c'est-à-dire l'expression d'une pratique révo-

18 Joseph Weydemeyer (1818-1866) est un officier prussien puis américain, il est aussi journaliste, homme politique et révolutionnaire marxiste. Il commande à Marx une analyse de la période 1848-1851, qui deviendra *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, pour son mensuel germanophone new-yorkais.

19 Karl Marx, Lettre du 2 mars 1852 à Joseph Weydemeyer.

20 Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917.

lutionnaire, à la fois passée et présente<sup>21</sup>. Ainsi, tout au long de son œuvre, à partir de l'analyse historique de son époque et notamment des périodes insurrectionnelles au cours desquelles la lutte des classes s'intensifie, Marx va progressivement enrichir le contenu du concept de dictature du prolétariat et préciser les tâches de ce dernier dans la révolution, notamment vis-à-vis de l'État. Nous avons vu qu'en 1852, il indique clairement qu'à un certain stade du développement de la lutte des classes, la dictature du prolétariat se substituera à celle de la bourgeoisie. Mais par quoi remplacer l'État bourgeois ? En 1848, la réponse donnée par Marx et Engels est encore assez abstraite. Le *Manifeste du parti communiste* indique notamment que

« le but des communistes est le [...] renversement de la domination bourgeoise, [et la] conquête du pouvoir politique par le prolétariat »,

que

« la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, [c'est-à-dire] la conquête de la démocratie »,

que

« dans sa lutte contre la bourgeoisie, [le prolétariat] s'érige par une révolution en classe dominante et [...] détruit par la violence l'ancien régime de production »,

ou encore que

« le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante [...] ».

Cependant, nos deux jeunes révolutionnaires indiquent déjà qu'il faudra

« faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle<sup>22</sup> ».

Par la suite, l'analyse de la période 1848-1851 dans *Le 18*

*Brumaire de Louis Bonaparte* va permettre à Marx de préciser les tâches du prolétariat vis-à-vis de l'État. Marx écrit que la révolution, par le biais de la réaction qu'elle engendre,

« perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction<sup>23</sup> ».

Il ajoute :

« Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée d'un demi-million de soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française<sup>24</sup>. »

Puis il conclut sur le fait que

« toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser<sup>25</sup> ».

Dans cette analyse des événements, Marx montre que le prolétariat ne peut pas se contenter de prendre le pouvoir d'État et de faire fonctionner cette machine pour son propre profit. L'État bourgeois étant un immense édifice entièrement organisé pour servir les intérêts des capitalistes, il est indispensable de concentrer toutes les forces du prolétariat en vue de le briser, de le détruire de fond en comble avant de le remplacer par une organisation qui serve les intérêts de la grande masse des travailleurs. Le développement d'un appareil d'État au service de la bourgeoisie impose pour tâche non de s'en saisir et de s'en servir tel quel, non d'améliorer la machine d'État, mais bien de la démolir ! Dans sa lettre à Kugelmann<sup>26</sup> du 12 avril 1871, donc pendant la Commune, Marx écrit qu'à la fin de son livre de 1852, il avait remarqué que

« la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme

23 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852.

24 *Ibid.*

25 *Ibid.*

26 Louis Kugelmann (1828-1902) est un gynécologue et socialiste allemand, proche de Marx, et qui fut notamment membre de l'Association internationale des travailleurs.

21 Voir les *Thèses sur Feuerbach* écrites par Karl Marx en 1845.

22 K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848.

*ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser (souligné par Marx). C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris<sup>27</sup> ».*

Par ailleurs, dans la préface de juin 1872 à la réédition du *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels notent que

*« étant donné les expériences, d'abord de la révolution de février, ensuite et surtout de la Commune de Paris qui, pendant deux mois, mit pour la première fois aux mains du prolétariat le pouvoir politique, ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte<sup>28</sup> ».*

Comme le résume bien Lénine :

*« Ce ne sont pas des déductions logiques, mais le développement réel des événements, l'expérience vécue des années 1848-1851, qui ont conduit à poser ainsi le problème. À quel point Marx s'en tient strictement aux données de l'expérience historique, on le voit par le fait qu'en 1852 il ne pose pas encore la question concrète de savoir par quoi remplacer cette machine d'État qui doit être détruite. L'expérience n'avait pas encore fourni, à l'époque, les matériaux nécessaires pour répondre à cette question, que l'histoire mettra à l'ordre du jour plus tard, en 1871. En 1852, on pouvait seulement constater, avec la précision propre aux sciences naturelles, que la révolution prolétarienne abordait cette tâche : "concentrer toutes les forces de destruction" contre le pouvoir d'État, "briser" la machine d'État<sup>29</sup> ».*

### III. L'APPORT DE LA COMMUNE DE PARIS et les leçons dégagées par Marx.

#### 1) Ce que réalisa la Commune

Comme l'explique Lénine dans *L'État et la Révolution*,

*« Marx ne se contenta pas d'admirer l'héroïsme des*

*communards "montant à l'assaut du ciel", selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa<sup>30</sup> ».*

L'expérience de la Commune va à nouveau confirmer la nécessité de détruire la machine bureaucratique et militaire de l'État bourgeois, mais elle va aussi permettre de commencer à répondre à la question de la nature du nouveau pouvoir à mettre en place, de la forme concrète que peut prendre la dictature du prolétariat.

Marx raconte que

*« le premier décret de la Commune fut la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes<sup>31</sup> ».*

Il est intéressant de noter que suite à la défaite de l'armée française contre les Prussiens en septembre 1870 à Sedan, le prolétariat parisien avait été armé pour défendre la capitale et c'est justement parce que les élites bourgeoises s'allièrent à l'ennemi prussien contre les ouvriers et que Thiers tenta de récupérer les armes des mains des travailleurs de Paris que ces derniers se soulevèrent et que fut décrétée la Commune. Ainsi, la Commune comprit qu'elle ne pouvait pas compter sur cette armée totalement acquise à la bourgeoisie et que, pour défendre ses intérêts et organiser la résistance patriotique, elle ne pouvait compter que sur elle-même avec l'instauration d'une force constituée des travailleurs en armes. Par ailleurs, suite à la capitulation de la République bourgeoise, le gouvernement et l'administration ayant fui à Versailles, la Commune dut se doter d'un nouveau pouvoir afin d'organiser la résistance et répondre aux besoins urgents de la population alors que l'armée prussienne assiégeait la ville depuis plusieurs mois. Le gouvernement de la Commune fut constitué par l'élection au suffrage universel de conseillers municipaux dans chaque arrondissement de la capitale. Les élus étaient majoritairement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière. Ils étaient responsables de leurs décisions, révocables à tout moment et rétribués au salaire moyen d'un ouvrier.

*« Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel*

27 Karl Marx, lettre du 12 avril 1871 à Louis Kugelmann.

28 K. Marx et F. Engels, préface à l'édition allemande du *Manifeste du parti communiste* de 1872.

29 Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917.

30 *Ibid.*

31 Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

*membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes<sup>32</sup>. »*

Par ailleurs, Marx relate que, de la même façon, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance, ils devaient être électifs, responsables et révocables. Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration. Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des salaires d'ouvriers. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. De plus, la totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement et, en même temps, débarrassés de toute ingérence de l'Église et de l'État. En ce qui concerne les mesures sociales, on peut noter l'abolition du travail de nuit pour les compagnons boulangers, mais ce qu'il faut surtout retenir c'est la remise aux associations d'ouvriers, sous réserve du paiement d'une indemnité, de tous les ateliers et fabriques qui avaient fermé, que les capitalistes intéressés aient disparu ou qu'ils aient préféré suspendre le travail.

Ainsi,

*« la Commune fut la forme positive d'une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même<sup>33</sup>. »*

Pour Engels,

*« la Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'État ; pour ne pas perdre à nouveau sa propre domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires<sup>34</sup>. »*

Pour cela,

32 Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

33 Ibid.

34 Friedrich Engels, Introduction à *La Guerre civile en France* de 1891.

*« la Commune employa deux moyens infallibles. Premièrement, elle soumit toutes les places, de l'administration, de la justice et de l'enseignement, au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers<sup>35</sup>. »*

Selon Marx,

*« ses mesures particulières ne pouvaient qu'indiquer la tendance d'un gouvernement du peuple par le peuple<sup>36</sup>. »*

D'après lui,

*« [...] c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toutes les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail. Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. La domination politique du producteur ne peut coexister avec la pérennisation de son esclavage social. La Commune devait donc servir de levier pour renverser les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc la domination de classe<sup>37</sup>. »*

Ainsi, l'analyse marxiste de la Commune conclut qu'il s'agit de la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour « briser la machine d'État bourgeoise » ; qu'elle est la forme politique « enfin trouvée » par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé. Selon Lénine, il s'agit

*« d'une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes<sup>38</sup>. »*

Enfin, comment ne pas citer la phrase d'Engels qui répondait aux sociaux-démocrates effrayés en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat :

35 Ibid.

36 Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

37 Ibid.

38 Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917.

*« Eb bien, Messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat<sup>39</sup> ! »*

## 2) Ce qui a manqué à la Commune

Si Marx et Engels puis Lénine insistèrent sur le combat héroïque des communards et sur toutes les réalisations positives de la Commune, ils ne manquèrent pas d'en analyser les faiblesses ou les erreurs qui ont pu être commises.

Le premier point que l'on peut souligner concerne les rapports objectifs entre classes sociales. Dans la France de cette époque, la classe ouvrière est encore relativement peu développée et la majorité de la population est constituée de paysans encore bercés des illusions attachées à la propriété de la terre. Surtout, le faible développement des infrastructures de déplacement et de communication ainsi que le siège de Paris entravèrent fortement les tentatives pour faire rallier les paysans pauvres à la cause de la Commune. Mais il faut néanmoins insister sur le fait que

*« les « ruraux<sup>40</sup> » savaient que trois mois de libre communication entre le Paris de la Commune et les provinces amèneraient un soulèvement général des paysans et qu'ils se bâterent d'établir un cordon de police autour de Paris comme pour arrêter la propagation de la peste bovine<sup>41</sup> ».*

Comme nous l'avons vu, quelques mois avant la Commune, Marx et Engels estimaient que dans la circonstance d'une guerre avec la Prusse, la situation n'était pas du tout favorable à une insurrection ouvrière. Cependant, il faut noter qu'en janvier 1871, l'armée française est prisonnière des Prussiens et que le peuple de Paris compte 500 000 personnes armées contre environ 200 000 Prussiens. Lorsque, le 18 mars, Thiers tente de désarmer les Parisiens, la trahison du gouvernement n'est plus à démontrer et la population parisienne se soulève. Marx notera qu'à ce moment-là,

*« dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité central commit, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux. Au lieu de cela,*

*on permit encore au parti de l'ordre<sup>42</sup> d'essayer sa force aux urnes, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres échangèrent de douces paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grommelant du fond du cœur le serment de les exterminer en temps et lieu<sup>43</sup> ».*

En simulant des négociations avec Paris, Thiers se donna alors le temps de se préparer à la guerre contre lui. Il négocia avec Bismarck la libération des troupes françaises prisonnières afin d'exterminer Paris. En échange, il acceptait un raccourcissement des délais de paiement de l'indemnité de guerre et l'occupation continue des forts de Paris par les troupes prussiennes jusqu'à ce que Bismarck se tînt pour satisfait de l'état des choses en France.

La principale erreur de la Commune fut donc d'avoir été bien trop conciliante avec l'ennemi de classe qui, lui, n'a cessé de calomnier les Communards, de comploter contre eux, d'exécuter des prisonniers, et enfin de les massacrer au moment de la semaine sanglante. Plus généralement, Engels souligne que la Commune de Paris n'aurait pas duré un seul jour si elle ne s'était pas servi de l'autorité du peuple armé face aux bourgeois, mais il se demande si on ne peut pas au contraire lui reprocher de ne pas s'en être servi assez largement pour faire face à la réaction. Lénine ajoute que

*« cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution<sup>44</sup> ».*

Par ailleurs, Engels note également que

*« le plus difficile à saisir est certainement le saint respect avec lequel on s'arrêta devant les portes de la Banque de France. Ce fut d'ailleurs une lourde faute politique. La Banque aux mains de la Commune, cela valait mieux que dix mille otages. Cela signifiait toute la bourgeoisie française faisant pression sur le gouvernement de Versailles pour conclure la paix avec la Commune<sup>45</sup> ».*

En résumé, la Commune de Paris a tout d'abord permis à Marx de confirmer la conclusion de son analyse de 1852 qui indiquait qu'au moment de la prise du pouvoir, les

39 Friedrich Engels, Introduction à *La Guerre civile en France* de 1891.

40 Députés monarchistes représentants des grands propriétaires terriens et des couches réactionnaires des villes et surtout des campagnes. Ils étaient largement majoritaires à l'Assemblée nationale inaugurée à Bordeaux le 13 février 1871.

41 Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

42 Parti de la bourgeoisie conservatrice.

43 Karl Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

44 Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917.

45 Friedrich Engels, Introduction à *La Guerre civile en France* de 1891.

travailleurs doivent détruire de fond en comble la machine d'État bourgeoise qui est entièrement construite pour servir la grande bourgeoisie. Ensuite, la Commune a également confirmé ce qui avait déjà été observé au moment des massacres des journées de juin 1848, à savoir que la bourgeoisie était tout à fait prête à commettre les pires atrocités lorsque son pouvoir de classe est contesté. En conséquence, lorsque les travailleurs prennent le pouvoir, ils ne doivent faire preuve d'aucune indulgence avec l'ennemi de classe réactionnaire car lui n'en aura aucune et utilisera tous les moyens disponibles pour reconquérir son pouvoir – et l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle n'a fait que confirmer cette analyse. D'où la nécessité de briser la machine d'État bourgeoise mais aussi de mettre en place un État prolétarien capable de faire face à la contre-révolution et de construire des institutions socialistes. À cet égard, si la Commune de Paris n'a pas réussi à vaincre la réaction, elle a néanmoins commencé à construire une organisation nouvelle du pouvoir. Elle a été le premier exemple historique de dictature du prolétariat, la première forme concrète d'un pouvoir par et pour les travailleurs, une forme d'État socialiste qui a posé les fondements d'une société nouvelle, notamment avec la mise en place d'institutions profondément démocratiques et laïques, la mise en œuvre de mesures sociales ou encore l'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes. Enfin, les événements de la Commune ont montré l'absolue nécessité de construire un parti de combat uni et discipliné s'appuyant sur les leçons de Marx et capable de faire la décision le moment venu en appliquant sans faiblesse la dictature du prolétariat : détruire l'État bourgeois et organiser un État ouvrier capable de résister à la contre-révolution et de bâtir le socialisme et, à terme, une société débarrassée de l'exploitation de classe. C'est un point sur lequel insistera beaucoup Lénine, notamment dans *La Maladie infantile du communisme*, fort de l'expérience de la Révolution bolchevique :

*« [...] les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, une véritable discipline de fer dans notre parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par la masse de la classe ouvrière<sup>46</sup>. »*

*« La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne*

*fût-ce que dans un seul pays) [...]»<sup>47</sup>.*

Et pour finir, il nous semble que cette citation de Gramsci résume bien la principale leçon de la Commune :

*« L'élément décisif de toute situation est la force organisée en permanence et préparée depuis longtemps, et qu'on peut faire avancer quand on juge qu'une situation est favorable (et elle est favorable dans la seule mesure où une telle force existe et où elle est pleine d'une ardeur combative) ; aussi la tâche essentielle est-elle de veiller systématiquement et patiemment à former, à développer, à rendre toujours plus homogène, compacte, consciente d'elle-même cette force<sup>48</sup>. »*

Le combat des Communards et les leçons qu'en ont tiré Marx, Engels et Lénine doivent aujourd'hui nous inciter à l'effort de reconstruction d'un grand parti communiste de combat visant la dictature du prolétariat et l'instauration d'un État socialiste. Il est vrai que la mode est au spontanéisme, à l'horizontalisme et au mouvementisme anti-partis. Et les innombrables appels de personnalités pour défendre telle ou telle cause resteront lettre morte sans un parti puissant, organisé et discipliné, capable de tenir tête à l'ennemi de classe. Car cet ennemi, lui, est très organisé et dispose de presque tous les moyens de propagande et de répression. Face à cela, le spontanéisme et le mouvementisme électoraliste ne seront jamais en mesure de faire vaciller, aussi peu que ce soit, l'ordre établi. Dans ce contexte, la mobilisation héroïque et salutaire des Gilets jaunes est encourageante quant à la combativité des travailleurs de notre pays. Mais pour obtenir des victoires significatives et viser la victoire finale sur la bourgeoisie exploiteuse, les travailleurs n'auront d'autre choix que d'abandonner les illusions de l'horizontalisme, ils devront s'organiser et clarifier leurs objectifs de lutte. Il est aujourd'hui urgent et plus que jamais indispensable de construire un grand parti communiste de combat, de masse et de classe, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, avec des objectifs clairs comme la sortie de l'UE, de l'euro, de l'OTAN, et du capitalisme, en visant la dictature du prolétariat et la construction du socialisme, armés des enseignements de la glorieuse Commune de Paris. C'est la tâche à laquelle s'astreint le PRCF depuis sa création, dans l'objectif de vaincre définitivement la dictature capitaliste et de construire les nouveaux *Jours heureux* pour notre pays.

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> Antonio Gramsci, « Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne » dans les *Cahiers de Prison*, 1929-1935.

<sup>46</sup> Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, 1920.

# LÉNINE ET LA COMMUNE DE PARIS

Lénine s'est référé à l'expérience historique de la Commune tout au long de son parcours révolutionnaire. Il parle pour la première fois de la Commune dans son ouvrage *Que sont les amis du peuple et comment ils luttent contre les sociaux-démocrates ?* en 1894. Défendant la Première Internationale contre les attaques du populiste N. K. Mikhaïlovski, Lénine prend l'exemple de la Commune, qui a montré « une attitude réelle du prolétariat organisé face aux classes dirigeantes qui lui font la guerre ».

Dans *Que faire ?* Lénine cite la déclaration de F. Engels sur la signification historique de la Commune de Paris pour le mouvement ouvrier. Pour élaborer certaines sections du premier programme du POSDR en 1903, il s'appuie également sur l'expérience de la Commune de Paris, notamment sur les questions nationales et paysannes. L'expérience de la Commune, dit-il, nous met en garde contre le danger de la déviation nationale, de la sous-estimation du mouvement paysan.

Vladimir Ilitch connaissait notamment l'histoire de la Commune à travers le journal de Gustave Lefrançais, *Esquisse du mouvement de la Commune de Paris en 1871*, jour après jour. Il était fasciné par les mesures du gouvernement révolutionnaire parisien. Il s'est imprégné de l'expérience de la Commune, notamment du Comité de vigilance pour la défense de Paris. Il a étudié l'expérience de la Commune et découvert ses erreurs. Mais tout au long de sa vie, il en a parlé avec passion. Il connaissait également l'ouvrage de P. Lissagaray, *L'histoire de la Commune de 1871*, qui contenait beaucoup de matériel documentaire.

Vladimir Ilitch a étudié l'histoire de la Commune de manière si détaillée, a témoigné V.D. Bontch-Brouïevitch, qu'il était capable de nommer des événements spécifiques, des détails de batailles, des noms de participants qui avaient fait preuve d'un héroïsme particulier, avec une précision absolue de mémoire.

*« Il était tellement absorbé à parler de ces journées révolutionnaires qu'il semblait que lui et moi étions à Paris et présents là où, il n'y a pas si longtemps, les grandes batailles de la révolution parisienne... »*

Cependant, les principales sources de Lénine étaient les œuvres de K. Marx et F. Engels. En évaluant le rôle historique de la Commune, Vladimir Ilitch s'est entièrement placé

du point de vue de Marx et d'Engels, définissant après eux son essence et sa signification historique. Cependant, il n'a pas seulement étudié et accepté l'évaluation marxienne de la Commune de Paris, mais est allé plus loin, établissant un lien direct entre les exploits de la Commune et la lutte révolutionnaire des prolétaires de Russie.

Le 18 mars occupe une place particulière dans la vie de Vladimir Ilitch. Presque chaque année, ce jour-là, il livre un essai ou un article. Le 18 mars 1903, il prend la parole lors d'un rassemblement de travailleurs émigrés de Russie à Whitechapel, à Londres, à la suite de Louise Michel. En mars 1904, il prend la parole à la salle du Handwerk de Genève. Le 18 mars 1909, il donne une conférence lors d'une grande réunion d'émigrés politiques à Paris.

Et le 18 mars 1911, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Commune, il prononce un discours lors d'une réunion organisée par l'émigration politique russe à Paris, dans les locaux de la Confédération générale du travail.

Le dernier dimanche de mai 1911, en l'honneur du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Commune, une grande manifestation est organisée. Environ 30 000 personnes sont venues au cimetière du Père-Lachaise pour commémorer les Communards. Les émigrants russes et polonais sont les premiers à arriver aux points désignés. Des gendarmes et des dragons sont venus à la rencontre des manifestants. Le flot défile jusqu'au Mur des Fédérés. Le vieux Communard Vailland parle de la Commune. Il est emmené par la police aux cris de « Vive la Commune ! » et aux chants de *L'Internationale* et de la *Carmanole*.



Manifestation du Père-Lachaise (Anniversaire de la Commune, 1911).

Manifestation du Père-Lachaise  
(anniversaire de la Commune, 1911)

En juillet 1920 à Petrograd, Vladimit Ilitch prend la parole lors d'un rassemblement consacré à la pose de monuments au héros de la Commune de Paris ainsi qu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Dans ce discours, il rend à nouveau hommage à la mémoire de la Commune de Paris : la défaite de la Commune ne signifie pas que sa cause est morte, elle se poursuit avec succès dans la construction de la république soviétique.

Des groupes d'émigrés de tous bords dans les lieux où Lénine a vécu – Genève, Paris, Londres, Zurich – ont rempli les salles les plus spacieuses pour l'entendre parler de la Commune. Il n'a laissé personne indifférent. Il connaissait l'histoire de la Commune en profondeur et en détail. Son analyse des exploits et des erreurs des Communards est irréfutable. Mais l'auditoire est surtout ébranlé par la confiance absolue de Lénine dans le fait que les leçons de la Commune de Paris profiteront aux travaux pratiques de la révolution à venir en Russie.

L'intérêt de Lénine pour la Commune de Paris était dû au fait qu'il avait compris qu'elle était la première expérience de la dictature du prolétariat, son prototype. Dans plusieurs de ses écrits, il utilise l'expérience de la Commune, y faisant souvent référence. Nous le voyons dans les documents sur la préparation du programme du parti, dans les discours du deuxième congrès du POSDR et dans les pages de *l'Iskra*.

La révolution de 1905 a soulevé de nouvelles questions. La première révolution populaire de l'ère de l'impérialisme en Russie a forcé avec une force nouvelle l'étude de l'expérience de la Commune de Paris. Lénine a alors appelé à utiliser l'expérience de la Commune de Paris dans les conditions de la révolution en Russie. Il considère l'erreur de la Commune, qui a ruiné le « fruit d'une brillante victoire », comme une générosité excessive du prolétariat. Comme K. Marx et F. Engels, Lénine a souligné que le prolétariat devait exterminer ses ennemis, plutôt que de les influencer moralement. Mais malgré toutes ses erreurs, écrivait Vladimir Lénine,

*« la Commune est le plus grand exemple du plus grand mouvement prolétarien du XIXe siècle ».*

Le 23 mai 1908, dans le journal *Le Prolétaire*, Vladimir Lénine publie un article intitulé « Pour une évaluation de la révolution russe ». En parlant de l'insurrection de décembre 1905, il souligne :

*« ... la lutte de décembre a été le plus nécessaire, le plus légitime, le plus grand mouvement prolétarien depuis la Commune ».*

Vladimir Ilitch ne manquait pas ses visites annuelles au cimetière du Père-Lachaise à Paris. En mai 1909, Ilya Ehrenburg, qui vivait à Paris à l'époque, a écrit :

*« J'étais à une manifestation près du Mur des Fédérés. Au front se trouvaient les révolutionnaires communistes, ils étaient encore nombreux, et ils marchaient vigoureusement. Au Mur, j'ai vu Lénine ; il se tenait parmi un groupe de bolcheviks et regardait le mur, les ombres des fédérés dépassaient de la pierre. »*

Pendant la guerre, V. I. Lénine a cherché à armer la classe ouvrière et le parti avec la théorie révolutionnaire du marxisme sur l'État. N. K. Kroupskaïa a rappelé :

*« ... Vladimir Ilitch a commencé à relire intensivement tout ce que Marx et Engels avaient écrit sur l'État et à en faire des extraits. Ce travail l'a armé d'une compréhension particulièrement profonde de la nature de la révolution à venir... »*

L'idée la plus importante dans la doctrine de l'État était l'idée de la dictature du prolétariat. V. I. Lénine a tenu compte non seulement de la lutte héroïque des communards de Paris, mais aussi de la lutte du prolétariat russe lors de la révolution de 1905-1907 et de la naissance des Soviets des députés ouvriers.

Retourné en Russie en avril 1917, il a dirigé le parti pour accomplir sa tâche principale – la transition d'une révolution démocratique bourgeoise à une révolution socialiste.

*« Il faut expliquer aux masses, disait-il, que le Conseil des députés ouvriers est le seul gouvernement possible, un gouvernement encore inédit dans le monde, sauf la Commune. »*

Après la victoire de la révolution d'Octobre, les écrits de Lénine considèrent l'expérience de la Commune principalement en relation avec les prochaines tâches sociales, politiques et économiques du pouvoir soviétique. Il ne se contente pas de comparer l'expérience de la Commune de Paris et la révolution en Russie, il développe les idées de la Commune, les approfondit et les élargit, et relie de plus en plus de nouvelles questions à l'étude. Dans les œuvres de la période post-October, il traite la Commune de Paris sous l'angle du pouvoir soviétique.

La vitalité des idées de la révolution prolétarienne, incarnée pour la première fois dans la Commune de Paris, est validée par l'Histoire, surtout par l'expérience de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, qui a brisé la machine étatique bourgeoise et l'a remplacée par les organes de la dictature du prolétariat, les Soviets. Lénine a souligné à plusieurs reprises que l'État soviétique, qui a émergé à la suite de la victoire de la Grande Révolution d'Octobre, était une continuation et un développement naturels des principes de la Commune de Paris.

# **PATRIOTIQUE, ANTIFASCISTE, RÉPUBLICAIN, INTERNATIONALISTE ET SOCIALISTE :** faire de P.A.R.I.S. la Commune du XXI<sup>e</sup> siècle

## **Un évènement historique toujours d'actualité...**

« Brest. Une manifestation pour les 150 ans de la Commune de Paris, samedi 20 mars » :

ainsi titre *Ouest-France* le 14 mars 2021, précisant que

« les *Gilets jaunes* et *Youth for the climate* [les dégâts du globish totalitaire] appellent à commémorer cet évènement symbole d'une « démocratie directe, par le peuple et pour le peuple » ».

L'objectif ?

« Il s'agit de « rendre hommage à tous les révolutionnaires d'hier et d'aujourd'hui » et de faire « vivre l'esprit de la Commune » : 1871-2021, même combat contre les états dits "d'urgence", qui désarment ou suppriment systématiquement les mouvements contestataires<sup>1</sup>. »

Dès le jeudi 18 mars, le Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF) a participé au début des commémorations du cent cinquantième anniversaire de la naissance de la Commune de Paris, prenant part à la manifestation depuis la place de la Bastille, rappelant que les travailleurs, les syndicalistes de combat, les *Gilets jaunes* et les citoyens favorables à une démocratie socialiste partagent les mêmes combats<sup>2</sup>. Comme le signale fort justement Georges Gastaud, philosophe et secrétaire national du PRCF :

« *Le combat des Communards parisiens [est] plus actuel que jamais !* »

Et pour cause, cette expérience a bouleversé l'histoire mondiale du prolétariat :

« Pendant les 70 jours que dura le siège de Paris, encerclé par le double cordon militaire constitué par les troupes réactionnaires de Versailles et par l'armée prussienne, les Communards eurent l'énorme mérite non seulement de tenir bon héroïquement, mais d'expérimenter, sous des formes encore hésitantes et parfois inconséquentes – comme Marx l'établira dans La guerre civile en France – la première expérience historique de portée mondiale de la dictature du prolétariat allié aux couches les plus avancées de la petite-bourgeoise artisanale et de l'intelligentsia républicaine, dans les rangs de laquelle figuraient Courbet et autre Jules Vallès. En effet, pour la première fois dans l'histoire moderne, le peuple travailleur pouvait se reconnaître pleinement dans un gouvernement issu des masses insurgées, où toute fonction de direction était élective, où tous les postes d'élus étaient révocables par le suffrage populaire, où les intérêts concrets des travailleurs étaient au cœur des délibérations communales. Un gouvernement qui réprimait – pas toujours avec la rigueur nécessaire – les agissements contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Pour la première fois, les ateliers désertés par leurs patrons bourgeois furent remis aux travailleurs qui expérimentèrent, en peu de jours, la mainmise démocratique du prolétariat sur les moyens de production, mainmise sans laquelle il n'existe pas de socialisme véritable. Et malgré le blocus affameur et la terrible bataille militaire à armes très inégales, la Commune innova : pour la première fois en France, l'État fut séparé des Églises et le budget des cultes fut aboli. Enfin, la Commune promut comme jamais la citoyenneté des femmes dont l'engagement héroïque, celui des Louise Michel et autre Nathalie Le Mel, reste un exemple d'unité

---

1 <https://www.ouest-france.fr/bretagne/brest-29200/brest-une-manifestation-pour-les-150-ans-de-la-commune-de-paris-samedi-20-mars-7185991>

2 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/150-ans-de-la-commune-la-prise-de-parole-de-fadi-kassem/>

*militante totale entre le combat pour l'émancipation sociale et l'engagement proprement civilisateur pour l'égalité entre hommes et femmes. Cent cinquante ans après son existence et sa tragique fin, la Commune de Paris n'a rien perdu de sa force d'attraction pour les uns, de répulsion pour les autres<sup>3</sup>. »*

### **... qui suscite l'attraction des uns, la répulsion des autres**

En effet, il est impossible de passer sous ce silence cet événement de portée mondiale qui, 150 ans après, continue de représenter un modèle – inachevé et imparfait – pour tous les mouvements en rupture avec l'ordre établi, mais également l'effroi des forces bourgeoises, à l'image de l'« historien » Pierre Nora qui, invité sur France Inter dans une grande opération de flagornerie orchestrée par les chiens de garde médiatiques Léa Salamé et Nicolas Demorand, affirma lorsqu'on lui demanda s'il fallait célébrer le deux centième anniversaire de la mort de Napoléon I<sup>er</sup> et le cent cinquantième de la Commune de Paris :

*« Ab bah je vous dirais : oui Napoléon, non la Commune<sup>4</sup> ! »*

La raison ?

*« Parce qu'elle n'a pas apporté grand-chose à la construction de la République<sup>5</sup>. »*

Pour la « République » *bourgeoise*, assurément, si ce n'est, selon les réactionnaires du XXI<sup>e</sup> siècle, du sang, des larmes et du chaos, les descendants du sinistre Thiers entretenant la « légende noire » des incendies imputables à la Commune et des morts<sup>6</sup> :

*« Lors d'un récent Conseil de Paris, le 3 février dernier, les élus de la capitale se sont écharpés autour des commémorations. Comme le rapporte Le Monde, l'élu LR du 18<sup>e</sup> arrondissement Rudolph Granier a dénoncé les*

*hommages prévus par la mairie en rappelant "les incendies de la Commune qui ont ravagé des pans entiers de la capitale" »,*

tandis qu'Antoine Beauquier, un proche de Christine Boutin, élu du 16<sup>e</sup> arrondissement, a continué l'offensive contre

*« ceux qui prirent en otage et assassinèrent les dominicains d'Arcueil venus ramasser les blessés sous l'emblème de la Croix-Rouge<sup>7</sup> ».*

On comprend assurément que la bourgeoisie réactionnaire craigne le spectre d'une nouvelle Commune du XXI<sup>e</sup> siècle dont les combats s'inscrivent dans le fil de sa glorieuse aïeule, comme l'indique Patrick Le Hyaric, directeur de *L'Humanité* :

*« Cent cinquante ans après cette expérience politique pionnière, une telle persistance interroge. Sûrement faut-il aller en chercher les causes dans la réalisation, aussi rare que féconde, d'un programme politique aux attendus continuellement actuels. Les progrès sociaux et démocratiques arrachés jusqu'à nos jours peuvent en effet s'observer comme l'approfondissement des conquêtes communardes<sup>8</sup> »*

Un combat qui, comme le rappelle l'historien Michel Cordillot, comporte trois dimensions :

*« La première est une dynamique républicaine. Le peuple de Paris est républicain, y compris dans les milieux bourgeois. Ensuite, il y a une dimension sociale. À défaut d'être sociale, la Commune tente au moins de l'être. Dernière dynamique : le patriotisme. La Commune refuse la défaite face à la Prusse<sup>9</sup>. »*

Une triple dimension dont certaines composantes sont ignorées et méprisées par les lectures gauchistes de la Commune et que le PRCF entretient fidèlement à l'esprit de 1871 et à celui de la Commune insurrectionnelle de 1793<sup>10</sup>, et qu'il convient de compléter par les dimensions antifasciste et

3 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/luttes/18-mars-1871-18-mars-2021-le-combat-des-communards-parisiens-plus-actuel-que-jamais/>

4 Notons au demeurant l'absence totale de raisonnement dialectique chez Pierre Nora, incapable de penser le personnage Napoléon. Pour une réflexion autrement plus réfléchie sur Napoléon, lire « Robespierre toujours à cheval ? » au lien suivant : [https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/\\_\\_\\_trashed-3/](https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/___trashed-3/)

5 <https://www.youtube.com/watch?v=mqmf3KtAUgc>

6 Lire dans le présent numéro Gilda Guibert, « Tricoteuses, pétroleuses, terroristes : les femmes en résistance ».

7 <https://www.france24.com/fr/france/20210318-les-150-ans-de-la-commune-de-paris-les-passions-ne-sont-pas-%C3%A9teintes>

8 « À l'assaut du ciel », éditorial de Patrick Le Hyaric, « Commune de Paris : un espoir mis en chantier », *L'Humanité* hors-série, mars 2021, p. 5.

9 <https://www.rtl.fr/actu/politique/150-ans-de-la-commune-de-paris-pourquoi-divise-t-elle-encore-la-gauche-et-la-droite-7900009108>

10 Lire dans le présent numéro Fadi Kassem, « Des communes à la Commune : le fil émancipateur de l'histoire de France ».

internationaliste, afin de refaire de Paris la capitale des révolutions<sup>11</sup> et une nouvelle Commune à la fois patriotique, antifasciste, républicaine, internationaliste et socialiste, un P.A.R.I.S. permettant l'émancipation du genre humaine et le triomphe du prolétariat sur l'ordre capitaliste.

## Réaffirmer la dimension patriotique ET internationaliste de la Commune...

C'est la dimension rejetée en bloc par les gauchistes ne voyant que le drapeau rouge et rejetant le drapeau tricolore et *La Marseillaise*, pourtant clairement associés eux aussi à la Commune. En juillet 1904, Jean Jaurès rappelle que le drapeau tricolore est partie prenante de la Révolution française :

*« L'exploitation nationaliste et cléricale qui a été faite du drapeau de la Révolution l'a vu décoloré ou souillé. Le monde pourtant n'a pas oublié que c'est sous cet emblème, sous ce triple rayon, que le peuple français a conquis la liberté et l'a ou proposée ou imposée aux hommes. Et les révolutionnaires logiques, ceux qui veulent élargir et passionner en justice sociale l'effort de la Révolution, ne doivent pas abandonner à la réaction le drapeau de la première République ; il se colorera tous les jours plus largement d'un reflet pourpre à la vive aurore du socialisme grandissant<sup>12</sup>. »*

Nombre de gauchistes, qu'ils se proclament « communistes » ou non, assimilent pourtant toujours le drapeau tricolore et *La Marseillaise* à la Réaction versaillaise qui, pourtant, défendait le drapeau blanc en 1871 et en faisait son étendard dans son combat contre-révolutionnaire avant d'instrumentaliser le drapeau tricolore pour faire croire qu'elle représentait le peuple de France. C'est cependant oublier que les Communards eux-mêmes défendirent ce drapeau :

*« On pourra noter la complexité du rapport du rouge au drapeau tricolore. Il est rare que celui-ci soit représenté comme l'ennemi (doc. 10) car les communards ont un sens du patriotisme aigu, même s'ils sont fédéralistes. On voit ainsi sur une caricature la Marianne rouge associée au drapeau tricolore contre Versailles et les Prussiens. C'est la Semaine sanglante, avec l'arrivée de l'armée versaillaise et de ses drapeaux tricolores, qui va creuser le fossé<sup>13</sup>. »*

De même, *La Marseillaise*

*« galvanise encore, dans leur dernier combat désespéré, les fédérés de la Commune de Paris et [que] l'Internationale est un poème écrit par Eugène Pottier en 1871, durant les combats de la Commune, et [que] ses paroles peuvent se chanter sur l'air de La Marseillaise car les deux chants ont la même coupe<sup>14</sup>. »*

Cette dimension patriotique ET internationaliste de la Commune est indispensable en 2021, alors que pèse un étai idéologique sur le mouvement populaire comprenant les gauchistes rejetant toujours viscéralement le drapeau tricolore pour ne conserver que le rouge – et souvent l'associer au noir de l'anarchisme – et le nationalisme réactionnaire traitant les Communards de « mauvais Français », comme le fit Pétain en son temps. Elle l'est d'autant plus que les liens entre la défense de la patrie et la coopération entre peuples souverains sur des bases égalitaires et réciproques ont déjà été définis à plusieurs reprises, que ce soit par Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*, Jean Jaurès, Lénine ou encore Staline dans *Le marxisme et la question nationale*<sup>15</sup>. Comme le résuma bien Jaurès :

*« La patrie est donc nécessaire au socialisme. Hors d'elle, il n'est et ne peut rien ; même le mouvement international du prolétariat, sous peine de se perdre dans le diffus et l'indéfini, a besoin de trouver, dans les nations même qu'il dépasse, des points de repère et des points d'appui<sup>16</sup>. »*

Autrement dit, sans être un absolu, la patrie devient un indispensable « point de repère » et « point d'appui » pour le prolétariat en lutte, encore plus face aux dirigeants optant pour « le choix de la défaite » (Annie Lacroix-Riz) en 1871 en reconnaissant l'Allemagne impérial(ist)e et en lui cédant l'Alsace et la Moselle après la signature du traité de paix de Francfort, contrepartie afin de recevoir l'aide des troupes bismarckiennes pour écraser la Commune dans le sang. Rejeter la patrie, c'est offrir un boulevard à l'extrême droite réactionnaire antipatriotique qui, profitant des démissions des mouvements dits de « gauche » sur ce thème, ethnicise et nationalise une conquête fondamentale pour le mouvement populaire, celle de sa souveraineté. En outre, c'est adhérer à une vision *supranationale* épousant les utopiques « États-Unis

11 <https://www.youtube.com/watch?v=q0uWQj3a8rY>

12 Jean Jaurès, « Les drapeaux », *L'Humanité*, 14 juillet 1904.

13 <http://theatrespolitiques.fr/2013/03/les-representations-de-la-commune-au-travers-de-la-caricature-communarde-1871/3/>

14 Gilda Guibert, « *La Marseillaise* : le chant de la liberté pour toute l'Humanité ! », *ÉtincelleS* spécial Histoire, janvier 2020, p. 39.

15 Lire à ce sujet Fadi Kassem, « Pour une approche matérialiste et dialectique de l'histoire de France », *ÉtincelleS* spécial Histoire, janvier 2020.

16 Jean Jaurès, « Socialisme et liberté », article publié dans *La Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> décembre 1898, disponible au lien suivant : [http://www.jaures.eu/ressources/de\\_jaures/socialisme-et-liberte-1898/#destination10](http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/socialisme-et-liberte-1898/#destination10)

d'Europe » formulés par Trotski et qui, faute du triomphe préalable du socialisme au sein des pays, a autant de chances de voir le jour que de voir l'homme marcher sur Neptune ; or, le capitalisme a « besoin d'air(e) » – comme le formula le MEDEF dans son manifeste de février 2012<sup>17</sup> – pour assurer une croissance exponentielle de ses profits, ce qui nécessite d'en finir avec les souverainetés nationales et les frontières qui ne sont pas des barrières mais des interfaces n'interdisant ni les échanges, ni les déplacements – n'en déplaise aux sans-frontiéristes gauchistes adoptant des positions similaires à celles du MEDEF (et pas que dans ce domaine...).

### **... mais aussi la dimension républicaine ET antifasciste...**

Outre la dimension patriotique, l'aspect républicain de la Commune de Paris est parfois remis en cause par le courant gauchiste éludant volontairement la forme *socialiste* que peut prendre une République, à l'image des quinze républiques composant l'URSS ou l'éphémère République des conseils de Hongrie de 1919<sup>18</sup> ; avec, pour conséquence, des slogans aussi puérils et antidialectiques que

*« La République, c'est dégueulasse<sup>19</sup> ! »*

L'héritage républicain est pourtant clairement assumé par les Communistes comme Gustave Lefrançais qui se réfère à la Commune insurrectionnelle de 1793 et à la pensée jacobine dans son discours prononcé dans le cadre de la « Manifestation de l'Alliance républicaine des départements<sup>20</sup> ». Une République une et indivisible, composant la devise de la Première République de 1792 avec les termes

*« Liberté, Égalité, Fraternité, ou la mort ».*

Une République une et indivisible menacée de toutes parts face, à la fois : aux euro-régionalismes qui balkanisent la France en favorisant l'apparition d'entités comme la « Collectivité européenne d'Alsace<sup>21</sup> » – et ainsi, le dépeçage de

la France dans un « nouvel empire européen » (Bruno Le Maire)<sup>22</sup> ; aux partisans du « pacte girondin » et du « saut fédéral européen » comme Macron et ses laquais de « la République en miettes », qui ont introduit le « droit à la différenciation des territoires » dans la Constitution en juillet 2018<sup>23</sup> et mis fin au caractère commun aussi bien de la loi que de la langue en 2021<sup>24</sup> ; enfin, aux eurofédéralistes des prétendus « Républicains » (appellation ironique quand on songe que la droite réactionnaire a toujours combattu la République sociale *puis* la République tout court), du soi-disant Parti « socialiste » qui a épousé les thèses « décentralisatrices » de la « deuxième gauche » incarnée par Michel Rocard, ou encore d'EELV partisan d'une Europe fédérale qui promeut les grandes euro-régions comparables aux euro-Länder allemands.

La réaffirmation de la République une et indivisible est d'autant plus centrale que cette dernière se heurte à une fascisation accélérée favorisant l'essor des forces royalistes et hostiles à la République comme l'Action française – qui a eu l'audace de réclamer à Gérald Darmanin, à l'automne 2020, la dissolution du Parti communiste français (PCF)<sup>25</sup> – dont la tête d'affiche historique, Charles Maurras, est sans cesse réhabilitée par un Emmanuel Macron qui, au-delà d'un « républicanisme » de façade, apparaît comme l'un des agents centraux de l'euro-destruction de la République et, par là même, de l'essor exponentiel de la Réaction<sup>26</sup>. Et ce n'est pas le récent sondage révélant que près de 60 % des Français approuvent l'appel des militaires aux accents putschistes d'extrême droite<sup>27</sup> qui rassurera sur l'état de la fascisation et de la décomposition de la République une et indivisible...

### **... tout en disposant des moyens pour construire le socialisme**

On pourrait penser que la troisième dimension, celle de la construction du socialisme, pourrait déboucher sur un consensus entre les différents courants revendiquant l'héritage de la Commune : il n'en est rien. En effet, les gauchistes présentent toujours la Commune comme l'anti-modèle face à l'URSS et au PCF « autoritaire ». Ce courant alimenté par nombre de tendances anarchistes, maoïstes, trotskistes,

17 <https://actualitte.com/article/66864/numerique/besoin-d-039-aire-vers-des-etats-unis-d-039-europe-pour-le-medef>

18 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/hommage-a-la-republique-des-conseils-de-hongrie/>

19 « Slogan » entonné par des anarchistes attardés le 18 mars 2021 dans le cortège défilant dans Paris. On se demande ce qui sépare ce genre d'attitude de celui des royalistes et des ligues d'extrême droite de la fin du XIXe siècle et de l'entre-deux-guerres appelant à abattre « la Gueuse »...

20 Fadi Kassem, « Des communes à la Commune », *op. cit.*

21 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/cest-union-europeenne-par-dessus-tout-uber-alles-les-lecons-de-la-collectivite-europeenne-dalsace-entretien-avec-yvonne-bollmann/>

22 <https://www.lesechos.fr/monde/europe/contre-la-chine-et-les-etats-unis-bruno-le-maire-veut-un-empire-1006921>

23 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/macron-la-republique-en-miette-par-fadi-kassem/>

24 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/loi-molac-la-destruction-de-la-republique-et-de-la-nation-sacclere/>

25 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/les-gros-sabots-cloutes-de-laction-francaise/>

26 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/prcf/1870-2020-150-ans-de-republique-le-mandarinat-qui-sert-le-republicain-macron-et-detruit-la-republique/>

27 <https://www.lci.fr/societe/tribune-des-militaires-valeurs-actuelles-58-des-francais-soutiennent-l-initiative-des-signataires-2184708.html>

etc., outre le rejet des dimensions patriotique et républicaine, exalte les points faibles de la Commune comme le goût des parolotes à l'infini, le démocratisme creux, l'incapacité à exproprier la grande bourgeoisie, le mépris pour la « forme parti » de l'organisation ouvrière ou le rejet de la discipline. Ce débat anima déjà les partisans de Proudhon et ceux de Marx, ce qui déboucha sur l'éclatement de l'Association internationale des travailleurs (AIT) en 1876. Surtout, Lénine établit un constat implacable en 1911, renié par les anarchistes :

*« Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme français était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Par ailleurs, il n'existait pas de parti ouvrier ; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats ou associations coopératives de masse<sup>28</sup>. . . »*

Plus généralement, l'expérience de la Commune souffre d'une « vision romantique », dont Louise Michel, dont les mérites furent majeurs au cours de cette période, est l'incarnation de l'héroïne révolutionnaire. Au-delà, une lecture martyrologique prédomine, insistant sur le sacrifice de ces travailleurs, ces femmes, ces enfants, ces soldats morts sur les barricades, mais sans avoir pu appliquer leur projet aussi loin qu'ils l'espéraient. Avec le risque de ne pas tenir compte des points forts que la Commune sut développer, comme la reconstruction de bas en haut de l'appareil d'État, à savoir l'armée, la police et la justice, devenant des instruments du peuple prolétarien en armes analysés par Marx comme le rapporte Lénine :

*« Quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait révélées. La Commune est la forme "enfin trouvée" par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du travail. La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour briser la machine d'État bourgeoise : elle est la forme politique "enfin trouvée" par quoi l'on peut et l'on doit remplacer ce qui a été brisé. [. . .] dans un cadre différent, dans*

*d'autres conditions, continuent l'œuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx<sup>29</sup>. »*

### **Poursuivre le combat inachevé le triomphe du P.A.R.I.S. révolutionnaire**

La Commune de Paris est morte de ses faiblesses et de ses divisions davantage, peut-être, que de la puissance de feu imposante de la coalition germano-versaillaise. Mais la première grande erreur fut commise en ne nationalisant pas la banque de France, comme l'explique Bruno Guigue :

*« "Que la Banque de France soit restée une enclave versaillaise en plein cœur de Paris, c'est un étonnement et un scandale", écrit Henri Lefebvre dans La proclamation de la Commune. Moyen de pression sur le gouvernement en vue d'une négociation future, ou prise de guerre révolutionnaire destinée à financer l'insurrection, la saisie de la Banque de France aurait modifié le rapport de force. Mais la Commune a reculé devant l'obstacle. Elle a laissé intacte cette institution clé de la classe dominante, elle l'a laissée libre de procurer des fonds à Versailles, alors qu'elle lui négotait les siens. Pour Prosper-Olivier Lissagaray, cette erreur fut la pire de toutes, pire encore que d'avoir laissé filer à Versailles, avec armes et bagages, les troupes gouvernementales qui serviront à la répression. "La Commune dans son indignation aveugle ne voyait pas les vrais otages : la Banque, l'Enregistrement et les Domaines, la Caisse des dépôts et consignations, etc. Par là on tenait les glandes génitales de Versailles ; on pouvait rire de son expérience, de ses canons. Sans exposer un homme, la Commune n'avait qu'à lui dire : Transige ou meurs." Ce manque de résolution face à un instrument majeur du pouvoir bourgeois, cette incapacité à trancher dans le vif de la lutte des classes perdra la Commune. "Toutes les insurrections victorieuses ont débuté par saisir le nerf de l'ennemi, la caisse. La Commune est la seule qui ait refusé. Elle abolit le Budget des cultes qui était à Versailles et resta en extase devant la caisse de la haute bourgeoisie qu'elle avait sous la main." Un scrupule légaliste retient le bras des hommes de la Commune, et il est vrai que tous ses dirigeants ne sont pas révolutionnaires<sup>30</sup>. »*

En affirmant que

29 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917 ; Paris, Éditions sociales, 1972.

30 <https://www.initiative-communiste.fr/articles/billet-rouge-2/les-charognards-de-la-bourgeoisie-les-lecons-de-la-commune-iii-par-bruno-guigue/>

28 Lénine, « A la mémoire de la Commune », avril 1911 : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1911/04/vil19110414.htm>

*« la cause de la Commune est celle de la révolution sociale, celle de l'émancipation politique et économique totale des travailleurs, celle du prolétariat mondial. Et en ce sens, elle est immortelle<sup>31</sup> »,*

Lénine tire les leçons pour l'éventuelle réussite d'une révolution prolétarienne, que les bolcheviques au pouvoir tentent d'imiter à partir de 1917. Et comme en 1871, ils sont confrontés à la coalition entre les « Blancs » (tsaristes, « libéraux », mencheviks, etc.) et les alliés internationaux sous la houlette des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et du Japon. Dans les conditions actuelles d'euro-dissolution de la République une et indivisible, de l'euro-démantèlement des services publics, de l'euro-destruction des conquêtes sociales et démocratiques, de l'arasement des libertés publiques, de la

fascisation qui menace les éléments (en net recul) de démocratie en France, la Commune du XXI<sup>e</sup> siècle ne peut que s'incarner dans une Alternative Rouge et Tricolore, associant le Patriotisme, l'Antifascisme, la République, l'Internationalisme et le Socialisme. C'est ce projet que porte le PRCF, dont le vice-président Jean-Pierre Hemmen eut pour aïeul un Communard brandissant aussi bien le drapeau rouge que le drapeau tricolore ; un projet nécessitant d'en finir pour de bon avec l'euro, l'UE, l'OTAN et le capitalisme afin de reconquérir la souveraineté nationale et populaire pleine et entière indispensable pour l'émancipation de tout le prolétariat. C'est uniquement à ce prix, et non dans l'incantation illusoire de slogans aussi romantiques que sans aucune chance de réussir face à une oligarchie bourgeoise prête à utiliser les armes<sup>32</sup>, que la victoire face au capitalisme exterministe et assassin sera possible.

31 Lénine, « À la mémoire de la Commune », *op. cit.*

32 Rappelons que Luc Ferry défendit l'intervention de l'armée pour réprimer les gilets jaunes !



## DES LENDEMAINS DE LA COMMUNE À LA « BELLE ÉPOQUE » Socialisme et syndicalisme au tournant des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : la pensée et l'action d'Édouard Vaillant et du blanquisme

Au tournant des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, le syndicalisme français se construit sur un ensemble de valeurs historiques assises sur le principe de la lutte des classes, l'« autonomie ouvrière » par la pratique gréviste, ou encore la « double besogne » consistant à arracher des concessions au patronat tout en préparant les lendemains qui chantent, promis par la perspective révolutionnaire au moyen de la grève générale.

Ces engagements résultent d'un syncrétisme idéologique et d'un processus constitué d'événements de portée majeure, au premier rang desquels la Commune de 1871. Les anciens Communards et l'influence exercée par des personnalités de premier plan ayant participé à cet épisode de prise du pouvoir par le peuple jouent un rôle considérable dans la reconstruction du mouvement ouvrier et la naissance de la CGT, près d'un quart de siècle plus tard.

Parmi ces figures emblématiques se trouvent notamment Jean Allemane et Édouard Vaillant, l'héritier d'Auguste Blanqui, très impliqué dans l'œuvre laïque et éducative de la Commune de Paris et qui

« a pu être surnommé “le grand-père” de la CGT<sup>1</sup> ».

En effet, Vaillant et ses proches occupent une place déterminante à maints égards. Plongés tant dans l'univers du socialisme que dans celui du syndicalisme, ils sont à la charnière entre ces deux champs qui, à la Belle Époque, tendent à s'inscrire dans une démarche plus concurrentielle que complémentaire.

Cette caractéristique singulière semble puiser dans la

*« doctrine blanquiste des deux voies vers le socialisme – les syndicats opérant indépendamment des partis socialistes, mais non (espérait-on) en opposition avec eux – qui lui permit de jouer un rôle crucial dans le mouvement syndical [...] Le parti de Vaillant était la*

*seule des factions socialistes de l'époque à adopter cette ligne<sup>2</sup> ».*

À cela s'ajoute l'approche vaillantiste de « l'action totale », qui veut éviter de subordonner une forme d'organisation à une autre, ou une modalité d'action à une autre<sup>3</sup>.

### BLANQUISME ET VAILLANTISME, des creusets du syndicalisme

Les vaillantistes, organisés dans le Comité révolutionnaire central (CRC) fondé en 1881 par des blanquistes, figurent dans les structures d'incubation du syndicalisme. Leurs prises de position sont volontiers en adéquation avec le socle de valeurs élaboré par les militants ouvriers.

Si les amis de Vaillant ne sont pas absents du premier rassemblement interprofessionnel, la Fédération nationale des syndicats éclore en 1886, ils se montrent alors surtout actifs au sein des Bourses du travail. Lorsqu'elles se coordonnent et créent une Fédération nationale en 1892, le vaillantiste et cordonnier lyonnais Bernard Besset en devient le secrétaire. Son successeur n'est autre que Rieul Cordier, lui aussi adhérent du CRC, remplacé en 1895 à ce poste par Fernand Pelloutier.

Dans les débats qui secouent ces deux organisations nationales concurrentes, les vaillantistes prennent le parti de la Fédération des Bourses du travail et participent ainsi activement au processus de fondation de la CGT à Limoges en septembre 1895. Durant ce congrès qui débat de ses statuts, le syndicaliste parisien Jules Majot, par ailleurs membre du CRC, est au cœur des discussions sur leur article. Celui-ci est crucial, puisqu'il traite des relations entre la nouvelle organisation et les structures partisans. Or,

2 B. Vandervort, « Nouvelles perspectives sur Victor Griffuelhes », *Le Mouvement social*, n° 172, juillet-septembre 1995, p. 55.

3 Voir J. Howorth, *Édouard Vaillant. La création de l'unité socialiste en France*, Paris, Syros, 1982, p. 30-31.

1 Gilles Candar, *Édouard Vaillant, le socialisme républicain*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 2015, p. 63.

*« la discussion s'engage alors sur la proposition du citoyen Majot, ainsi conçue : "Les éléments constituant la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques"<sup>4</sup> ».*

Après de longs échanges, où il est notamment soutenu par un autre vaillantiste parisien, Léon Martin, sa proposition est adoptée.

Une fois la CGT mise en place, Victor Griffuelhes en prend la tête durant la période charnière du début du XX<sup>e</sup> siècle. Formé au blanquisme dans le cadre de la Chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie de France, il a été candidat en 1900 au Conseil municipal de Paris sous les couleurs du vaillantiste Parti socialiste révolutionnaire, fondé deux ans auparavant. Celui que Vaillant appelle son « ami<sup>5</sup> » dirige la CGT de 1901 à 1909.

Il paraît donc légitime de considérer que

*« la principale contribution du blanquisme au mouvement syndical français réside [...] dans le rôle qu'il joua dans la fondation de la CGT [...] et surtout dans la conversion de celle-ci à une position révolutionnaire dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> ».*

La manière dont Vaillant et les siens conçoivent les rapports syndicats/partis facilite leur rencontre, voire leur immersion dans les organisations ouvrières.

## **Pour l'unité et l'autonomie syndicales**

Le tournant des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles est marqué par la question sensible des relations entre champ syndical et champ partisan. Entre des allemanistes prompts à considérer prioritaire l'action ouvrière sur le lieu d'exploitation et des guesdistes plus enclins à établir une liaison étroite entre le travail parlementaire et l'action syndicale, si ce n'est selon certains à subordonner le syndicat au parti, Vaillant propose une approche fondée sur l'autonomie de chacune des formes d'organisation constituant pour lui une sphère globale du mouvement ouvrier. Bref,

*« il ne saurait être question de domination ou de subordination. Le mouvement socialiste et le mouvement syndical étaient, à ses yeux, des composantes également*

*valables et essentielles de l'action totale du mouvement ouvrier<sup>7</sup> ».*

Rien de surprenant, donc, à ce que ses proches défendent en ce sens l'indépendance de la CGT. Il y a là une aspiration à l'unité des ouvriers et de leurs organisations. Pour Vaillant, l'immixtion des enjeux partisans dans le syndicalisme est potentiellement mortifère. En 1896 par exemple, dans un article sur « La Confédération générale du travail<sup>8</sup> », il explique qu'au cours de la phase de reconstruction du mouvement social des années 1870-1880,

*« les partis ouvriers se formaient de syndicats qui, ainsi, en même temps que les groupes corporatifs, devenaient des groupes politiques. Ce fut la grande cause d'interruption et d'échec de l'organisation économique du prolétariat... »*

C'est pourquoi une indépendance teintée de neutralité vis-à-vis d'organisations socialistes alors morcelées, est perçue comme susceptible de rendre plus efficace l'action revendicative et paraît être pour Vaillant un préalable pour réunir les travailleurs dans une maison syndicale commune.

Il ne faut toutefois pas s'y méprendre : Vaillant ne partage pas l'approche syndicaliste révolutionnaire qui prétend préempter et fusionner champ social et champ politique, méprisant ainsi les démarches partisans inscrites dans l'ordre des institutions et davantage préoccupées, selon eux, par la conquête de l'État que par son éradication. Toujours est-il qu'au sein de la SFIO naissante, les conceptions vaillantistes du rapport syndicats/partis parviennent à prévaloir. Et en 1912 encore, Vaillant fait résonner le congrès SFIO de Lyon d'une formule synthétisant sa démarche :

*« pour moi, tout ce que fait la CGT est bien parce qu'elle le décide<sup>9</sup> ».*

## **Grèves partielles et grève générale**

Des multiples sensibilités du socialisme français, le vaillantisme s'inscrit parmi les plus fervents soutiens non seulement à la pratique gréviste au quotidien, mais également, de façon plus originale, à l'idée de grève générale.

La lutte pour l'aboutissement des revendications économiques au moyen de la cessation du travail, si chère

4 Compte rendu du septième congrès national corporatif, tenu à Limoges du 23 au 28 septembre 1895, p. 53.

5 *Le Petit Sou*, 18 février 1901.

6 B. Vandervort, *op. cit.*, p. 55.

7 J. Howorth, *op. cit.*, p. 196.

8 *Le Rappel des Travailleurs*, 13 septembre 1896.

9 Cité par J. Howorth, *op. cit.*, p. 205.

au syndicalisme de la Belle Époque, reçoit le soutien des vaillantistes. L'exemple bien connu du département du Cher en offre une illustration emblématique. Parmi d'autres mobilisations, ils apportent leur appui à la grève des métallurgistes de la Société française de Vierzon en 1886-1887 et au mouvement des bûcherons de 1891-1892<sup>10</sup>. Le député et dirigeant du CRC Émile Baudin est au premier rang de ces soutiens. Natif du département,

*« Vaillant lui-même faisait régulièrement la navette entre Paris et Saint-Amand<sup>11</sup> ».*

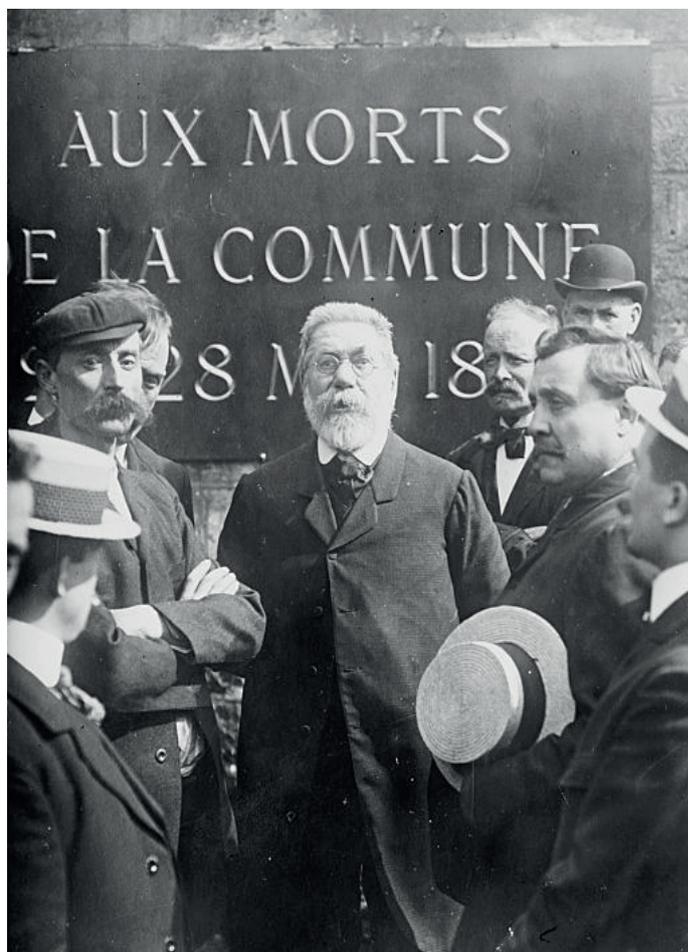
D'autre part, Vaillant et les siens se laissent séduire par l'idée de grève générale qui s'inscrit en outre, entre la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> et la première du XX<sup>e</sup> siècle, comme le grand horizon utopique du syndicalisme révolutionnaire. À cet égard, en 1893, le Comité d'organisation de la grève générale est animé par les syndicalistes et militants du CRC Bernard Capjuzan, Bernard Besset et Rieul Cordier.

L'année suivante, dans la foulée du congrès syndical de Nantes qui promeut le principe de la grève générale, Vaillant offre son assentiment à cette perspective. Si elle lui paraît volontiers chimérique, elle présente l'intérêt d'exprimer

*« la volonté des travailleurs de s'unir dans un effort commun et organisé [...] Peu importe à quel propos ils se veulent mettre en mouvement et en action pourvu qu'ils se meuvent et agissent<sup>12</sup> ».*

Au fond, toute grève, partielle ou un jour peut-être générale, est une école du combat de classes et, de surcroît, un ferment de l'organisation ouvrière qui, en France, résulte en effet souvent de la pratique revendicative. Toute forme de lutte est utile, quel que soit le terrain où elle s'exerce, comme l'affirme par exemple le CRC, qui

*« insiste sur la complémentarité des "lutttes économiques, politiques, sociales, révolutionnaires, électorales..."<sup>13</sup> ».*



Édouard VAILLANT  
(1893-1915)

Enfin, au sein du mouvement socialiste, Vaillant est l'un des plus actifs partisans d'une grève générale en cas de guerre. Dès 1906, c'est à son initiative et à celle de Jaurès qu'est adoptée, au congrès SFIO de Limoges, une motion préconisant cette méthode parmi les moyens de s'opposer à la guerre<sup>14</sup>. Il se révèle également fort présent en ce sens dans les congrès socialistes internationaux. Au demeurant, cela ne l'empêche pas de se rallier en 1914 à l'Union sacrée, à l'instar de la plupart des dirigeants de la SFIO et de la CGT.

En somme, mu par sa ligne directrice de l'« action totale », Édouard Vaillant parvient, au moins dans son approche conceptuelle et conjoncturelle, à résorber partiellement l'espace qui sépare, au tournant des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, socialisme et syndicalisme.

10 Voir M. Pigenet, *Ouvriers, paysans, nous sommes... Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, Paris, L'Harmattan, 1993.

11 *Ibid.*, p. 206.

12 *La Petite République*, 22 septembre 1894.

13 M. Pigenet, « Les vaillantistes et le mouvement populaire dans le Cher », dans *Blanqui et les blanquistes*, Paris, SEDES, 1986, p. 260.

14 Voir S. Sirot, « SFIO, syndicalisme et luttes ouvrières (1905-1914) : des relations problématiques et volontiers distendues », *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008, p. 87-96.

# LA COMMUNE FAIT TOUJOURS VIBRER LES JEUNES COMMUNISTES DU MONDE ENTIER !

C'est avec plaisir et fierté que le Collectif relations internationales des JRCF partage avec les lecteurs *d'Étincelles* ces articles et messages de fraternité de nos camarades étrangers. Ils sont la démonstration vivante que l'internationalisme prolétarien n'est pas mort, que nous y prenons pleinement part et que la Commune, malgré son éloignement dans le temps, reste gravée dans les cœurs et les esprits des jeunes progressistes par-delà les frontières.

Nous adressons nos remerciements aux rédacteurs de ces textes ainsi qu'à leurs organisations et plus spécialement aux camarades Manon et Sébastien des JRCF pour leur travail de traduction.

---

## Ligue de la Jeunesse communiste de Yougoslavie

Les 150 ans de la Commune de Paris

La Commune de Paris fait figure d'étincelle pour le mouvement politique en Serbie et en ex-Yougoslavie. La Commune de Paris a inspiré une jeune génération de révolutionnaires dans notre pays et, s'appuyant sur ses idées directrices, les générations suivantes ont aspiré à construire un monde meilleur et plus juste. Le soulèvement des ouvriers français a fait écho et grandement influencé Svetovar Markovic, précurseur de la pensée socialiste dans notre pays.

Ses idées ont aussi inspiré Dimitrije Tucovic, dirigeant du Parti social-démocrate, qui fut l'un des seuls partis avec le Parti bulgare et le Parti social-démocrate russe à voter contre les crédits de guerre à l'aube de la Grande Guerre.

La Commune de Paris, qui envoyait des messages de solidarité, inspira les communistes yougoslaves, qui partageaient les mêmes idéaux et cherchaient aussi à vaincre l'oppression dont ils étaient l'objet. Cela conduisit les communistes yougoslaves pénétrés de ces idéaux à vaincre l'occupant fasciste et à construire le socialisme après leur grande victoire.

L'importance de l'influence de la Commune de Paris sur les communistes yougoslaves est démontrée par le fait qu'en Yougoslavie socialiste de nombreuses rues portaient des noms y faisant référence.

Aujourd'hui, nous vivons dans une période de contre-révolution généralisée, dans une crise de l'économie capitaliste provoquée par les guerres impérialistes et par le soudain déclenchement de l'actuelle pandémie de COVID-19 (plus connu sous le nom de coronavirus), ce qui donne au message de République du travail et de solidarité une importance plus grande que jamais. Pour toutes ces raisons, notre organisation considère que la Commune de Paris est une de ses sources d'inspiration principales et la première étincelle qui alluma la flamme qui nous montre qu'un nouveau monde est possible, qu'une utopie peut devenir notre réalité commune.

## Union prolétarienne de libération, Russie

Message fraternel de l'UPL

Salutations, chers camarades !

Nous vous congratulons pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris ! Cette date, nous le supposons, est la date la plus importante dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Cette expérience influença les révolutionnaires russes et leur apprit la manière de vaincre leurs ennemis (le tsarisme et le capitalisme), de s'organiser et de ne pas reproduire les erreurs des héros de la Commune de Paris. Le 18 mars est le jour le plus important pour les patriotes français car le véritable patriote français est celui qui combat pour la libération des travailleurs de son propre pays et de tous les pays du monde !

Nous sommes heureux que vous honoriez et vous rappelez l'histoire de vos glorieux prédécesseurs et que vous cherchiez à vous montrer dignes de l'héritage de ceux qui sont morts en défendant la Commune. Que le drapeau rouge flotte à nouveau sur Paris ! Que le slogan « Vive la Commune » résonne dans toute la France !

Nous souhaitons à nos camarades français qu'ils se souviennent de cet événement, qu'il leur inspire la force et le courage dans leur lutte contre la sauvagerie capitaliste !

Nous vous transmettons aussi nos salutations et espérons que vous n'abandonnez jamais, même quand l'espoir et le pouvoir de continuer semble vous manquer.

Nous avons écrit un long article pour commémorer et montrer notre appréciation de la Commune de Paris. Nous avons aussi établi un sondage sur la connaissance qu'a le peuple de russe de la Commune. Les résultats figurent dans cet article : [https://vk.com/spo\\_1917?w=wall164528040\\_42077](https://vk.com/spo_1917?w=wall164528040_42077)

Nous espérons que notre coopération se développe et prospère !

Vive la Commune !

Avec toute notre solidarité,

**Igor Orlov-**

Responsable des relations internationales de l'UPL

**Adel Shayakhmetov**

Directeur de publication de l'UPL

**Vladimir Revnystsev**

Président de l'UPL

**Valerya Kovalchuk**

Dirigeant du bureau exécutif de l'UPL

## **Jeunesse libre allemande**

### **Message fraternel des FDJ**

Chers camarades,

Cette année marque le 150<sup>e</sup> anniversaire de la première tentative du prolétariat de libérer le monde de l'exploitation et de l'oppression. Les travailleurs parisiens et les Communards n'ont pas seulement combattu pour la propriété des palais ou procuré nourriture et éducation à la jeunesse ; ils ont avant tout prouvé à tous les ouvriers et jeunes combattants du monde entier que l'unité des travailleurs et les conseils ouvriers qui y correspondent peuvent triompher des ennemis du peuple. Rejoindre cette révolution a donné et donnera la possibilité, par des moyens véritablement démocratiques, de construire un futur plus juste et plus pérenne. Les Communards l'ont prouvé dès le début au moyen de l'internationalisme prolétarien.

La jeunesse s'opposera au fascisme et à la guerre en cette année d'impérialisme en connaissant ce que signifie la défaite du socialisme face à la contre-révolution. C'est pour-

quoi nous, la jeunesse révolutionnaire, avons besoin d'une union totale avec le prolétariat et d'apprendre de la Commune de Paris qu'il ne peut exister aucun compromis avec l'ennemi de classe, que l'État bourgeois doit être détruit et que les capitalistes doivent être expropriés sans délai. Seule la plus grande démocratie qu'est la dictature du prolétariat permet d'assurer la victoire du peuple et son futur.

Ainsi, la Jeunesse libre allemande participera en mars à la campagne internationale, dans les rues, les parcs, les usines et les écoles.

Nous vous envoyons en outre la déclaration de l'action unitaire internationale.

Salutations révolutionnaires,

**Anna Busl**

pour le département international de la FDJ

## **Patria socialista, Italie**

### **La Commune d'Europe**

Tout d'abord, nous voulons saluer nos camarades français des JRCF et les remercier de nous inviter à nous souvenir d'une glorieuse page de l'Histoire, qui est aussi une « machine », en ce que pour la première fois les artisans et les ouvriers ne se sont pas limités à bloquer les mécanismes avec lesquels ils étaient aux prises mais à les engager dans une direction tout à fait différente.

La Commune de Paris est un prélude qui produira par la suite des expériences d'auto-administration dans des zones temporairement libérées. En Italie, nous pensons au début du siècle suivant, où l'expérience de Fiume, bien que sous-estimée par les historiens de gauche et de droite, a eu un véritable impact révolutionnaire ; nous songeons aussi à la guerre de libération contre le fascisme et le nazisme qui conduisirent à la création de petites républiques autonomes au milieu des territoires occupés.

Pourtant, ce qui relie l'Italie à la Commune remonte à plus loin. Cela remonte à avant. Cela remonte à la tragique année 1848, l'année du soulèvement politique par excellence, et à ses germes.

Il va sans dire que la République romaine<sup>1</sup>, si elle n'est pas la mère de la Commune, en est au moins la sœur aînée. C'était un sombre présage. Cependant, la destinée ne dénie jamais à l'Histoire une gigantesque dose d'ironie.

Garibaldi, défendant la République romaine, était persuadé que les soldats français, enfants de la Révolution française, ne lèveraient jamais les armes contre les insurgés qui avaient renversé la tyrannie pontificale. Et c'est avec l'éta-

1 NDT : Nos camarades vont bien sûr référence à la République romaine du XIX<sup>e</sup> siècle et pas à son prédécesseur antique...

## **Jeunesse communiste, Suisse** **Il y a 150 ans, naissait la Commune de Paris,**

**« premier gouvernement de la classe ouvrière »**

blissement de la Troisième République que la sympathie des démocrates européens s'est tournée vers la France. Garibaldi viendra ensuite en aide à la nouvelle République française, accompagné d'une petite centaine de vétérans italiens des diverses guerres pour la liberté et l'unité de l'Italie. Il fut le seul général de l'armée française à remporter une victoire contre les Prussiens, prenant et défendant contre eux Dijon, capitale de la Bourgogne. Il fit tant qu'il mérita un siège dans le nouveau Parlement. Ce Parlement, cependant, était entre les mains d'une droite réactionnaire et conservatrice qui craignait plus la vaillance au combat des civils parisiens (qui résistèrent deux mois face au farouche siège prussien, ce qui obligeait le commandement français à poursuivre la guerre) que l'envahisseur, suffisamment pour critiquer sans répit le général aux Mille Aventures qui, outragé, quitta le Parlement et même la France. Le seul membre du Parlement qui défendit Garibaldi, jusqu'à démissionner avec lui en signe de solidarité, fut Victor Hugo. La trahison de Thiers qui revint dans Paris dégoulinant du sang des Communards et à la tête de troupes prussiennes est bien connue. C'est aussi là que l'Histoire présente un parallèle avec la République romaine et la République de Carnaro, qui finirent sous la canonnade de la marine savoyarde.

C'est l'histoire que nos classes dominantes veulent que nous connaissions à tout prix, comme s'ils voulaient nous dire : « Voici ce qui attend ceux qui relèvent la tête. »

Mais nous savons qu'il y a plus. Il y a les travailleurs qui devinrent conscients de leur force et ne se limitèrent plus à partager le pouvoir. Ils le renversent et en établissent un autre, le leur. Et cela réussit d'autant mieux quand la classe ouvrière nationale unit ses forces avec les combattants de tous les pays, au nom d'une liberté qui était pressentie mais pas encore établie.

Pour cela nous nous en souvenons encore.  
Pour cela nous combattons encore.

Nous renouvelons nos salutations fraternelles et nos remerciements aux JRCF pour nous avoir demandé cette petite contribution qui est la nôtre. Une contribution pour l'instant seulement écrite mais une contribution qui, si une nouvelle Commune devait voir le jour, se transformerait une fois encore en une contribution de force.

*Allons enfants...<sup>2</sup>*

Nos sincères salutations communistes,

Patria Socialista Via dei Volsci, Rome, Italie  
[www.patriasocialiste.it-info@patriasocialista.it](http://www.patriasocialiste.it-info@patriasocialista.it)

Il y a exactement 150 ans, le 18 mars 1871, naissait à Paris la Commune, le gouvernement municipal ouvrier qui durant deux mois, administra la capitale française, réalisant – et ce malgré le siège très dur – des réformes et des œuvres publiques restées imprimées dans l'histoire du mouvement communiste. Selon Karl Marx, le gouvernement de la Commune constitua effectivement le « premier gouvernement de la classe ouvrière » de l'histoire, dont s'inspireront les révolutionnaires des décennies suivantes – à partir de Lénine lui-même. À l'occasion de cet important anniversaire, nous retracerons les principales conquêtes de cette exceptionnelle et héroïque entreprise d'émancipation populaire, dont l'écho atteindra la Suisse, influençant en profondeur le mouvement ouvrier, alors en grave difficulté.

Le 18 mars 1871, les ouvriers parisiens s'insurgent contre les monarchistes

À la suite de la terrible défaite de Sedan, dans laquelle le 2 septembre 1870, Napoléon III fut fait prisonnier par les troupes prussiennes du chancelier Bismarck, les tensions en France ne firent qu'augmenter. Pas même la proclamation de la République, advenue le 4 septembre, ou l'élection de la nouvelle Assemblée nationale du 8 février 1871 ne purent contenir le mécontentement populaire : l'acceptation des conditions extrêmement difficiles d'armistice de la part du gouvernement monarchiste d'Adolphe Thiers ne réussit qu'à accroître le ressentiment de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, dont les sentiments patriotiques furent mortifiés par la reddition, et dont les intérêts matériels furent touchés par des décrets destinés à couvrir les très dures conditions de paix (pendant que la grande bourgeoisie « capitularde », elle, fut épargnée). Dans la nuit du 17 au 18 mars, la tension accumulée explose tout d'un coup suite à la tentative du gouvernement de désarmer les ouvriers, organisés dans la Garde nationale pour défendre le pays de l'invasion étrangère : le transfert des canons de la colline de Montmartre fut bloqué par la Garde nationale, soutenue par la population parisienne qui, à partir de ce moment, se déchaîna en une véritable insurrection, occupant les sièges du pouvoir gouvernemental et poussant le cabinet de Thiers à une fuite précipitée en direction de Versailles. Le soir du 18 mars, la capitale était désormais entièrement dans les mains des ouvriers insurgés qui, dirigés par la Garde nationale, commençaient à réorganiser les structures de l'État.

# CULTURE

## VIVE LA COMMUNE

Jean-Baptiste GIOVANELLI  
Poète et militant communiste marseillais

Arthur Rimbaud, fier sur des barricades  
Gavroche, Guy Môquet, Spartacus, les sans-grade  
Changer la vie, mieux vivre au jour qui va venir  
Que celui de la veille et croire en l'avenir.  
Robespierre, Babeuf, Blanqui, Michel Louise  
Salut, vous défenseurs des gens dans la mouise  
Avec ces courageux, ces Jésus sans la croix  
Lassés de charité, mais exigeant le droit  
Avec ces révoltés à la juste colère  
Honorons en ces jours d'un rouge anniversaire  
Les cent cinquante années du rêve communard  
Qui ne dura hélas ! que ce que dure pétard  
Mais qui fit tant de bruit et d'écho dans le monde  
En réveillant l'agneau sans bruit, dans sa toison  
Et l'humble paysan pour de riches moissons.  
Rien n'est jamais pareil, mais retenons l'Histoire  
Et qu'elle nous enseigne, en fait, de croire  
Qu'un jour prochain viendra, un jour prolétarien  
Où l'homme ne sera plus traité comme un chien.  
La nation sans l'Histoire est une déchéance  
Les leçons du passé guident nos consciences  
Les Jules, les maudits, les Bismarck, les Trochu  
N'éteindront pas l'espoir de ce combat perdu  
À bas ! Les massacreurs, les Thiers et les marquises  
Avec leurs parapluies, leur sang sur leurs chemises  
Leur Saint Barthélémy au mur des fusillés  
Leurs cadavres souillés avilis par milliers.  
Salut ! Femmes de cœur appelées pétroleuses  
Vous qui n'étiez en vrai que pauvres malheureuses  
Comment ne pas aimer ces anges de combat  
Affrontant les démons, sans bijoux et sans bas.

# LA MONTRE DE VARLIN

Francis **COMBES**

Dans les rues de Paris le cœur bat la chamade  
les pavés sont noirs, traîtres et glissants.  
C'est l'heure de la curée, l'heure du crime et du sang  
l'heure de se cacher si l'on est innocent  
Paris n'est plus lui-même et ne se connaît plus  
soudain les portes et les volets claquent,  
les ruelles se ferment comme des souricières  
les soupiraux se changent en trappes obscures  
où, tête la première, les corps  
basculent dans le vide.

Dans les jardins publics,  
sur les places, aux carrefours,  
s'amasse, hardes sales,  
le troupeau hagard des vaincus.

À chaque coin de rue on arrête et on tue.  
Après la grande frayeur, la bonde est lâchée  
à la fureur de ceux qui ont eu peur.

Sur la crédence du salon  
les aiguilles de l'horloge  
sont des lames de ciseaux,  
de baïonnettes, de couteaux.

Hommes, femmes et enfants  
c'est l'heure des arrestations, l'heure des exécutions  
sommaires, l'heure des conseils de guerre,  
l'heure des déportations.

C'est l'heure des équarisseurs qui entrent en action  
à La Roquette, au Luxembourg, au Parc Monceau,  
à Montparnasse, à Vincennes, au Père Lachaise  
on massacre à s'en écœurer,  
on exécute par milliers  
on précipite dans la chaux vive  
les cadavres et les survivants  
et la terre n'en peut plus  
de ces morts et de ce sang.

Tous les jardins sont des charniers.  
Les casemates des forts servent de fours crématoires.  
(Seule la crainte des épidémies mettra fin au carnage.)

Sur les dernières barricades ou au coin d'un trottoir  
Dombrowski, Rigault, Ferré,  
Delescluze, Rossel,  
Flourens, Millière et Vermorel  
et tant d'autres, étrangers et Français,  
mêlés dans le combat pour la patrie trahie  
et pour la liberté  
tombent, les bras et les cœurs emmêlés.

Varlin, pressant le pas, descend la rue  
avec sa belle tête de prophète  
à la barbe douce, au regard serein  
Varlin, le syndicaliste, l'animateur des grèves,  
Varlin l'ouvrier relieur qui voulait que tous les ouvriers  
puissent lire et se cultiver,

Varlin le fondateur des restaurants de la solidarité,  
le chargé des finances et des subsistances de la Commune,  
Varlin l'homme de l'Internationale  
le responsable des relations internationales,  
Varlin qui tente d'échapper  
est reconnu par un prêtre et dénoncé.

Sur son chemin de croix un groupe d'excités  
l'attrape et le lynche.

Sa belle tête où bourdonnaient les abeilles-ouvrières  
de pensées fraternelles est à présent une ruche détruite.

Un œil pend hors de l'orbite.

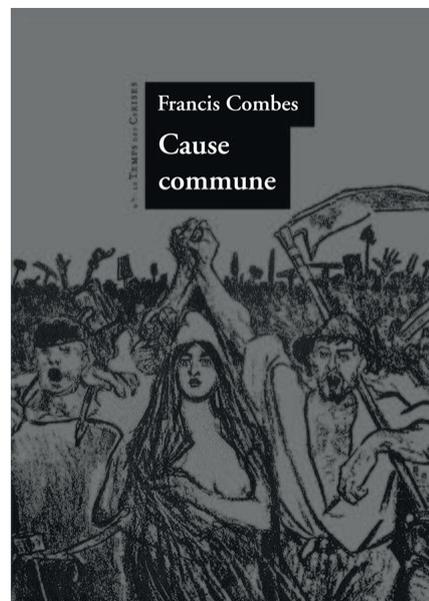
On le colle contre un mur et on l'achève.

(« Nous sommes débarrassés du socialisme »  
dira Thiers, soulagé. Il se trompait.)

On rapporte que l'officier qui fit fusiller Varlin,  
(un défenseur de l'ordre et de la propriété)  
en souvenir, déroba la montre  
que lui avaient offerte les ouvriers du Livre.

Il a confisqué la montre  
mais il n'a pas pu arrêter le temps.  
Les aiguilles continueront de tourner  
et du rêve de Varlin,  
un jour, sonnera l'heure.

« Cause commune »,  
Editions le Temps des Cerises.



# Rêve et sang

Jean-René LIONELLI

Poète et homme de théâtre niçois

L'opérette est finie, l'empereur est déchu !  
De son cheval de bois le tout petit a chu.  
Ses pleutres généraux de toutes parts cédant,  
Il perdit la partie le vaincu de Sedan.

Mais l'on eut point fini avec ces « va-t-en guerre »,  
Ces héros de bureaux qui ne se battent guère,  
La bourgeoisie cossue, harangueuse de foule,  
Qui de ses pantoufles notre liberté foule !

Alors on gesticule, on crie « sauve qui peut »,  
On remue ses rondeurs. Tous ces corps adipeux  
Se meuvent, paraissant de piètres saltimbanques.  
« L'ennemi est ici, aux portes de nos banques !

Qu'importe la Lorraine et qu'importe l'Alsace.  
Qu'on envoie aux Prussiens l'un de nos vils Arsaces !  
Il faut capituler et désarmer Paris.  
Comme la populace aussi l'on dépérit ! »

Bien souvent en France on lave notre honneur  
Au plus bas de l'échelle, unis dans la douleur.  
Et bis repetita, moins d'un siècle plus tard,  
Le pays connaîtra les mêmes avatars !

Augustes libérés, ô « vermine » des bouges,  
Gavroches transcendés et vous les vierges rouges,  
Valeureux cœurs sacrés, combattants de la Butte,  
Toi peuple souverain qui lutte et qui se bute,

Alors que sous tes murs les germaines cohortes  
Assiègent ta cité, tu as fermé tes portes,  
Tout comme aux temps jadis Geneviève fit.  
Guillaume l'empereur et Bismarck tu défis !

Malgré les tractations signées dans les salons,  
Tu ne veux point céder tes quatre cents canons,  
Fondus de tes mains et payés de tes deniers !  
Tu te battras alors à mort jusqu'au dernier !

La Commune à Paris vient d'être proclamée.  
De par le monde entier son nom sera clamé !  
Que danse l'ouvrier, que rie le miséreux,  
La liberté se chante ! On veut des jours heureux !

Des lois d'égalité et la laïcité,  
La justice pour tous et la fraternité  
Désormais s'affichent sur les murs des quartiers.  
« Vive la République, à bas les Versaillais ! »

Mais le sang a coulé, jusqu'au père Lachaise.  
Versailles a fusillé pour que Paris se taise !  
Reviendra-t-il un jour le doux « temps des cerises »  
Cher à Monsieur Clément ? Quand cesseront les crises ?

Il faut se souvenir des vingt mille tués,  
D'exécutions d'enfants, de tous les déportés  
Vers la terre kanake, au baigne qui aliène  
Leur mémoire jetée en pâture à des hyènes !

Comment peut-on donner encor le nom de Thiers,  
Un autre infâme Adolphe, à nos grandes artères,  
Nos rues, nos boulevards ? L'Histoire a fait son tri.  
Elle honore toujours ce traître à la patrie !



#JournéeInternationaleDesDroitsDesFemmes #8mars à  
#Bordeaux. Au départ du cortège, l'avenue Thiers a été  
transformée en av. Louise Michel par les  
#manifestantes sous les clameurs du public.

Alors chiche, M. le Maire ! @PierreHurmic ?

@Commune2021  
@forever1871  
@tv7\_sudouest



6:07 PM · 8 mars 2021 · Twitter Web App



Viktor NIKOLAEVICH

« Lénine balaie la saleté du monde »

1920



**Тов. Ленин ОЧИЩАЕТ  
ЗЕМЛЮ ОТ НЕЧИСТИ.**